

Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto







CANADA

TREATY SERIES 2008/11 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Protocol amending the Convention between Canada and the United States of America with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995 and 29 July 1997

Chelsea, 21 September 2007

In Force 15 December 2008

IMPOSITION

Protocole modifiant la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997

Chelsea, 21 septembre 2007

En vigueur le 15 décembre 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/11 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Protocol amending the Convention between Canada and the United States of America with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995 and 29 July 1997

Chelsea, 21 September 2007

In Force 15 December 2008



IMPOSITION

Protocole modifiant la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997

Chelsea, 21 septembre 2007

En vigueur le 15 décembre 2008

PROTOCOL AMENDING THE CONVENTION BETWEEN CANADA

AND

THE UNITED STATES OF AMERICA
WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL
DONE AT WASHINGTON ON 26 SEPTEMBER 1980,
AS AMENDED BY THE PROTOCOLS DONE ON 14 JUNE 1983,
28 MARCH 1984, 17 MARCH 1995 AND 29 JULY 1997

CANADA and THE UNITED STATES OF AMERICA, hereinafter referred to as the "Contracting States",

DESIRING to conclude a Protocol amending the Convention between Canada and the United States of America with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995 and 29 July 1997 (hereinafter referred to as the "Convention"),

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE 1

Paragraph 1 of Article III (General Definitions) of the Convention shall be amended by deleting the word "and" at the end of subparagraph (i), by replacing the period at the end of subparagraph (j) with "; and", and by adding the following subparagraph:

- (k) The term "national" of a Contracting State means:
 - (i) Any individual possessing the citizenship or nationality of that State; and
 - (ii) Any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that State.

PROTOCOLE MODIFIANT LA CONVENTION

ENTRE

LE CANADA

ET

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE,
FAITE À WASHINGTON LE 26 SEPTEMBRE 1980
ET MODIFIÉE PAR LES PROTOCOLES FAITS LE 14 JUIN 1983,
LE 28 MARS 1984, LE 17 MARS 1995 ET LE 29 JUILLET 1997

LE CANADA et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ci-après désignés les « États contractants »,

DÉSIREUX de conclure un Protocole modifiant la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (ci-après désignée « la Convention »);

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Le paragraphe 1 de l'article III (Définitions générales) de la Convention est modifié par la suppression du mot « et » à la fin de l'alinéa i), par la suppression du point à la fin de l'alinéa j) et sa substitution par « ; » et par l'adjonction de l'alinéa suivant :

- k) Le terme « national » désigne, relativement à un État contractant :
 - (i) toute personne physique qui possède la citoyenneté ou la nationalité de l'État contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituées conformément à la législation en vigueur dans l'État contractant.

- 1. Paragraph 3 of Article IV (Residence) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 3. Where by reason of the provisions of paragraph 1, a company is a resident of both Contracting States, then
 - (a) If it is created under the laws in force in a
 Contracting State, but not under the laws in force in
 the other Contracting State, it shall be deemed to be a
 resident only of the first-mentioned State; and
 - (b) In any other case, the competent authorities of the Contracting States shall endeavor to settle the question of residency by mutual agreement and determine the mode of application of this Convention to the company. In the absence of such agreement, the company shall not be considered a resident of either Contracting State for purposes of claiming any benefits under this Convention.
- 2. Article IV (Residence) of the Convention shall be amended by adding the following after paragraph 5:
 - 6. An amount of income, profit or gain shall be considered to be derived by a person who is a resident of a Contracting State where:
 - (a) The person is considered under the taxation law of that State to have derived the amount through an entity (other than an entity that is a resident of the other Contracting State); and
 - (b) By reason of the entity being treated as fiscally transparent under the laws of the first-mentioned State, the treatment of the amount under the taxation law of that State is the same as its treatment would be if that amount had been derived directly by that person.

- 1. Le paragraphe 3 de l'article IV (Résidence) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une société est un résident des deux États contractants :
 - a) Et qu'elle a été constituée en vertu de la législation en vigueur dans un État contractant, mais non en vertu de la législation en vigueur dans l'autre État contractant, elle est réputée être un résident du premier État seulement; et
 - b) Dans tout autre cas, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question de la résidence et de déterminer les modalités d'application de la présente Convention à la société. À défaut d'un tel accord, la société n'est considérée comme un résident d'aucun des États contractants aux fins de se prévaloir des avantages prévus par la présente Convention.
- 2. L'article IV (Résidence) de la Convention est modifié par l'adjonction de ce qui suit à la suite du paragraphe 5 :
 - 6. La personne qui est un résident d'un État contractant est réputée avoir tiré un revenu ou réalisé un profit ou un gain :
 - a) Si, en vertu de la législation fiscale de cet État, elle est considérée comme ayant obtenu le montant par l'intermédiaire d'une entité (autre qu'une entité qui est un résident de l'autre État contractant), et
 - b) Si, au motif que l'entité est considérée comme étant transparente sur le plan financier en vertu de la législation du premier État, la législation fiscale de cet État traite le montant comme si la personne l'avait obtenu directement.

- 7. An amount of income, profit or gain shall be considered not to be paid to or derived by a person who is a resident of a Contracting State where:
 - (a) The person is considered under the taxation law of the other Contracting State to have derived the amount through an entity that is not a resident of the first-mentioned State, but by reason of the entity not being treated as fiscally transparent under the laws of that State, the treatment of the amount under the taxation law of that State is not the same as its treatment would be if that amount had been derived directly by that person; or
 - (b) The person is considered under the taxation law of the other Contracting State to have received the amount from an entity that is a resident of that other State, but by reason of the entity being treated as fiscally transparent under the laws of the firstmentioned State, the treatment of the amount under the taxation law of that State is not the same as its treatment would be if that entity were not treated as fiscally transparent under the laws of that State.

1. The first sentence of paragraph 6 of Article V (Permanent Establishment) of the Convention shall be amended by deleting the word "and" preceding the first reference to paragraph 5, inserting a comma, and adding the words "and 9," following that reference to paragraph 5.

- 7. La personne qui est un résident d'un État contractant est réputée ne pas avoir tiré un revenu ou réalisé un profit ou un gain :
 - a) Si, en vertu de la législation fiscale de l'autre État contractant, elle est considérée comme ayant obtenu le montant par l'intermédiaire d'une entité qui n'est pas un résident du premier État, mais au motif que l'entité n'est pas considérée comme étant transparente sur le plan financier en vertu de la législation de cet État, la législation fiscale de cet État ne traite pas le montant de la même manière que si la personne l'avait obtenu directement, ou
 - b) Si, en vertu de la législation fiscale de l'autre État contractant, elle est considérée comme ayant reçu le montant d'une entité qui est un résident de cet autre État, mais au motif que l'entité est considérée comme étant transparente sur le plan financier en vertu de la législation du premier État, la législation fiscale de cet État ne traite pas le montant comme si l'entité n'était pas considérée comme étant transparente sur le plan financier en vertu de la législation de cet État.

1. La première phrase du paragraphe 6 de l'article V (Établissement stable) de la Convention est modifiée par la suppression du mot « et » qui précède le premier renvoi au paragraphe 5, par l'insertion d'une virgule et par l'adjonction des termes « et 9, » à la suite de ce renvoi.

- 2. Paragraph 9 of Article V (Permanent Establishment) of the Convention shall be deleted and replaced by the following two paragraphs:
 - Subject to paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State provides services in the other Contracting State, if that enterprise is found not to have a permanent establishment in that other State by virtue of the preceding paragraphs of this Article, that enterprise shall be deemed to provide those services through a permanent establishment in that other State if and only if:
 - (a) Those services are performed in that other State by an individual who is present in that other State for a period or periods aggregating 183 days or more in any twelve-month period, and, during that period or periods, more than 50 percent of the gross active business revenues of the enterprise consists of income derived from the services performed in that other State by that individual; or
 - (b) The services are provided in that other State for an aggregate of 183 days or more in any twelve-month period with respect to the same or connected project for customers who are either residents of that other State or who maintain a permanent establishment in that other State and the services are provided in respect of that permanent establishment.
 - 10. For the purposes of this Convention, the provisions of this Article shall be applied in determining whether any person has a permanent establishment in any State.

- 2. Le paragraphe 9 de l'article V (Établissement stable) de la Convention est supprimé et remplacé par les deux paragraphes suivants :
 - 9. Sous réserve du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant fournit des services dans l'autre État contractant, s'il est déterminé qu'elle n'a pas d'établissement stable dans cet autre État en vertu des paragraphes précédents du présent article, cette entreprise est réputée fournir ces services par l'intermédiaire d'un établissement stable dans cet autre État dans les seuls cas où:
 - a) Ces services sont fournis dans cet autre État par une personne physique qui y séjourne pendant une période ou des périodes totalisant 183 jours ou plus au cours d'une période quelconque de douze mois et, pendant cette période ou ces périodes, plus de 50 p. 100 des recettes brutes tirées d'une entreprise exploitée activement de l'entreprise consistent en un revenu tiré des services fournis dans cet autre État par la personne physique; ou
 - b) Les services sont fournis dans cet autre État pendant une période totale de 183 jours ou plus au cours d'une période quelconque de douze mois relativement au même projet ou à un projet connexe pour des clients qui soit sont des résidents de cet autre État, soit y maintiennent un établissement stable, et les services sont fournis relativement à cet établissement stable.
 - Au sens de la présente Convention, les dispositions du présent article s'appliquent pour déterminer si une personne quelconque a un établissement stable dans un État.

Paragraph 2 of Article VII (Business Profits) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where a resident of a Contracting State carries on, or has carried on, business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the business profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate person engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the resident and with any other person related to the resident (within the meaning of paragraph 2 of Article IX (Related Persons)).

- 1. Subparagraph 2(a) of Article X (Dividends) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - (a) 5 percent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which owns at least 10 percent of the voting stock of the company paying the dividends (for this purpose, a company that is a resident of a Contracting State shall be considered to own the voting stock owned by an entity that is considered fiscally transparent under the laws of that State and that is not a resident of the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, in proportion to the company's ownership interest in that entity);
- 2. Paragraph 3 of Article X (Dividends) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 3. For the purposes of this Article, the term "dividends" means income from shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income that is subjected to the same taxation treatment as income from shares under the laws of the State of which the payer is a resident.

Le paragraphe 2 de l'article VII (Bénéfices des entreprises) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'un résident d'un État contractant exerce ou a exercé son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une personne distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec le résident et avec toute autre personne liée au résident (au sens du paragraphe 2 de l'article IX (Personnes liées)).

- 1. L'alinéa 2a) de l'article X (Dividendes) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - a) 5 p. 100 du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient au moins 10 p. 100 des droits de vote de la société qui paie les dividendes (à cette fin, une société qui est un résident d'un État contractant est considérée comme détenant les droits de vote détenus par une entité qui est considérée comme étant transparente sur le plan financier en vertu de la législation de cet État et qui n'est pas un résident de l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, en proportion de la participation de la société dans cette entité);
- 2. Le paragraphe 3 de l'article X (Dividendes) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 3. Au sens du présent article, le terme « dividendes » désigne les revenus provenant d'actions ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions en vertu de la législation de l'État dont le payeur est un résident.

- 3. Paragraph 4 of Article X (Dividends) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on, or has carried on, business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected to such permanent establishment. In such case, the provisions of Article VII (Business Profits) shall apply.
- 4. Paragraph 5 of Article X (Dividends) of the Convention shall be amended by deleting the words "or a fixed base" following the words "effectively connected with a permanent establishment".
- 5. Subparagraph 7(c) of Article X (Dividends) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - (c) Subparagraph 2(a) shall not apply to dividends paid by a resident of the United States that is a Real Estate Investment Trust (REIT), and subparagraph 2(b) shall apply only if:
 - (i) The beneficial owner of the dividends is an individual holding an interest of not more than 10 percent in the REIT;
 - (ii) The dividends are paid with respect to a class of stock that is publicly traded and the beneficial owner of the dividends is a person holding an interest of not more than 5 percent in any class of the REIT's stock; or

- 3. Le paragraphe 4 de l'article X (Dividendes) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce ou a exercé dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans un tel cas, les dispositions de l'article VII (Bénéfices des entreprises) sont applicables.
- 4. Le paragraphe 5 de l'article X (Dividendes) de la Convention est modifié par la suppression des mots « ou à une base fixe » et la suppression du « s » au mot « situés » à la suite des mots « se rattache effectivement à un établissement stable ».
- 5. L'alinéa c) du paragraphe 7 de l'article X (Dividendes) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - c) Le paragraphe 2a) ne s'applique pas aux dividendes payés par un résident des États-Unis qui est une fiducie de placements immobiliers (Real Estate Investment Trust), et le paragraphe 2b) ne s'applique que lorsque :
 - le bénéficiaire effectif de ces dividendes est une personne physique qui détient une participation d'au plus 10 p. 100 dans la fiducie;
 - (ii) les dividendes sont payés relativement à une catégorie d'actions cotées en bourse et le bénéficiaire effectif des dividendes est une personne qui détient une participation d'au plus 5 p. 100 dans n'importe quelle catégorie d'actions de la fiducie; ou

(iii) The beneficial owner of the dividends is a person holding an interest of not more than 10 percent in the REIT and the REIT is diversified.

Otherwise, the rate of tax applicable under the domestic law of the United States shall apply. Where an estate or testamentary trust acquired its interest in a REIT as a consequence of an individual's death, for purposes of this subparagraph the estate or trust shall for the five-year period following the death be deemed with respect to that interest to be an individual.

ARTICLE 6

Article XI (Interest) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

Article XI Interest

- 1. Interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State may be taxed only in that other State.
- 2. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums or prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income assimilated to income from money lent by the taxation laws of the Contracting State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article X (Dividends).
- 3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on, or has carried on, business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article VII (Business Profits) shall apply.

(iii) le bénéficiaire effectif des dividendes est une personne qui détient une participation d'au plus 10 p. 100 dans la fiducie, et celle-ci est diversifiée.

Dans les autres cas, le taux d'imposition prévu par le droit interne des États-Unis s'applique. Lorsqu'une succession ou une fiducie testamentaire a acquis sa participation dans une fiducie de placements immobiliers à la suite du décès d'une personne physique, la succession ou la fiducie testamentaire est, aux fins du présent alinéa, considérée, à l'égard de cette participation, être une personne physique pendant les cinq ans qui suivent le décès.

ARTICLE 6

L'article XI (Intérêts) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

Article XI Intérêts

- 1. Les intérêts provenant d'un État contractant dont un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif sont imposables dans cet autre État seulement.
- 2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'État contractant d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme « intérêts » ne comprend pas les revenus visés à l'article X (Dividendes).
- 3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce ou a exercé dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article VII (Bénéfices des entreprises) sont applicables.

- 4. For the purposes of this Article, interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, or a political subdivision, local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a State other than that of which he is a resident a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated and not in the State of which the payer is a resident.
- 5. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.
- 6. Notwithstanding the provisions of paragraph 1:
 - (a) Interest arising in the United States that is contingent interest of a type that does not qualify as portfolio interest under United States law may be taxed by the United States but, if the beneficial owner of the interest is a resident of Canada, the gross amount of the interest may be taxed at a rate not exceeding the rate prescribed in subparagraph (b) of paragraph 2 of Article X (Dividends);

- 4. Au sens du présent article, les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le payeur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque la personne qui paie des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État autre que celui duquel il est un résident un établissement stable pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé et non de l'État duquel le payeur est un résident.
- 5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le payeur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le payeur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements demeure imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.
- 6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 :
 - a) Les intérêts provenant des États-Unis qui sont des intérêts éventuels d'un genre qui ne relève pas de la catégorie des intérêts de portefeuille en vertu de la législation des États-Unis, sont imposables aux États-Unis mais, si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident du Canada, le montant brut des intérêts est imposable à un taux qui n'excède pas le taux prescrit à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article X (Dividendes);

- (b) Interest arising in Canada that is determined with reference to receipts, sales, income, profits or other cash flow of the debtor or a related person, to any change in the value of any property of the debtor or a related person or to any dividend, partnership distribution or similar payment made by the debtor to a related person may be taxed by Canada, and according to the laws of Canada, but if the beneficial owner is a resident of the United States, the gross amount of the interest may be taxed at a rate not exceeding the rate prescribed in subparagraph (b) of paragraph 2 of Article X (Dividends); and
- (c) Interest that is an excess inclusion with respect to a residual interest in a real estate mortgage investment conduit may be taxed by each State in accordance with its domestic law.
- 7. Where a resident of a Contracting State pays interest to a person other than a resident of the other Contracting State, that other State may not impose any tax on such interest except insofar as it arises in that other State or insofar as the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State.

- 1. Paragraph 5 of Article XII (Royalties) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on, or has carried on, business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected to such permanent establishment. In such case the provisions of Article VII (Business Profits) shall apply.

- b) Les intérêts provenant du Canada qui sont déterminés par renvoi à des reçus, des ventes, des revenus, des profits ou autres rentrées de fonds du débiteur ou d'une personne liée, à tout changement de la valeur de n'importe quel bien du débiteur ou d'une personne liée ou à tout dividende, distribution des biens d'une association de personnes ou paiement semblable effectué par le débiteur en faveur d'une personne liée, sont imposables au Canada en conformité avec la législation du Canada, mais si le bénéficiaire effectif est un résident des États-Unis, le montant brut des intérêts est imposable à un taux qui n'excède pas le taux prescrit à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article X (Dividendes);
- c) Les intérêts qui sont une inclusion excédentaire en raison d'une participation résiduelle dans une société relais de placements immobiliers hypothécaires sont imposables par chaque État selon son droit interne.
- 7. Lorsqu'un résident d'un État contractant paie des intérêts à une personne autre qu'un résident de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur ces intérêts, sauf dans la mesure où ils proviennent de cet autre État ou dans la mesure où la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre État.

- 1. Le paragraphe 5 de l'article XII (Redevances) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce ou a exercé dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article VII (Bénéfices des entreprises) sont applicables.

- 2. Subparagraph 6(a) of Article XII (Royalties) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - (a) Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a State a permanent establishment in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated and not in any other State of which the payer is a resident; and
- 3. Paragraph 8 of Article XII (Royalties) of the Convention shall be amended by deleting the words "or a fixed base" following the words "effectively connected with a permanent establishment".

- 1. Paragraph 2 of Article XIII (Gains) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 2. Gains from the alienation of personal property forming part of the business property of a permanent establishment which a resident of a Contracting State has or had (within the twelve-month period preceding the date of alienation) in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment, may be taxed in that other State.

- 2. L'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article XII (Redevances) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - a) Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État un établissement stable pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable est situé et non de tout autre État duquel le débiteur est un résident; et
- 3. Le paragraphe 8 de l'article XII (Redevances) de la Convention est modifié par la suppression des mots « ou à une base fixe » et la suppression du « s » au mot « situés » à la suite des mots « se rattache effectivement à un établissement stable ».

- 1. Le paragraphe 2 de l'article XIII (Gains) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 2. Les gains provenant de l'aliénation de biens meubles qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'un résident d'un État contractant a ou avait (à l'intérieur d'une période de douze mois précédant la date d'aliénation) dans l'autre État contractant, y compris les gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable, sont imposables dans cet autre État.

- 2. Paragraph 5 of Article XIII (Gains) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 5. The provisions of paragraph 4 shall not affect the right of a Contracting State to levy, according to its domestic law, a tax on gains from the alienation of any property derived by an individual who is a resident of the other Contracting State if:
 - (a) The individual was a resident of the first-mentioned State:
 - (i) For at least 120 months during any period of 20 consecutive years preceding the alienation of the property; and
 - (ii) At any time during the 10 years immediately preceding the alienation of the property; and
 - (b) The property (or property for which such property was substituted in an alienation the gain on which was not recognized for the purposes of taxation in the first-mentioned State):
 - (i) Was owned by the individual at the time the individual ceased to be a resident of the firstmentioned State; and
 - (ii) Was not a property that the individual was treated as having alienated by reason of ceasing to be a resident of the first-mentioned State and becoming a resident of the other Contracting State.
- 3. Paragraph 7 of Article XIII (Gains) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 7. Where at any time an individual is treated for the purposes of taxation by a Contracting State as having alienated a property and is taxed in that State by reason thereof, the individual may elect to be treated for the purposes of taxation in the other Contracting State, in the year that includes that time and all subsequent years, as if the individual had, immediately before that time, sold and repurchased the property for an amount equal to its fair market value at that time.

- 2. Le paragraphe 5 de l'article XIII (Gains) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 5. Les dispositions du paragraphe 4 ne portent pas atteinte au droit d'un État contractant de percevoir, en vertu de son droit interne, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'un bien et réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant si :
 - Cette personne physique était un résident du premier État
 - (i) pendant au moins 120 mois au cours d'une période quelconque de 20 années consécutives précédant l'aliénation du bien, et
 - (ii) à un moment quelconque au cours des dix années précédant immédiatement l'aliénation du bien; et
 - b) Le bien (ou un bien pour lequel un tel bien a été substitué lors d'une aliénation dont le gain n'a pas été reconnu aux fins d'imposition dans le premier État)
 - (i) appartenait à la personne physique à la date où elle a cessé d'être un résident du premier État, et
 - (ii) n'était pas un bien que la personne physique était considérée comme ayant aliéné au motif qu'elle a cessé d'être un résident du premier État et qu'elle est devenue un résident de l'autre État contractant.
- 3. Le paragraphe 7 de l'article XIII (Gains) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 7. Lorsque, à une date quelconque, une personne physique est considérée aux fins d'imposition par un État contractant comme ayant aliéné un bien, qu'elle est imposée de ce chef dans cet État, cette personne physique peut choisir d'être considérée, aux fins d'imposition dans l'autre État contractant, dans l'année qui inclut cette date et toutes les années subséquentes, comme si elle avait, immédiatement avant cette date, vendu et racheté ce bien pour un montant égal à sa juste valeur marchande à cette date.

4. Subparagraph 9(c) of Article XIII (Gains) of the Convention shall be amended by deleting the words "or pertained to a fixed base" following the words "permanent establishment".

ARTICLE 9

Article XIV (Independent Personal Services) of the Convention shall be deleted and the succeeding Articles shall not be renumbered.

- 1. The title of Article XV (Dependent Personal Services) of the Convention shall be deleted and replaced by "Income from Employment".
- 2. Paragraphs 1 and 2 of renamed Article XV (Income from Employment) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 1. Subject to the provisions of Articles XVIII (Pensions and Annuities) and XIX (Government Service), salaries, wages and other remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.
 - 2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:
 - (a) Such remuneration does not exceed ten thousand dollars (\$10,000) in the currency of that other State; or
 - (b) The recipient is present in that other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the fiscal year concerned, and the remuneration is not paid by, or on behalf of, a person who is a resident of that other State and is not borne by a permanent establishment in that other State.

4. L'alinéa c) du paragraphe 9 de l'article XIII (Gains) de la Convention est modifié par la suppression des mots «, ou appartenait à une base fixe » qui suivent les mots « établissement stable ».

ARTICLE 9

L'article XIV (Professions indépendantes) de la Convention est supprimé et les articles suivants ne sont pas renumérotés.

- 1. Le titre de l'article XV (Professions dépendantes) de la Convention est supprimé et remplacé par « Revenu tiré d'un emploi ».
- 2. Les paragraphes 1 et 2 de l'article XV renommé (Revenu tiré d'un emploi) de la Convention sont supprimés et remplacés par ce qui suit :
 - Sous réserve des dispositions des articles XVIII (Pensions et rentes) et XIX (Fonctions publiques), les salaires, traitements et autres rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.
 - 2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État ne sont imposables que dans le premier État :
 - a) Si ces rémunérations n'excèdent pas dix mille dollars (10 000 \$) en monnaie de cet autre État; ou
 - b) Si le bénéficiaire séjourne dans cet autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours d'une période quelconque de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'exercice financier considéré, et si ces rémunérations ne sont pas payées par une personne qui est un résident de cet autre État ou pour son compte et que leur charge n'est pas supportée par un établissement stable dans cet autre État.

- 1. Paragraph 1 of Article XVI (Artistes and Athletes) shall be amended by deleting the words "XIV (Independent Personal Services)" following the words "Notwithstanding the provisions of Articles" and replacing them with the words "VII (Business Profits)" and by deleting the words "XV (Dependent Personal Services)" and replacing them with the words "XV (Income from Employment)".
- 2. Paragraph 2 of Article XVI (Artistes and Athletes) shall be amended by deleting the words "XIV (Independent Personal Services)" following the words "notwithstanding the provisions of Articles VII (Business Profits)," and by deleting the words "XV (Dependent Personal Services)" and replacing them with the words "XV (Income from Employment)".
- 3. Paragraph 4 of Article XVI (Artistes and Athletes) shall be amended by deleting the words "XIV (Independent Personal Services)" following the words "Notwithstanding the provisions of Articles" and replacing them with the words "VII (Business Profits)" and by deleting the words "(Dependent Personal Services)" in both places they appear in the paragraph and replacing them with the words "(Income from Employment)".

ARTICLE 12

Article XVII (Withholding of Taxes in Respect of Personal Services) of the Convention shall be deleted and the succeeding Articles shall not be renumbered.

- 1. Paragraphs 3 and 4 of Article XVIII (Pensions and Annuities) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 3. For the purposes of this Convention:
 - (a) The term "pensions" includes any payment under a superannuation, pension or other retirement arrangement, Armed Forces retirement pay, war veterans pensions and allowances and amounts paid under a sickness, accident or disability plan, but does not include payments under an income-averaging annuity contract or, except for the purposes of Article XIX (Government Service), any benefit referred to in paragraph 5; and

- 1. Le paragraphe 1 de l'article XVI (Artistes et sportifs) est modifié par la suppression des mots « XIV (Professions indépendantes) » suivant les mots « Nonobstant les dispositions des articles » et leur substitution par les mots « VII (Bénéfices des entreprises) », et par la suppression des mots « XV (Professions dépendantes) » et leur substitution par les mots « XV (Revenu tiré d'un emploi) ».
- 2. Le paragraphe 2 de l'article XVI (Artistes et sportifs) est modifié par la suppression des mots « , XIV (Professions indépendantes) » suivant les mots « nonobstant les dispositions des articles VII (Bénéfices des entreprises) » et par la suppression des mots « XV (Professions dépendantes) » et leur substitution par les mots « XV (Revenu tiré d'un emploi) ».
- 3. Le paragraphe 4 de l'article XVI (Artistes et sportifs) est modifié par la suppression des mots « XIV (Professions indépendantes) » suivant les mots « Nonobstant les dispositions des articles » et leur substitution par les mots « VII (Bénéfices des entreprises) », et par la suppression des deux occurrences de « (Professions dépendantes) » et leur substitution par « (Revenu tiré d'un emploi) ».

ARTICLE 12

L'article XVII (Retenue d'impôt à l'égard des professions indépendantes) de la Convention est supprimé et les articles suivants ne sont pas renumérotés.

- 1. Les paragraphes 3 et 4 de l'article XVIII (Pensions et rentes) de la Convention sont supprimés et remplacés par ce qui suit :
 - 3. Au sens de la présente Convention :
 - a) Le terme « pensions » comprend tout paiement en vertu d'une entente relative aux pensions de retraite ou autres pensions, une solde à la retraite des forces armées, les pensions et allocations d'ancien combattant et les montants payés en vertu d'un régime d'assurance contre la maladie, les accidents ou l'invalidité, mais ne comprend ni les paiements en vertu d'un contrat de rente à versements invariables, ni, sauf aux fins de l'article XIX (Fonctions publiques), les prestations visées au paragraphe 5;

The term "pensions" also includes a Roth IRA, within (b) the meaning of section 408A of the Internal Revenue Code, or a plan or arrangement created pursuant to legislation enacted by a Contracting State after September 21, 2007 that the competent authorities have agreed is similar thereto. Notwithstanding the provisions of the preceding sentence, from such time that contributions have been made to the Roth IRA or similar plan or arrangement, by or for the benefit of a resident of the other Contracting State (other than rollover contributions from a Roth IRA or similar plan or arrangement described in the previous sentence that is a pension within the meaning of this subparagraph), to the extent of accretions from such time, such Roth IRA or similar plan or arrangement shall cease to be considered a pension for purposes of the provisions of this Article.

4. For the purposes of this Convention:

(a) The term "annuity" means a stated sum paid periodically at stated times during life or during a specified number of years, under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration (other than services rendered), but does not include a payment that is not a periodic payment or any annuity the cost of which was deductible for the purposes of taxation in the Contracting State in which it was acquired; and

b) Le terme « pensions » comprend également un régime d'épargne-retraite individuel (Roth IRA) au sens de l'article 408A de l'Internal Revenue Code, ou un régime ou arrangement créé conformément aux lois édictées par un État contractant après le 21 septembre 2007 qui, de l'opinion des autorités compétentes, est analogue à un Roth IRA. Nonobstant les dispositions de la phrase précédente, à compter de la date à laquelle des cotisations ont été versées dans un Roth IRA ou dans un régime ou arrangement analogue par un résident de l'autre État contractant ou à son profit (autre que des cotisations renouvelables d'un Roth IRA ou d'un régime ou arrangement analogue décrit dans la phrase précédente qui est une pension au sens du présent alinéa), jusqu'à concurrence des augmentations à compter de cette date, ce Roth IRA ou régime ou arrangement analogue cesse d'être considéré comme une pension aux fins des dispositions du présent article.

4. Au sens de la présente Convention :

a) Le terme « rente » désigne une somme déterminée payée périodiquement à échéances fixes, à titre viager ou pendant un nombre d'années déterminé, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échange d'une contrepartie pleine et suffisante (autre que pour des services rendus), mais ne comprend pas un paiement qui n'est ni un paiement périodique ni une rente dont le coût était déductible aux fins d'imposition de l'État contractant où elle a été acquise; et

- An annuity or other amount paid in respect of a life (b) insurance or annuity contract (including a withdrawal in respect of the cash value thereof) shall be deemed to arise in a Contracting State if the person paying the annuity or other amount (in this subparagraph referred to as the "payer") is a resident of that State. However, if the payer, whether a resident of a Contracting State or not, has in a State other than that of which the payer is a resident a permanent establishment in connection with which the obligation giving rise to the annuity or other amount was incurred, and the annuity or other amount is borne by the permanent establishment, then the annuity or other amount shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated and not in the State of which the payer is a resident.
- 2. Paragraph 7 of Article XVIII (Pensions and Annuities) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 7. A natural person who is a citizen or resident of a Contracting State and a beneficiary of a trust, company, organization or other arrangement that is a resident of the other Contracting State, generally exempt from income taxation in that other State and operated exclusively to provide pension or employee benefits may elect to defer taxation in the first-mentioned State, subject to rules established by the competent authority of that State, with respect to any income accrued in the plan but not distributed by the plan, until such time as and to the extent that a distribution is made from the plan or any plan substituted therefor.

- b) Une rente ou un autre montant payé relativement à un contrat d'assurance-vie ou un contrat de rentes (v compris un retrait afférent à la valeur au comptant de celui-ci) est réputé provenir d'un État contractant si la personne qui paie la rente ou l'autre montant (dans le présent alinéa appelée le « payeur ») est un résident de cet État. Toutefois, si le payeur, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État autre que celui duquel il est un résident un établissement stable relativement auguel l'obligation donnant lieu à la rente ou à l'autre montant a été conclue, et la charge de la rente ou de l'autre montant est supportée par l'établissement stable, la rente ou l'autre montant est réputé provenir de l'État où l'établissement stable est situé et non de l'État duquel le payeur est un résident.
- 2. Le paragraphe 7 de l'article XVIII (Pensions et rentes) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 7. Une personne physique qui est un citoyen ou un résident d'un État contractant et le bénéficiaire d'une fiducie, d'une société, d'une organisation ou d'un autre mécanisme qui est un résident de l'autre État contractant, qui est généralement exempt d'impôt sur le revenu dans cet autre État et qui est géré exclusivement aux fins de verser des prestations de pension ou d'autres prestations aux employés peut choisir de différer l'impôt dans le premier État, conformément aux règles établies par l'autorité compétente de cet État, à l'égard des revenus accumulés dans le régime mais non encore distribués, jusqu'au moment, et dans la mesure, où ces revenus sont distribués par ce régime ou par tout régime qui le remplacerait.

- 3. Article XVIII (Pensions and Annuities) of the Convention shall be amended by adding the following paragraphs:
 - 8. Contributions made to, or benefits accrued under, a qualifying retirement plan in a Contracting State by or on behalf of an individual shall be deductible or excludible in computing the individual's taxable income in the other Contracting State, and contributions made to the plan by the individual's employer shall be allowed as a deduction in computing the employer's profits in that other State, where:
 - (a) The individual performs services as an employee in that other State the remuneration from which is taxable in that other State;
 - (b) The individual was participating in the plan (or another similar plan for which this plan was substituted) immediately before the individual began performing the services in that other State;
 - (c) The individual was not a resident of that other State immediately before the individual began performing the services in that other State;
 - (d) The individual has performed services in that other State for the same employer (or a related employer) for no more than 60 of the 120 months preceding the individual's current taxation year;
 - (e) The contributions and benefits are attributable to the services performed by the individual in that other State, and are made or accrued during the period in which the individual performs those services; and

- 3. L'article XVIII (Pensions et rentes) de la Convention est modifié par l'adjonction des paragraphes suivants :
 - 8. Les cotisations versées dans un régime de retraite admissible dans un État contractant ou les prestations accumulées en vertu de ce régime par une personne physique ou pour son compte sont déductibles ou susceptibles d'être exclues dans le calcul du revenu imposable de cette personne physique dans l'autre État contractant, et les cotisations versées dans le régime par l'employeur de la personne physique sont admises à titre de déduction dans le calcul des bénéfices de l'employeur dans cet autre État, lorsque :
 - La personne physique fournit des services à titre d'employé salarié dans cet autre État, dont la rémunération y est imposable;
 - La personne physique participait au régime (ou à un autre régime analogue l'ayant remplacé) immédiatement avant qu'elle ne commence à fournir les services dans cet autre État;
 - La personne physique n'était pas un résident de cet autre État immédiatement avant qu'elle ne commence à y fournir les services;
 - d) La personne physique a fourni des services dans cet autre État pour le même employeur (ou un employé lié) pendant au plus 60 des 120 mois précédant l'année d'imposition courante de la personne physique;
 - e) Les cotisations et les prestations sont attribuables aux services fournis par la personne physique dans cet autre État et sont versées ou accumulées pendant la période où cette personne physique fournit ces services;

(f) With respect to contributions and benefits that are attributable to services performed during a period in the individual's current taxation year, no contributions in respect of the period are made by or on behalf of the individual to, and no services performed in that other State during the period are otherwise taken into account for purposes of determining the individual's entitlement to benefits under, any plan that would be a qualifying retirement plan in that other State if paragraph 15 of this Article were read without reference to subparagraphs (b) and (c) of that paragraph.

This paragraph shall apply only to the extent that the contributions or benefits would qualify for tax relief in the first-mentioned State if the individual was a resident of and performed the services in that State.

- 9. For the purposes of United States taxation, the benefits granted under paragraph 8 to a citizen of the United States shall not exceed the benefits that would be allowed by the United States to its residents for contributions to, or benefits otherwise accrued under, a generally corresponding pension or retirement plan established in and recognized for tax purposes by the United States.
- 10. Contributions made to, or benefits accrued under, a qualifying retirement plan in a Contracting State by or on behalf of an individual who is a resident of the other Contracting State shall be deductible or excludible in computing the individual's taxable income in that other State, where:
 - (a) The individual performs services as an employee in the first-mentioned state the remuneration from which is taxable in that State and is borne by an employer who is a resident of that State or by a permanent establishment which the employer has in that State; and

f) Aucune cotisation se rapportant à la période n'est versée par la personne physique ou pour son compte, et aucun service fourni dans cet autre État pendant la période n'est par ailleurs pris en considération aux fins de déterminer le droit de la personne physique à des prestations en vertu d'un régime qui serait un régime de retraite admissible dans cet autre État si le paragraphe 15 du présent article était interprété sans renvoi aux alinéas b) et c) de ce paragraphe, en ce qui concerne les cotisations et les prestations qui sont attribuables à des services fournis pendant une période dans l'année d'imposition courante de la personne physique.

Le présent paragraphe ne s'applique que dans la mesure où les cotisations ou les prestations seraient admissibles à un allègement fiscal dans le premier État si la personne physique était un résident de cet État et y fournissait les services.

- 9. À des fins d'imposition aux États-Unis, les prestations versées en vertu du paragraphe 8 à un citoyen des États-Unis n'excèdent pas les prestations qui seraient admises par les États-Unis à l'égard de ses résidents aux fins des cotisations versées dans un régime de pension ou de retraite généralement correspondant, établi aux États-Unis et reconnu à des fins d'imposition par ce pays, ou aux fins des prestations par ailleurs accumulées en vertu de ce régime.
- 10. Les cotisations versées dans un régime de retraite admissible dans un État contractant ou les prestations accumulées en vertu de ce régime par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant ou pour son compte sont déductibles ou susceptibles d'être exclues dans le calcul du revenu imposable de la personne physique dans cet autre État lorsque :
 - a) La personne physique fournit des services à titre d'employé salarié dans le premier État, dont la rémunération y est imposable et dont la charge est supportée par un employeur qui est un résident de cet État ou par un établissement stable que l'employeur a dans cet État; et

(b) The contributions and benefits are attributable to those services and are made or accrued during the period in which the individual performs those services.

This paragraph shall apply only to the extent that the contributions or benefits qualify for tax relief in the first-mentioned State.

- 11. For the purposes of Canadian taxation, the amount of contributions otherwise allowed as a deduction under paragraph 10 to an individual for a taxation year shall not exceed the individual's deduction limit under the law of Canada for the year for contributions to registered retirement savings plans remaining after taking into account the amount of contributions to registered retirement savings plans deducted by the individual under the law of Canada for the year. The amount deducted by an individual under paragraph 10 for a taxation year shall be taken into account in computing the individual's deduction limit under the law of Canada for subsequent taxation years for contributions to registered retirement savings plans.
- For the purposes of United States taxation, the benefits 12. granted under paragraph 10 shall not exceed the benefits that would be allowed by the United States to its residents for contributions to, or benefits otherwise accrued under, a generally corresponding pension or retirement plan established in and recognized for tax purposes by the United States. For purposes of determining an individual's eligibility to participate in and receive tax benefits with respect to a pension or retirement plan or other retirement arrangement established in and recognized for tax purposes by the United States, contributions made to, or benefits accrued under, a qualifying retirement plan in Canada by or on behalf of the individual shall be treated as contributions or benefits under a generally corresponding pension or retirement plan established in and recognized for tax purposes by the United States.

 b) Les cotisations et les prestations sont attribuables à ces services et sont versées ou accumulées pendant la période où la personne physique fournit ces services.

> Le présent paragraphe ne s'applique que dans la mesure où les cotisations ou les prestations sont admissibles à un allègement fiscal dans le premier État.

- 11. À des fins d'imposition au Canada, le montant des cotisations par ailleurs admis à titre de déduction en vertu du paragraphe 10 à l'égard d'une personne physique pour une année d'imposition n'excède pas la limite de déduction dont la personne physique peut se prévaloir en vertu de la législation du Canada pour l'année à l'égard des cotisations versées dans des régimes d'épargne-retraite enregistrés qui restent après avoir pris en considération le montant de cotisations versées dans des régimes d'épargne-retraite enregistrés qui sont déduites par la personnes physique en vertu de la législation du Canada pour l'année. Le montant déduit par une personne physique en vertu du paragraphe 10 pour une année d'imposition est pris en considération dans le calcul de la limite de déduction dont la personne physique peut se prévaloir en vertu de la législation du Canada pour les années d'imposition subséquentes relativement aux cotisations versées dans des régimes d'épargne-retraite enregistrés.
- 12. À des fins d'imposition aux États-Unis, les prestations versées en vertu du paragraphe 10 n'excèdent pas les prestations qui seraient admises par les États-Unis à l'égard de ses résidents aux fins des cotisations versées dans un régime de pension ou de retraite généralement correspondant établi aux États-Unis et reconnu à des fins d'imposition par ce pays, ou aux fins des prestations par ailleurs accumulées en vertu de ce régime. Pour déterminer le droit d'une personne physique de participer à un régime de pension ou de retraite ou autre arrangement de retraite établi aux États-Unis et reconnu à des fins d'imposition par ce pays et de recevoir des avantages fiscaux à l'égard d'un tel régime, les cotisations versées dans un régime de retraite admissible au Canada ou les prestations accumulées en vertu de ce régime par la personne physique ou pour son compte sont traitées comme des cotisations ou des prestations en vertu d'un régime de pension ou de retraite généralement correspondant établi aux États-Unis et reconnu par ce pays à des fins d'imposition.

- 13. Contributions made to, or benefits accrued under, a qualifying retirement plan in Canada by or on behalf of a citizen of the United States who is a resident of Canada shall be deductible or excludible in computing the citizen's taxable income in the United States, where:
 - (a) The citizen performs services as an employee in Canada the remuneration from which is taxable in Canada and is borne by an employer who is a resident of Canada or by a permanent establishment which the employer has in Canada; and
 - (b) The contributions and benefits are attributable to those services and are made or accrued during the period in which the citizen performs those services.
 - This paragraph shall apply only to the extent that the contributions or benefits qualify for tax relief in Canada.
- The benefits granted under paragraph 13 shall not exceed 14. the benefits that would be allowed by the United States to its residents for contributions to, or benefits otherwise accrued under, a generally corresponding pension or retirement plan established in and recognized for tax purposes by the United States. For purposes of determining an individual's eligibility to participate in and receive tax benefits with respect to a pension or retirement plan or other retirement arrangement established in and recognized for tax purposes by the United States, contributions made to, or benefits accrued under, a qualifying retirement plan in Canada by or on behalf of the individual shall be treated as contributions or benefits under a generally corresponding pension or retirement plan established in and recognized for tax purposes by the United States.

- 13. Les cotisations versées dans un régime de retraite admissible au Canada ou les prestations accumulées en vertu de ce régime par un citoyen des États-Unis qui est un résident du Canada ou pour son compte sont déductibles ou susceptibles d'être exclues dans le calcul du revenu imposable du citoyen aux États-Unis lorsque :
 - a) Le citoyen fournit des services à titre d'employé salarié au Canada, dont la rémunération est imposable au Canada et dont la charge est supportée par un employeur qui est un résident du Canada ou par un établissement stable que l'employeur a au Canada; et
 - b) Les cotisations et les prestations sont attribuables à ces services et sont versées ou accumulées pendant la période où le citoyen fournit ces services.
 - Le présent paragraphe ne s'applique que dans la mesure où les cotisations ou les prestations sont admissibles à un allègement fiscal au Canada.
- 14. Les prestations versées en vertu du paragraphe 13 n'excèdent par les prestations qui seraient admises par les États-Unis à l'égard de ses résidents aux fins des cotisations versées dans un régime de pension ou de retraite correspondant, établi aux États-Unis ou reconnu par ce pays à des fins d'imposition, ou aux fins des prestations par ailleurs accumulées en vertu de ce régime. Pour déterminer le droit d'une personne physique de participer à un régime de pension ou de retraite ou autre arrangement de retraite établi aux États-Unis et reconnu par ce pays à des fins d'imposition et de recevoir des avantages fiscaux en vertu d'un tel régime, les cotisations versées dans un régime de retraite admissible au Canada ou les prestations accumulées en vertu de ce régime par la personne physique ou pour son compte sont traitées comme des cotisations ou des prestations aux termes d'un régime de pension ou de retraite généralement correspondant établi aux États-Unis et reconnu par ce pays à des fins d'imposition.

- 15. For purposes of paragraphs 8 to 14, a qualifying retirement plan in a Contracting State means a trust, company, organization or other arrangement:
 - (a) That is a resident of that State, generally exempt from income taxation in that State and operated primarily to provide pension or retirement benefits;
 - (b) That is not an individual arrangement in respect of which the individual's employer has no involvement; and
 - (c) Which the competent authority of the other Contracting State agrees generally corresponds to a pension or retirement plan established in and recognized for tax purposes by that other State.
- 16. For purposes of this Article, a distribution from a pension or retirement plan that is reasonably attributable to a contribution or benefit for which a benefit was allowed pursuant to paragraph 8, 10 or 13 shall be deemed to arise in the Contracting State in which the plan is established.
- 17. Paragraphs 8 to 16 apply, with such modifications as the circumstances require, as though the relationship between a partnership that carries on a business, and an individual who is a member of the partnership, were that of employer and employee.

Article XIX (Government Service) of the Convention shall be amended by deleting the words "XIV (Independent Personal Services)" and replacing them with the words "VII (Business Profits)" and by deleting the words "XV (Dependent Personal Services) and replacing them with the words "XV (Income from Employment)".

- 15. Au sens des paragraphes 8 à 14, un régime de retraite admissible dans un État contractant désigne une fiducie, une société, une organisation ou un autre arrangement :
 - Qui est un résident de cet État, généralement exempt de l'impôt sur le revenu dans cet État et géré principalement en vue de verser des prestations de pension ou de retraite;
 - Qui n'est pas un arrangement individuel auquel l'employeur de la personne physique ne participe aucunement;
 - c) Qui, de l'avis de l'autorité compétente de l'autre État contractant, correspond généralement à un régime de pension ou de retraite établi dans cet autre État et reconnu par lui à des fins d'imposition.
- 16. Au sens du présent article, une distribution résultant d'un régime de pension ou de retraite qui est raisonnablement attribuable à une cotisation ou une prestation à l'égard de laquelle un avantage a été autorisé en conformité avec les paragraphes 8, 10 ou 13 est réputée survenir dans l'État contractant où le régime est établi.
- 17. Les paragraphes 8 à 16 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si les relations entre une association de personnes qui exploite une entreprise et une personne physique qui est membre de l'association étaient celles d'un employeur et d'un employé salarié.

L'article XIX (Fonctions publiques) de la Convention est modifié par la suppression des mots « XIV (Professions indépendantes) » et leur substitution par les mots « VII (Bénéfices des entreprises) », ainsi que par la suppression des mots « Article XV (Professions dépendantes) » et leur substitution par les mots « article XV (Revenu tiré d'un emploi) ».

Article XX (Students) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

Payments received by an individual who is a student, apprentice, or business trainee, and is, or was immediately before visiting a Contracting State, a resident of the other Contracting State, and who is present in the first-mentioned State for the purpose of the individual's full-time education or full-time training, shall not be taxed in that State, provided that such payments arise outside that State, and are for the purpose of the maintenance, education or training of the individual. The provisions of this Article shall apply to an apprentice or business trainee only for a period of time not exceeding one year from the date the individual first arrives in the first-mentioned State for the purpose of the individual's training.

- 1. Paragraphs 4, 5 and 6 of Article XXI (Exempt Organizations) of the Convention shall be renumbered as paragraphs 5, 6 and 7 respectively.
- 2. Paragraphs 1 through 3 of Article XXI (Exempt Organizations) of the Convention shall be deleted and replaced by the following four paragraphs:
 - 1. Subject to the provisions of paragraph 4, income derived by a religious, scientific, literary, educational or charitable organization shall be exempt from tax in a Contracting State if it is resident in the other Contracting State, but only to the extent that such income is exempt from tax in that other State.
 - 2. Subject to the provisions of paragraph 4, income referred to in Articles X (Dividends) and XI (Interest) derived by a trust, company, organization or other arrangement that is a resident of a Contracting State, generally exempt from income taxation in a taxable year in that State and operated exclusively to administer or provide pension, retirement or employee benefits shall be exempt from income taxation in that taxable year in the other Contracting State.

L'article XX (Étudiants) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État afin d'y poursuivre à plein temps ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de l'extérieur de cet État. Les dispositions de cet article ne s'appliquent à un apprenti ou à un stagiaire que pendant une période ne dépassant pas un an à partir de la date à laquelle la personne arrive dans le premier État aux fins de sa formation.

- 1. Les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article XXI (Organisations exonérées) de la Convention sont renumérotés 5, 6 et 7 respectivement.
- 2. Les paragraphes 1 à 3 de l'article XXI (Organisations exonérées) de la Convention sont supprimés et remplacés par les quatre paragraphes suivants :
 - 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les revenus d'une organisation religieuse ou de charité ou d'une organisation œuvrant dans le domaine des sciences, de la littérature ou de l'éducation sont exonérés d'impôt dans un État contractant si elle réside dans l'autre État contractant, mais uniquement dans la mesure où ces revenus sont exonérés d'impôt dans cet autre État.
 - 2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les revenus visés aux articles X (Dividendes) et XI (Intérêts), tirés par une fiducie, une société, une organisation ou un autre mécanisme qui est un résident d'un État contractant, qui est généralement exempt de l'impôt sur le revenu dans cet État au cours d'une année d'imposition et qui est géré exclusivement aux fins d'administrer des fonds ou de verser des prestations de pension ou de retraite ou d'autres prestations aux employés sont exempts de l'impôt sur le revenu dans l'autre État contractant au cours de cette année d'imposition.

- 3. Subject to the provisions of paragraph 4, income referred to in Articles X (Dividends) and XI (Interest) derived by a trust, company, organization or other arrangement that is a resident of a Contracting State, generally exempt from income taxation in a taxable year in that State and operated exclusively to earn income for the benefit of one or more of the following:
 - (a) An organization referred to in paragraph 1; or
 - (b) A trust, company, organization or other arrangement referred to in paragraph 2;

shall be exempt from income taxation in that taxable year in the other Contracting State.

4. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply with respect to the income of a trust, company, organization or other arrangement from carrying on a trade or business or from a related person other than a person referred to in paragraphs 1, 2 or 3.

ARTICLE 17

Article XXII (Other Income) of the Convention shall be amended by adding the following paragraph:

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, compensation derived by a resident of a Contracting State in respect of the provision of a guarantee of indebtedness shall be taxable only in that State, unless such compensation is business profits attributable to a permanent establishment situated in the other Contracting State, in which case the provisions of Article VII (Business Profits) shall apply.

ARTICLE 18

Paragraph 2 of Article XXIII (Capital) of the Convention shall be amended by deleting the phrase ", or by personal property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services,".

- 3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les revenus visés aux articles X (Dividendes) et XI (Intérêts), tirés par une fiducie, une société, une organisation ou un autre mécanisme qui est un résident d'un État contractant, qui est généralement exempt de l'impôt sur le revenu dans cet État au cours d'une année d'imposition et qui est géré exclusivement aux fins de gagner des revenus pour le bénéfice :
 - a) D'une organisation visée au paragraphe 1;
 - b) D'une fiducie, d'une société, d'une organisation ou d'un autre mécanisme visé au paragraphe 2;

sont exempts de l'impôt sur le revenu dans l'autre État contractant au cours de cette année d'imposition.

4. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas à l'égard des revenus d'une fiducie, d'une société, d'une organisation ou d'un autre mécanisme provenant de l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale ou d'une personne liée, autre qu'une personne visée aux paragraphes 1, 2 ou 3.

ARTICLE 17

L'article XXII (Autres revenus) de la Convention est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant :

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, la rémunération tirée par le résident d'un État contractant de la prestation d'une garantie d'emprunt n'est imposable que dans cet État, sauf si cette rémunération correspond à des bénéfices d'entreprise attribuables à un établissement stable situé dans l'autre État contractant, auquel cas les dispositions de l'article VII (Bénéfices des entreprises) s'appliquent.

ARTICLE 18

Le paragraphe 2 de l'article XXIII (Fortune) de la Convention est modifié par la suppression de l'expression suivante «, ou par des biens meubles qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, ».

Subparagraph 2(b) of Article XXIV (Elimination of Double Taxation) of the Convention shall be deleted and replaced with the following:

(b) In the case of a company which is a resident of Canada owning at least 10 percent of the voting stock of a company which is a resident of the United States from which it receives dividends in any taxable year, Canada shall allow as a credit against the Canadian tax on income the appropriate amount of income tax paid or accrued to the United States by the second company with respect to the profits out of which the dividends are paid.

- 1. Paragraph 1 of Article XXV (Non-Discrimination) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the
 other Contracting State to any taxation or any requirement
 connected therewith that is more burdensome than the
 taxation and connected requirements to which nationals of
 that other State in the same circumstances, particularly with
 respect to taxation on worldwide income, are or may be
 subjected. This provision shall also apply to individuals
 who are not residents of one or both of the Contracting
 States.
- 2. Paragraph 2 of Article XXV (Non-Discrimination) of the Convention shall be deleted, and paragraphs 3 to 10 of Article XXV shall be renumbered accordingly.
- 3. Renumbered paragraph 3 of Article XXV (Non-Discrimination) of the Convention shall be amended by deleting the words "Article XV (Dependent Personal Services)" and replacing them with the words "Article XV (Income from Employment)".

L'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article XXIV (Élimination de la double imposition) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

b) Dans le cas d'une société qui est un résident du Canada et qui possède au moins 10 p. 100 des droits de vote d'une société qui est un résident des États-Unis de laquelle elle reçoit des dividendes au cours d'une année d'imposition, le Canada accorde comme crédit déductible de l'impôt sur le revenu du Canada le montant approprié des impôts sur le revenu payés ou dus aux États-Unis par cette société au titre des bénéfices sur lesquels ces dividendes sont payés.

- 1. Le paragraphe 1 de l'article XXV (Non-discrimination) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, surtout à l'égard de l'impôt sur le revenu mondial. La présente disposition s'applique également aux personnes physiques qui ne sont pas des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.
- 2. Le paragraphe 2 de l'article XXV (Non-discrimination) de la Convention est supprimé, et les paragraphes 3 à 10 de l'article XXV sont renumérotés en conséquence.
- 3. Le paragraphe 3 renuméroté de l'article XXV (Non-discrimination) de la Convention est modifié par la suppression des mots « article XV (Professions dépendantes) » et leur remplacement par « article XV (Revenu tiré d'un emploi) ».

- 1. Paragraph 6 of Article XXVI (Mutual Agreement Procedure) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 6. Where, pursuant to a mutual agreement procedure under this Article, the competent authorities have endeavored but are unable to reach a complete agreement in a case, the case shall be resolved through arbitration conducted in the manner prescribed by, and subject to, the requirements of paragraph 7 and any rules or procedures agreed upon by the Contracting States by notes to be exchanged through diplomatic channels, if:
 - (a) Tax returns have been filed with at least one of the Contracting States with respect to the taxable years at issue in the case;
 - (b) The case:
 - (i) Is a case that:
 - (A) Involves the application of one or more Articles that the competent authorities have agreed in an exchange of notes shall be the subject of arbitration; and
 - (B) Is not a particular case that the competent authorities agree, before the date on which arbitration proceedings would otherwise have begun, is not suitable for determination by arbitration; or
 - (ii) Is a particular case that the competent authorities agree is suitable for determination by arbitration; and
 - (c) All concerned persons agree according to the provisions of subparagraph 7(d).

- 1. Le paragraphe 6 de l'article XXVI (Procédure amiable) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 6. Lorsque, conformément à une procédure amiable aux termes du présent article, les autorités compétentes ont tenté, sans succès, d'en arriver à un accord complet dans une affaire, cette affaire est résolue par arbitrage de la manière indiquée au paragraphe 7, et sous réserve des exigences de ce paragraphe, et aux règles ou aux procédures convenues entre les États contractants par échanges de notes diplomatiques si
 - Des déclarations de revenus ont été produites dans au moins un État contractant à l'égard des années d'imposition en cause;
 - b) L'affaire est, selon le cas:
 - (i) une affaire qui
 - (A) concerne l'application d'au moins un article qui est soumis à l'arbitrage conformément à des notes échangées entre les autorités compétentes, et
 - (B) n'est pas, comme le déterminent les autorités compétentes avant la date à laquelle des procédures d'arbitrage auraient autrement débuté, une affaire qui ne peut être déterminée par arbitrage,
 - (ii) une affaire particulière qui peut être déterminée par arbitrage selon les autorités compétentes;
 - c) Toutes les personnes concernées s'entendent selon les dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 7.

- 7. For the purposes of paragraph 6 and this paragraph, the following rules and definitions shall apply:
 - (a) The term "concerned person" means the presenter of a case to a competent authority for consideration under this Article and all other persons, if any, whose tax liability to either Contracting State may be directly affected by a mutual agreement arising from that consideration;
 - (b) The "commencement date" for a case is the earliest date on which the information necessary to undertake substantive consideration for a mutual agreement has been received by both competent authorities;
 - (c) Arbitration proceedings in a case shall begin on the later of:
 - (i) Two years after the commencement date of that case, unless both competent authorities have previously agreed to a different date, and
 - (ii) The earliest date upon which the agreement required by subparagraph (d) has been received by both competent authorities;
 - (d) The concerned person(s), and their authorized representatives or agents, must agree prior to the beginning of arbitration proceedings not to disclose to any other person any information received during the course of the arbitration proceeding from either Contracting State or the arbitration board, other than the determination of such board;
 - (e) Unless a concerned person does not accept the determination of an arbitration board, the determination shall constitute a resolution by mutual agreement under this Article and shall be binding on both Contracting States with respect to that case; and

- 7. Aux fins du paragraphe 6 et du présent paragraphe, les règles et les définitions suivantes s'appliquent :
 - a) L'expression « personne concernée » désigne la personne qui présente une affaire à une autorité compétente aux fins d'examen aux termes du présent article et toutes les autres personnes, le cas échéant, dont l'impôt à payer à l'un ou l'autre des États contractants peut être directement touché par un accord amiable découlant de cet examen;
 - La « date de début » d'une affaire est la date la plus rapprochée à laquelle les renseignements requis pour lancer un examen approfondi en vue d'un accord amiable ont été reçus par les autorités compétentes des deux États contractants;
 - Les procédures d'arbitrage dans une affaire commencent à la plus éloignée des dates suivantes :
 - la date qui suit de deux ans la date de début de cette affaire, sauf si les autorités compétentes des deux États contractants se sont déjà entendues sur une autre date;
 - (ii) la date la plus rapprochée à laquelle l'entente exigée à l'alinéa d) a été reçue par les autorités compétentes des deux États contractants;
 - d) Les personnes concernées, ainsi que leurs mandataires ou représentants autorisés, doivent s'entendre avant le début des procédures d'arbitrage pour ne divulguer à personne les renseignements reçus dans le cadre des procédures d'arbitrage de l'un ou l'autre des États contractants ou de la commission d'arbitrage, sauf la détermination de cette commission;
 - e) Sauf si une personne concernée n'accepte pas la détermination d'une commission d'arbitrage, la détermination constitue une résolution par accord amiable aux termes du présent article et elle lie les deux États contractants à l'égard de cette affaire;

(f) For purposes of an arbitration proceeding under paragraph 6 and this paragraph, the members of the arbitration board and their staffs shall be considered "persons or authorities" to whom information may be disclosed under Article XXVII (Exchange of Information) of this Convention.

- 1. Subparagraph 8(a) of Article XXVI A (Assistance in Collection) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - (a) Where the taxpayer is an individual, the revenue claim relates either to a taxable period in which the taxpayer was a citizen of the requested State or, if the taxpayer became a citizen of the requested State at any time before November 9, 1995 and is such a citizen at the time the applicant State applies for collection of the claim, to a taxable period that ended before November 9, 1995; and
- 2. Paragraph 9 of Article XXVI A (Assistance in Collection) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 9. Notwithstanding the provisions of Article II (Taxes Covered), the provisions of this Article shall apply to all categories of taxes collected, and to contributions to social security and employment insurance premiums levied, by or on behalf of the Government of a Contracting State.

f) Aux fins d'une procédure d'arbitrage menée aux termes du paragraphe 6 et du présent paragraphe, les membres de la commission d'arbitrage et les membres de leur personnel sont considérés comme des « personnes ou des autorités » à qui des renseignements peuvent être divulgués aux termes de l'article XXVII (Échange de renseignements) de la présente Convention.

- 1. L'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article XXVI A (Assistance en matière de perception) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - a) Lorsque le contribuable est une personne physique, la créance fiscale concerne soit une période imposable au cours de laquelle le contribuable était un citoyen de l'État requis ou, si le contribuable est devenu citoyen de l'État requis avant le 9 novembre 1995 et est citoyen au moment où l'État requérant demande la perception de la créance, soit une période imposable qui a pris fin avant le 9 novembre 1995,
- 2. Le paragraphe 9 de l'article XXVI A (Assistance en matière de perception) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 9. Nonobstant les dispositions de l'article II (Impôts visés), les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les catégories d'impôts perçus, et aux cotisations d'assurance emploi et de sécurité sociale prélevées par le gouvernement d'un État contractant ou en son nom.

Article XXVII (Exchange of Information) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

Article XXVII Exchange of Information

The competent authorities of the Contracting States shall 1. exchange such information as may be relevant for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes to which this Convention applies insofar as the taxation thereunder is not contrary to this Convention. The exchange of information is not restricted by Article I (Personal Scope). Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the taxation laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the administration and enforcement in respect of, or the determination of appeals in relation to the taxes to which this Convention applies or, notwithstanding paragraph 4, in relation to taxes imposed by a political subdivision or local authority of a Contracting State that are substantially similar to the taxes covered by this Convention under Article II (Taxes Covered). Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. The competent authorities may release to an arbitration board established pursuant to paragraph 6 of Article XXVI (Mutual Agreement Procedure) such information as is necessary for carrying out the arbitration procedure; the members of the arbitration board shall be subject to the limitations on disclosure described in this Article.

L'article XXVII (Échange de renseignements) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

Article XXVII Échange de renseignements

Les autorités compétentes des États contractants échangent 1. les renseignements pertinents à l'application des dispositions de la présente Convention ou à celles de la législation interne des États contractants relatives aux impôts auxquels s'applique la présente Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la présente Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article I (Personnes visées). Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets, de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation fiscale de cet État, et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (v compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts auxquels la présente Convention s'applique, par l'administration et la mise à exécution de ces impôts ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts ou, nonobstant le paragraphe 4, ayant trait aux impôts percus par une subdivision politique ou une collectivité locale d'un État contractant qui sont de nature analogue aux impôts visés par la présente Convention en vertu de l'article II (Impôts visés). Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Les autorités compétentes peuvent communiquer à une commission d'arbitrage établie conformément au paragraphe 6 de l'article XXVI (Procédure amiable) les renseignements nécessaires au déroulement de la procédure d'arbitrage; les membres de la commission d'arbitrage respectent les restrictions décrites dans le présent article en matière de communication de ces renseignements.

- 2. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information because it has no domestic interest in such information.
- 3. In no case shall the provisions of paragraph 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:
 - (a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that State or of the other Contracting State;
 - (b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that State or of the other Contracting State; or
 - (c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).
- 4. For the purposes of this Article, this Convention shall apply, notwithstanding the provisions of Article II (Taxes Covered):
 - (a) To all taxes imposed by a Contracting State; and
 - (b) To other taxes to which any other provision of this Convention applies, but only to the extent that the information may be relevant for the purposes of the application of that provision.

- 2. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément au présent article, l'autre État contractant utilise ses mesures de collecte de renseignements pour obtenir les renseignements demandés, même si cet autre État peut ne pas avoir besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales. L'obligation prévue dans la phrase précédente est assujettie aux restrictions prévues au paragraphe 3, mais ces restrictions ne doivent en aucun cas être interprétées comme autorisant un État contractant à refuser de fournir des renseignements sous prétexte qu'il n'a aucun intérêt national pour ces renseignements.
- 3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :
 - a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
 - b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
 - c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
- 4. Au sens du présent article, la présente Convention s'applique, nonobstant les dispositions de l'article II (Impôts visés) :
 - a) À tous les impôts perçus par un État contractant;
 - b) Aux autres impôts auxquels s'applique une disposition quelconque de la présente Convention mais uniquement dans la mesure où les renseignements sont pertinents à l'application de cette disposition.

- 5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.
- 6. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall provide information under this Article in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of unedited original documents (including books, papers, statements, records, accounts, and writings).
- 7. The requested State shall allow representatives of the requesting State to enter the requested State to interview individuals and examine books and records with the consent of the persons subject to examination.

- 1. Paragraph 2 of Article XXIX (Miscellaneous Rules) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - (a) Except to the extent provided in paragraph 3, this
 Convention shall not affect the taxation by a
 Contracting State of its residents (as determined
 under Article IV (Residence)) and, in the case of the
 United States, its citizens and companies electing to
 be treated as domestic corporations.
 - (b) Notwithstanding the other provisions of this Convention, a former citizen or former long-term resident of the United States, may, for the period of ten years following the loss of such status, be taxed in accordance with the laws of the United States with respect to income from sources within the United States (including income deemed under the domestic law of the United States to arise from such sources).

- 5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme autorisant un État contractant à refuser de fournir des renseignements sous prétexte qu'ils sont détenus par une banque, une autre institution financière, une personne désignée ou une personne exerçant une capacité fiduciaire ou un mandat, ou parce qu'ils ont trait à des participations dans une personne.
- 6. Lorsqu'une demande spécifique est faite par l'autorité compétente d'un État contractant, l'autorité compétente de l'autre État contractant fournit les renseignements en vertu du présent article dans la forme requise, telle que les dépositions de témoins et copies de documents originaux non-annotés (y compris les livres, papiers, relevés, archives, comptes ou écritures).
- 7. L'État requis permet aux représentants de l'État requérant d'entrer dans l'État requis pour interviewer des personnes et examiner des livres et des archives avec le consentement des personnes soumises à l'examen.

- 1. Le paragraphe 2 de l'article XXIX (Dispositions diverses) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 2. a) Sauf dans les cas prévus au paragraphe 3, aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant d'imposer ses résidents (tels que déterminés en vertu de l'article IV (Résidence)) et, en ce qui concerne les États-Unis, ses citoyens et les sociétés qui choisissent d'être considérées comme sociétés nationales.
 - b) Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un ancien citoyen ou un ancien résident à long terme des États-Unis peut, pendant les dix années suivant la perte de ce statut, être imposé conformément aux lois des États-Unis au titre du revenu de sources américaines (y compris le revenu réputé, selon le droit interne des États-Unis, provenir de ces sources).

- 2. Subparagraph 3(a) of Article XXIX (Miscellaneous Rules) shall be deleted and replaced by the following:
 - Under paragraphs 3 and 4 of Article IX (Related (a) Persons), paragraphs 6 and 7 of Article XIII (Gains), paragraphs 1, 3, 4, 5, 6(b), 7, 8, 10 and 13 of Article XVIII (Pensions and Annuities), paragraph 5 of Article XXIX (Miscellaneous Rules), paragraphs 1. 5, and 6 of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death), paragraphs 2, 3, 4, and 7 of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) as applied to estates of persons other than former citizens referred to in paragraph 2 of this Article, paragraphs 3 and 5 of Article XXX (Entry into Force), and Articles XIX (Government Service), XXI (Exempt Organizations), XXIV (Elimination of Double Taxation), XXV (Non-Discrimination) and XXVI (Mutual Agreement Procedure);

Article XXIX A (Limitation on Benefits) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:

Article XXIX A Limitation on Benefits

- 1. For the purposes of the application of this Convention by a Contracting State,
 - (a) a qualifying person shall be entitled to all of the benefits of this Convention; and
 - (b) except as provided in paragraphs 3, 4 and 6, a person that is not a qualifying person shall not be entitled to any benefits of this Convention.
- 2. For the purposes of this Article, a qualifying person is a resident of a Contracting State that is:
 - (a) a natural person;

- 2. L'alinéa 3a) de l'article XXIX (Dispositions diverses) est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - a) En vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article IX (Personnes liées), des paragraphes 6 et 7 de l'article XIII (Gains), des paragraphes 1, 3, 4, 5, 6b), 7, 8, 10 et 13 de l'article XVIII (Pensions et rentes), du paragraphe 5 de l'article XXIX (Dispositions diverses), des paragraphes 1, 5 et 6 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès), des paragraphes 2, 3, 4 et 7 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) en ce qui concerne l'application de ces paragraphes aux successions des personnes qui ne sont pas des anciens citoyens visés au paragraphe 2 du présent article, des paragraphes 3 et 5 de l'article XXX (Entrée en vigueur) et des articles XIX (Fonctions publiques), XXI (Organisations exonérées), XXIV (Élimination de la double imposition), XXV (Non-discrimination) et XXVI (Procédure amiable);

L'article XXIX A (Restrictions apportées aux avantages) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :

Article XXIX A Restrictions apportées aux avantages

- Aux fins de l'application de la présente Convention par un État contractant,
 - Une personne admissible a droit à tous les avantages qu'accorde la présente Convention,
 - b) Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3, 4 et 6, une personne qui n'est pas une personne admissible n'a droit à aucun des avantages qu'accorde la présente Convention.
- 2. Au sens du présent article, une personne admissible est un résident d'un État contractant qui est :
 - a) Une personne physique;

- a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof, or any agency or instrumentality of any such State, subdivision or authority;
- a company or trust whose principal class of shares or units (and any disproportionate class of shares or units) is primarily and regularly traded on one or more recognized stock exchanges;
- (d) a company, if five or fewer persons each of which is a company or trust referred to in subparagraph (c) own directly or indirectly more than 50 percent of the aggregate vote and value of the shares and more than 50 percent of the vote and value of each disproportionate class of shares (in neither case including debt substitute shares), provided that each company or trust in the chain of ownership is a qualifying person;
- (e) (i) a company, 50 percent or more of the aggregate vote and value of the shares of which and 50 percent or more of the vote and value of each disproportionate class of shares (in neither case including debt substitute shares) of which is not owned, directly or indirectly, by persons other than qualifying persons; or
 - (ii) a trust, 50 percent or more of the beneficial interest in which and 50 percent or more of each disproportionate interest in which, is not owned, directly or indirectly, by persons other than qualifying persons;

where the amount of the expenses deductible from gross income (as determined in the State of residence of the company or trust) that are paid or payable by the company or trust, as the case may be, for its preceding fiscal period (or, in the case of its first fiscal period, that period) directly or indirectly, to persons that are not qualifying persons is less than 50 percent of its gross income for that period;

- Un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou toute personne morale de droit public de cet État, cette subdivision ou collectivité;
- Une société ou une fiducie dont la principale catégorie d'actions ou de parts (et les catégories non proportionnelles d'actions ou de parts) fait l'objet de transactions importantes et régulières dans au moins une bourse de valeurs reconnue;
- d) Une société dont 50 p. 100 ou plus des droits de vote et de la valeur des actions et 50 p. 100 ou plus des droits de vote et de la valeur de chacune des catégories non proportionnelles d'actions (autres que des actions correspondant à des emprunts) sont possédés directement ou indirectement par cinq personnes ou moins, dont chacune est une société ou une fiducie visée à l'alinéa c), pourvu que chacune des sociétés ou fiducies de la chaîne de propriétaires soit une personne admissible;
- e) (i) une société dont 50 p. 100 ou plus des droits de vote et de la valeur des actions et 50 p. 100 ou plus des droits de vote et de la valeur de chacune des catégories non proportionnelles d'actions (autres que les actions correspondant à des emprunts) ne sont pas possédés directement ou indirectement par des personnes autres que des personnes admissibles, ou
 - (ii) une fiducie dont 50 p. 100 ou plus de la participation bénéficiaire et 50 p. 100 ou plus de chaque participation non proportionnelle n'est pas possédée directement ou indirectement par des personnes autres que des personnes admissibles,

lorsque le montant des dépenses déductibles du revenu brut (déterminé dans l'État de résidence de la société ou de la fiducie) qui est payé ou dû par la société ou la fiducie, selon le cas, pour sa période fiscale précédente (ou, dans le cas d'une première période fiscale, cette période), directement ou indirectement, à des personnes qui ne sont pas des personnes admissibles est inférieur à 50 p. 100 de son revenu brut pour cette période;

- (f) an estate;
- (g) a not-for-profit organization, provided that more than half of the beneficiaries, members or participants of the organization are qualifying persons;
- (h) a trust, company, organization or other arrangement described in paragraph 2 of Article XXI (Exempt Organizations) and established for the purpose of providing benefits primarily to individuals who are qualifying persons, or persons who were qualifying persons within the five preceding years; or
- a trust, company, organization or other arrangement described in paragraph 3 of Article XXI (Exempt Organizations) provided that the beneficiaries of the trust, company, organization or other arrangement are described in subparagraph (g) or (h).
- 3. Where a person is a resident of a Contracting State and is not a qualifying person, and that person, or a person related thereto, is engaged in the active conduct of a trade or business in that State (other than the business of making or managing investments, unless those activities are carried on with customers in the ordinary course of business by a bank, an insurance company, a registered securities dealer or a deposit-taking financial institution), the benefits of this Convention shall apply to that resident person with respect to income derived from the other Contracting State in connection with or incidental to that trade or business (including any such income derived directly or indirectly by that resident person through one or more other persons that are residents of that other State), but only if that trade or business is substantial in relation to the activity carried on in that other State giving rise to the income in respect of which benefits provided under this Convention by that other State are claimed.

- f) Une succession;
- g) Une organisation à but non lucratif, pourvu que plus de la moitié des bénéficiaires, membres ou participants de cette organisation soient des personnes admissibles;
- h) Une fiducie, une société, une organisation ou un autre mécanisme décrit au paragraphe 2 de l'article XXI (Organisations exonérées) et créé dans le but de fournir des prestations principalement à des personnes physiques qui sont des personnes admissibles, ou des personnes qui étaient des personnes admissibles au cours des cinq années précédentes;
- i) Une fiducie, une société, une organisation ou un autre mécanisme décrit au paragraphe 3 de l'article XXI (Organisations exonérées), pourvu que les bénéficiaires de la fiducie, de la société, de l'organisation ou de l'autre mécanisme soient décrits aux alinéas g) ou h).
- 3. Lorsqu'une personne est un résident d'un État contractant et n'est pas une personne admissible, et que cette personne ou une personne qui lui est liée, exerce activement des activités industrielles ou commerciales dans cet État (autres que des activités de placements ou de gérance de placements, à moins que ces activités ne soient exercées pour des clients dans le cours normal des affaires par une banque, une compagnie d'assurance, un courtier en valeurs mobilières enregistré ou un établissement financier qui recueille des dépôts), les avantages de la présente Convention s'appliquent à ce résident à l'égard des revenus provenant de l'autre État contractant découlant, directement ou de façon accessoire, de ces activités industrielles ou commerciales (y compris le revenu gagné, directement ou indirectement, par ce résident par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres personnes qui sont résidentes de cet autre État), mais seulement si ces activités industrielles ou commerciales sont importantes comparativement aux activités exercées dans cet autre État d'où découle le revenu à l'égard duquel les avantages accordés par cet autre État en vertu de la présente Convention sont invoqués.

- 4. A company that is a resident of a Contracting State shall also be entitled to the benefits of Articles X (Dividends), XI (Interest) and XII (Royalties) if:
 - (a) Its shares that represent more than 90 percent of the aggregate vote and value of all of its shares and at least 50 percent of the vote and value of any disproportionate class of shares (in neither case including debt substitute shares) are owned, directly or indirectly, by persons each of whom is a qualifying person or a person who:
 - (i) Is a resident of a country with which the other Contracting State has a comprehensive income tax convention and is entitled to all of the benefits provided by that other State under that convention;
 - (ii) Would qualify for benefits under paragraphs 2 or 3 if that person were a resident of the firstmentioned State (and, for the purposes of paragraph 3, if the business it carried on in the country of which it is a resident were carried on by it in the first-mentioned State); and
 - (iii) Would be entitled to a rate of tax in the other Contracting State under the convention between that person's country of residence and that other State, in respect of the particular class of income for which benefits are being claimed under this Convention, that is at least as low as the rate applicable under this Convention; and
 - (b) The amount of the expenses deductible from gross income (as determined in the company's State of residence) that are paid or payable by the company for its preceding fiscal period (or, in the case of its first fiscal period, that period) directly or indirectly to persons that are not qualifying persons is less than 50 percent of the company's gross income for that period.

- 4. Une société qui est un résident d'un État contractant a également droit aux avantages des articles X (Dividendes), XI (Intérêts) et XII (Redevances) si
 - a) Ses actions qui représentent plus de 90 p. 100 de tous les droits de vote et de la valeur de l'ensemble de ses actions et au moins 50 p. 100 des droits de vote et de la valeur des catégories non proportionnelles d'actions (autres que les actions correspondant à un emprunt) sont possédées directement ou indirectement par des personnes dont chacune est une personne admissible ou une personne qui
 - est un résident d'un pays avec lequel l'autre État contractant a conclu une convention globale sur l'impôt sur le revenu et qui a droit aux avantages qu'accorde cet autre État en vertu de cette convention;
 - (ii) aurait droit aux avantages accordés en vertu des paragraphes 2 et 3 si cette personne était un résident du premier État (et, aux fins du paragraphe 3, si l'activité qu'elle exerçait dans le pays dont elle est un résident avait été exercée par elle dans le premier État);
 - (iii) aurait droit à un taux d'imposition dans l'autre État contractant en vertu de la convention conclue entre le pays où réside cette personne et cet autre État, à l'égard d'une catégorie particulière de revenus pour lesquels elle invoque un avantage en vertu de la présente Convention, qui est égal ou inférieur au taux applicable en vertu de la présente Convention; et
 - b) Le montant des dépenses déductibles du revenu brut (déterminé dans l'État de résidence de la société) qui est payé ou dû par la société pour sa période fiscale précédente (ou, dans le cas d'une première période fiscale, cette période) directement ou indirectement à des personnes qui ne sont pas des personnes admissibles est inférieur à 50 p. 100 du revenu brut de la société pour cette période.

- 5. For the purposes of this Article,
 - (a) The term "debt substitute share" means:
 - (i) A share described in paragraph (e) of the definition "term preferred share" in the Income Tax Act, as it may be amended from time to time without changing the general principle thereof; and
 - (ii) Such other type of share as may be agreed upon by the competent authorities of the Contracting States.
 - (b) The term "disproportionate class of shares" means any class of shares of a company resident in one of the Contracting States that entitles the shareholder to disproportionately higher participation, through dividends, redemption payments or otherwise, in the earnings generated in the other State by particular assets or activities of the company;
 - (c) The term "disproportionate interest in a trust" means any interest in a trust resident in one of the Contracting States that entitles the interest holder to disproportionately higher participation in, or claim to, the earnings generated in the other State by particular assets or activities of the trust;
 - (d) The term "not-for-profit organization" of a Contracting State means an entity created or established in that State and that is, by reason of its not-for-profit status, generally exempt from income taxation in that State, and includes a private foundation, charity, trade union, trade association or similar organization;

- 5. Au sens du présent article,
 - a) L'expression « action correspondant à un emprunt » désigne :
 - (i) une action décrite à l'alinéa e) de la définition d'« action privilégiée à terme » de la Loi de l'impôt sur le revenu, tel qu'il peut être modifié sans en changer le principe général;
 - les autres types d'action qui peuvent être agréés par les autorités compétentes des États contractants.
 - b) L'expression « catégorie non proportionnelle d'actions » désigne une catégorie d'actions d'une société résidant dans l'un des États contractants qui permet à l'actionnaire d'avoir droit à une participation disproportionnellement plus élevée, sous forme de dividendes, de remboursements ou autrement, des gains produits dans l'autre État par des activités ou des actifs particuliers de la société;
 - c) L'expression « participation non proportionnelle dans une fiducie » désigne la participation dans une fiducie résidant dans l'un des États contractants qui permet au détenteur de cette participation d'avoir droit à une participation ou une créance disproportionnellement plus élevée, au titre des gains produits dans l'autre État par des activités ou des actifs particuliers de la fiducie;
 - d) L'expression « organisation à but non lucratif » d'un État contractant désigne une entité créée ou établie dans cet État et qui est, en raison de son statut d'organisme sans but lucratif, généralement exempte d'impôt sur le revenu dans cet État et comprend une fondation privée, un organisme de charité, un syndicat, une association commerciale ou une organisation semblable;

- (e) The term "principal class of shares" of a company means the ordinary or common shares of the company, provided that such class of shares represents the majority of the voting power and value of the company. If no single class of ordinary or common shares represents the majority of the aggregate voting power and value of the company, the "principal class of shares" are those classes that in the aggregate represent a majority of the aggregate voting power and value of the company; and
- (f) The term "recognized stock exchange" means:
 - (i) The NASDAQ System owned by the National Association of Securities Dealers, Inc. and any stock exchange registered with the Securities and Exchange Commission as a national securities exchange for purposes of the Securities Exchange Act of 1934;
 - (ii) Canadian stock exchanges that are "prescribed stock exchanges" or "designated stock exchanges" under the Income Tax Act; and
 - (iii) Any other stock exchange agreed upon by the Contracting States in an exchange of notes or by the competent authorities of the Contracting States.

- e) L'expression « principale catégorie d'actions » d'une société désigne les actions ordinaires de la société, pourvu que cette catégorie d'actions représente la majeure partie des droits de vote et de la valeur de la société. Si aucune catégorie d'actions ordinaires ne représente la majeure partie de l'ensemble des droits de vote et de la valeur de la société, la « principale catégorie d'actions » correspond aux catégories qui, dans l'ensemble, représentent la majeure partie de l'ensemble des droits de vote et de la valeur de la société;
- f) L'expression « bourse de valeurs reconnue » désigne :
 - (i) le système NASDAQ possédé par l'Association nationale des agents de change (National Association of Securities Dealers, Inc.) et toute bourse de valeurs enregistrée auprès de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis (Securities and Exchange Commission) comme étant une bourse de valeurs nationale aux fins de la loi sur les bourses de valeurs de 1934 (Securities Exchange Act de 1934);
 - (ii) les bourses de valeurs canadiennes qui sont des « bourses de valeurs visées par règlement » ou des « bourses de valeurs désignées » au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu;
 - (iii) toute bourse de valeurs agréée par les États contractants dans un échange de notes ou par les autorités compétentes des États contractants.

- 6. Where a person that is a resident of a Contracting State is not entitled under the preceding provisions of this Article to the benefits provided under this Convention by the other Contracting State, the competent authority of that other State shall, upon that person's request, determine on the basis of all factors including the history, structure, ownership and operations of that person whether:
 - (a) Its creation and existence did not have as a principal purpose the obtaining of benefits under this Convention that would not otherwise be available; or
 - (b) It would not be appropriate, having regard to the purpose of this Article, to deny the benefits of this Convention to that person.

The person shall be granted the benefits of this Convention by that other State where the competent authority determines that subparagraph (a) or (b) applies.

7. It is understood that this Article shall not be construed as restricting in any manner the right of a Contracting State to deny benefits under this Convention where it can reasonably be concluded that to do otherwise would result in an abuse of the provisions of this Convention.

- 1. Paragraph 1 of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - Where the property of an individual who is a resident of a
 Contracting State passes by reason of the individual's death
 to an organization that is referred to in paragraph 1 of
 Article XXI (Exempt Organizations) and that is a resident of
 the other Contracting State,
 - (a) If the individual is a resident of the United States and the organization is a resident of Canada, the tax consequences in the United States arising out of the passing of the property shall apply as if the organization were a resident of the United States; and

- 6. Lorsqu'une personne qui est un résident d'un État contractant n'a pas droit en vertu des dispositions précédentes du présent article aux avantages qu'accorde l'autre État contractant en vertu de la présente Convention, l'autorité compétente de cet autre État détermine, à la demande de cette personne, en se fondant sur tous les éléments pertinents, notamment les antécédents, la structure, la propriété et les transactions de cette personne si :
 - un des objets principaux de sa création et de son existence n'est pas de tirer avantage des bénéfices prévus par la présente Convention et auxquels elle n'aurait pas eu droit autrement;
 - b) Il ne serait pas approprié, compte tenu de l'objet du présent article, de refuser d'accorder les avantages de la présente Convention à cette personne.

La personne se voit accorder les avantages de la présente Convention par cet autre État lorsque l'autorité compétente détermine que l'alinéa a) ou l'alinéa b) s'applique.

7. Il est entendu que le présent article ne peut être interprété comme limitant, de quelque façon que ce soit, le droit d'un État contractant de refuser d'accorder les avantages de la présente Convention lorsqu'il peut raisonnablement être conclu que faire autrement résulterait en un abus des dispositions de la présente Convention.

- 1. Le paragraphe 1 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - Lorsque les biens d'une personne physique qui est un résident d'un État contractant sont transmis à la suite du décès de cette personne physique à une organisation mentionnée au paragraphe 1 de l'article XXI (Organisations exonérées) et qui est un résident de l'autre État contractant,
 - a) Si la personne physique est un résident des États-Unis et si l'organisation est un résident du Canada, les conséquences fiscales aux États-Unis de la transmission des biens s'appliquent comme si l'organisation était un résident des États-Unis,

- (b) If the individual is a resident of Canada and the organization is a resident of the United States, the tax consequences in Canada arising out of the passing of the property shall apply as if the individual had disposed of the property for proceeds equal to an amount elected on behalf of the individual for this purpose (in a manner specified by the competent authority of Canada), which amount shall be no less than the individual's cost of the property as determined for purposes of Canadian tax and no greater than the fair market value of the property.
- 2. Paragraph 5 of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention shall be deleted and replaced by the following:
 - 5. Where an individual was a resident of the United States immediately before the individual's death, for the purposes of subsections 70 (5.2) and (6) of the Income Tax Act, both the individual and the individual's spouse shall be deemed to have been resident in Canada immediately before the individual's death. Where a trust that would be a trust described in subsection 70(6) of that Act, if its trustees that were residents or citizens of the United States or domestic corporations under the law of the United States were residents of Canada, requests the competent authority of Canada to do so, the competent authority may agree, subject to terms and conditions satisfactory to such competent authority, to treat the trust for the purposes of that Act as being resident in Canada for such time and with respect to such property as may be stipulated in the agreement.

- 1. This Protocol shall be subject to ratification in accordance with the applicable procedures in the United States and Canada. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, when their respective applicable procedures have been satisfied.
- 2. This Protocol shall enter into force on the date of the later of the notifications referred to in paragraph 1, or January 1, 2008, whichever is later. The provisions of this Protocol shall have effect:
 - (a) In respect of taxes withheld at source, for amounts paid or credited on or after the first day of the second month that begins after the date on which this Protocol enters into force:

- b) Si la personne physique est un résident du Canada et si l'organisation est un résident des États-Unis, les conséquences fiscales au Canada de la transmission des biens s'appliquent comme si la personne physique avait cédé les biens pour un produit égal à un montant choisi au nom de la personne physique à cette fin (de la manière précisée par l'autorité compétente du Canada), lequel montant n'est pas inférieur au coût des biens pour la personne physique, déterminé aux fins de l'impôt canadien, et n'est pas supérieur à la juste valeur marchande des biens.
- 2. Le paragraphe 5 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention est supprimé et remplacé par ce qui suit :
 - 5. Lorsqu'une personne physique était un résident des États-Unis immédiatement avant son décès, aux fins des paragraphes 70(5.2) et 70(6) de la Loi de l'impôt sur le revenu, cette personne et son conjoint sont considérés avoir été résidents du Canada immédiatement avant le décès de cette personne physique. Lorsqu'une fiducie qui serait une fiducie au sens du paragraphe 70(6) de cette Loi, si ses fiduciaires qui étaient des résidents ou des citovens des États-Unis ou des sociétés domestiques en vertu de la législation des États-Unis étaient des résidents du Canada, demande à l'autorité compétente canadienne de le faire, l'autorité compétente peut, sous réserve de modalités qui lui sont satisfaisantes, accepter de traiter la fiducie aux fins de cette Loi comme un résident du Canada pendant la période et relativement aux biens qui sont précisés par l'autorité compétente.

- 1. Le présent protocole fera l'objet d'une ratification conformément aux procédures à accomplir au Canada et aux États-Unis. Les États contractants se notifient l'un l'autre par écrit, par la voie diplomatique, lorsque leurs procédures respectives auront été accomplies.
- 2. Le présent protocole entre en vigueur à la date de la dernière des notifications mentionnées au paragraphe 1 ou le 1^{er} janvier 2008, selon la date la plus tardive. Les dispositions du présent protocole s'appliquent :
 - à l'égard de l'impôt retenu à la source sur des montants payés, ou portés au crédit, à compter du premier jour du deuxième mois qui commence après la date d'entrée en vigueur du présent protocole;

(b) In respect of other taxes, for taxable years that begin after (or, if the later of the notifications referred to in paragraph 1 is dated in 2007, taxable years that begin in and after) the calendar year in which this Protocol enters into force.

Notwithstanding paragraph 2,

- (a) Paragraph 1 of Article 2 of this Protocol shall have effect with respect to corporate continuations effected after September 17, 2000;
- (b) New paragraph 7 of Article IV (Residence) of the Convention as added by Article 2 of this Protocol shall have effect as of the first day of the third calendar year that ends after this Protocol enters into force;
- (c) Article 3 of this Protocol shall have effect as of the third taxable year that ends after this Protocol enters into force, but in no event shall it apply to include, in the determination of whether an enterprise is deemed to provide services through a permanent establishment under paragraph 9 of Article V (Permanent Establishment) of the Convention, any days of presence, services rendered, or gross active business revenues that occur or arise prior to January 1, 2010;

b) À l'égard des autres impôts, pour les années d'imposition qui commencent après l'année civile pendant laquelle le présent protocole entre en vigueur (ou qui commencent pendant ou après cette année civile si la dernière des notifications visées au paragraphe 1 date de 2007).

3. Nonobstant le paragraphe 2 :

- a) Le paragraphe 1 de l'article 2 du présent protocole s'applique à l'égard de la continuation des sociétés exécutée après le 17 septembre 2000;
- Le nouveau paragraphe 7 de l'article IV (Résidence) de la Convention, ajouté par l'article 2 du présent protocole, s'applique à compter du premier jour de la troisième année civile qui se termine après l'entrée en vigueur du présent protocole;
- c) L'article 3 du présent protocole s'applique à compter de la troisième année d'imposition qui se termine après l'entrée en vigueur du présent protocole; toutefois, il ne s'applique en aucun cas afin de déterminer si une entreprise est réputée fournir des services par l'intermédiaire d'un établissement stable en vertu du paragraphe 9 de l'article V (Établissement stable) de la Convention, à des jours de présence, à la fourniture de services ou à des recettes brutes tirées d'une entreprise exploitée activement antérieurs au 1^{cr} janvier 2010;

- (d) In applying Article 6 of this Protocol to interest paid or credited during the first two calendar years that end after entry into force of this Protocol, paragraph 1 of Article XI (Interest) of the Convention shall be read as follows:
 - 1. Interest arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State may be taxed only in that other State. However, if the interest is not exempt under paragraph 3 of Article XI (Interest) as it read on January 1, 2007, and the payer of the interest and the beneficial owner of the interest are related, or would be deemed to be related if the provisions of paragraph 2 of Article IX (Related Persons) applied for this purpose, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the laws of that State, but the tax so charged shall not exceed the following percentage of the gross amount of the interest:
 - (a) If the interest is paid or credited during the first calendar year that ends after entry into force of this paragraph, 7 percent; and
 - (b) If the interest is paid or credited during the second calendar year that ends after entry into force of this paragraph, 4 percent;
- (e) Paragraphs 2 and 3 of Article 8 of this Protocol shall have effect with respect to alienations of property that occur (including, for greater certainty, those that are deemed under the law of a Contracting State to occur) after September 17, 2000;
- (f) Article 21 of this Protocol shall have effect with respect to
 - Cases that are under consideration by the competent authorities as of the date on which this Protocol enters into force; and

- d) Aux fins de l'application de l'article 6 du présent protocole aux intérêts payés ou portés au crédit pendant les deux premières années civiles qui se terminent après l'entrée en vigueur du présent protocole, le paragraphe 1 de l'article XI (Intérêts) de la Convention est réputé avoir le libellé suivant:
 - 1. Les intérêts provenant d'un État contractant et dont un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif ne sont imposés que dans cet autre État.

 Cependant, si les intérêts ne sont pas exonérés d'impôt en vertu du paragraphe 3 de l'article XI (Intérêts) selon son libellé du 1^{er} janvier 2007 et que le payeur des intérêts et le bénéficiaire effectif des intérêts sont des personnes liées, ou seraient réputés l'être si les dispositions du paragraphe 2 de l'article IX (Personnes liées) s'appliquaient à cette fin, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant duquel ils proviennent et conformément aux lois de cet État, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder le pourcentage que voici du montant brut des intérêts:
 - Si les intérêts sont payés ou portés au crédit pendant la première année civile qui se termine après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, 7 p. 100;
 - Si les intérêts sont payés ou portés au crédit pendant la deuxième année civile qui se termine après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, 4 p. 100;
- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 8 du présent protocole s'appliquent à l'égard d'aliénations de biens effectuées après le 17 septembre 2000 (y compris, pour plus de certitude, celles réputées être effectuées après cette date en vertu des lois d'un État contractant);
- f) L'article 21 du présent protocole s'applique à l'égard :
 - des affaires faisant l'objet d'un examen par les autorités compétentes à la date d'entrée en vigueur du présent protocole;

- (ii) Cases that come under such consideration after that time, and the commencement date for a case described in subparagraph (f)(i) shall be the date on which the Protocol enters into force; and
- (g) Article 22 of this Protocol shall have effect for revenue claims finally determined by an applicant State after November 9, 1985.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Chelsea this twenty-first day of September 2007 in the English and French languages, each text being equally authentic.

James M. Flaherty

Henry M. Paulson, Jr.

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

FOR THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA des affaires visées par un examen par les autorités compétentes après la date d'entrée en vigueur du présent protocole;

et la date de début d'une affaire visée au sous-alinéa f)(i) correspond à la date d'entrée en vigueur du présent protocole;

g) L'article 22 du présent protocole s'applique à l'égard des créances fiscales ayant fait l'objet d'une décision définitive de la part d'un État requérant après le 9 novembre 1985.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement respectif, ont signé le présent protocole.

FAIT en double exemplaire à Chelsea ce 21^{ième} jour de septembre 2007, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

James M. Flaherty

Henry M. Paulson, Jr.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

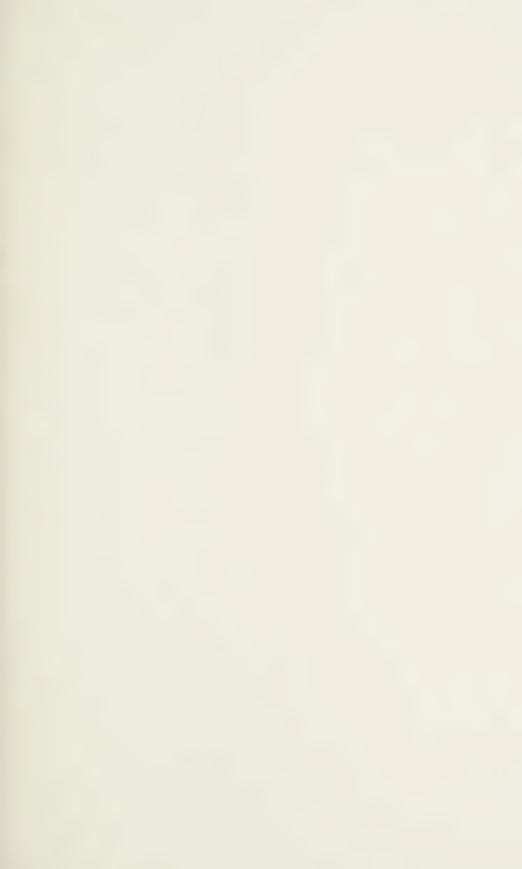
Telephone: (613) 941-5995 Fax: (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/11 978-0-660-65202-3 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa, Canada K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995

Télécopieur : (613) 954-5779 Commandes seulement : 1-800-635-7943 No de catalogue : FR4-2008/11

978-0-660-65202-3







CANADA

TREATY SERIES 2008/12 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Exchange of Letters constituting an agreement expanding upon Article XXVI of the Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital, signed at Washington on September 26, 1980

Ottawa, 21 September 2007

In Force 15 December 2008

IMPOSITION

Échange de notes constituant un accord qui développe l'article XXVI de la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980

Ottawa, le 21 septembre 2007

En vigueur le 15 décembre 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/12 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Exchange of Letters constituting an agreement expanding upon Article XXVI of the Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital, signed at Washington on September 26, 1980

Ottawa, 21 September 2007

In Force 15 December 2008



IMPOSITION

Échange de notes constituant un accord qui développe l'article XXVI de la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980

Ottawa, le 21 septembre 2007

En vigueur le 15 décembre 2008

I

The Minister of Foreign Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America

Ottawa, September 21, 2007

Note No. JLAB-0111

Excellency,

I have the honor to refer to the Protocol (the "Protocol") done today between Canada and the United States of America amending the Convention with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995, and 29 July 1997 (the "Convention"), and to propose on behalf of the Government of Canada the following:

In respect of any case where the competent authorities have endeavored but are unable to reach a complete agreement under Article XXVI (Mutual Agreement Procedure) of the Convention regarding the application of one or more of the following Articles of the Convention: IV (Residence) (but only insofar as it relates to the residence of a natural person), V (Permanent Establishment), VII (Business Profits), IX (Related Persons), and XII (Royalties) (but only (i) insofar as Article XII might apply in transactions involving related persons to whom Article IX might apply, or (ii) to an allocation of amounts between royalties that are taxable under paragraph 2 thereof and royalties that are exempt under paragraph 3 thereof), binding arbitration shall be used to determine such application, unless the competent authorities agree that the particular case is not suitable for determination by arbitration. In addition, the competent authorities may, on an ad hoc basis, agree that binding arbitration shall be used in respect of any other matter to which Article XXVI applies. If an arbitration proceeding (the "Proceeding") under paragraph 6 of Article XXVI commences, the following rules and procedures shall apply:

- 1. The Proceeding shall be conducted in the manner prescribed by, and subject to the requirements of, paragraphs 6 and 7 of Article XXVI and these rules and procedures, as modified or supplemented by any other rules and procedures agreed upon by the competent authorities pursuant to paragraph 17 below.
- 2. The determination reached by an arbitration board in the Proceeding shall be limited to a determination regarding the amount of income, expense or tax reportable to the Contracting States.

Ţ

Le ministre des Affaires étrangères du Canada à l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 21 septembre 2007

Note nº JLAB-0111

Excellence.

J'ai l'honneur de me référer au Protocole (le « Protocole ») fait aujourd'hui entre le Canada et les États Unis d'Amérique modifiant la Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (la « Convention »), et de proposer ce qui suit au nom du gouvernement du Canada:

Lorsque les autorités compétentes ont tenté sans succès d'arriver à un accord complet en vertu de l'article XXVI (Procédure amiable) de la Convention concernant l'application d'un ou de plusieurs des articles suivants de la Convention : IV (Résidence) (mais uniquement dans le cas de la résidence d'une personne physique), V (Établissement stable), VII (Bénéfices des entreprises), IX (Personnes liées), et XII (Redevances) (mais uniquement si cet article peut s'appliquer (i) aux opérations faisant intervenir des personnes liées susceptibles d'être assujetties à l'article IX ou (ii) à la répartition de sommes entre les redevances qui sont imposables en application du paragraphe 2 de cet article et les redevances qui sont exonérées en application du paragraphe 3 de cet article), l'arbitrage obligatoire sert à en déterminer l'application, à moins que les autorités compétentes ne conviennent que l'affaire en l'espèce ne se prête pas à une détermination par voie d'arbitrage. De plus, les autorités compétentes peuvent, au cas par cas, convenir du recours à l'arbitrage obligatoire à l'égard de toute autre question visée par l'article XXVI. Si la procédure d'arbitrage (la « Procédure ») prévue au paragraphe 6 de l'article XXVI est déclenchée, les règles et procédures suivantes s'appliquent :

- 1. La Procédure est menée de la manière indiquée aux paragraphes 6 et 7 de l'article XXVI, et sous réserve des exigences de ces paragraphes, et aux présentes règles et procédures, modifiées ou complétées par d'autres règles et procédures auxquelles auront convenu les autorités compétentes conformément au paragraphe 17 ci après.
- 2. La détermination à laquelle est arrivée la commission d'arbitrage dans le cadre de la Procédure se limite au montant de revenu, de charges et d'impôt devant être déclaré aux États contractants.

- 3. Notwithstanding the initiation of the Proceeding, the competent authorities may reach a mutual agreement to resolve a case and terminate the Proceeding. Correspondingly, a concerned person may withdraw a request for the competent authorities to engage in the Mutual Agreement Procedure (and thereby terminate the Proceeding) at any time.
- 4. The requirements of subparagraph 7(d) of Article XXVI shall be met when the competent authorities have each received from each concerned person a notarized statement agreeing that the concerned person and each person acting on the concerned person's behalf, shall not disclose to any other person any information received during the course of the Proceeding from either Contracting State or the arbitration board, other than the determination of the Proceeding. A concerned person that has the legal authority to bind any other concerned person(s) on this matter may do so in a comprehensive notarized statement.
- 5. Each Contracting State shall have 60 days from the date on which the Proceeding begins to send a written communication to the other Contracting State appointing one member of the arbitration board. Within 60 days of the date on which the second such communication is sent, the two members appointed by the Contracting States shall appoint a third member, who shall serve as chair of the board. If either Contracting State fails to appoint a member, or if the members appointed by the Contracting States fail to agree upon the third member in the manner prescribed by this paragraph, a Contracting State shall ask the highest ranking member of the Secretariat at the Centre for Tax Policy and Administration of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) who is not a citizen of either Contracting State, to appoint the remaining member(s) by written notice to both Contracting States within 60 days of the date of such failure. The competent authorities shall develop a non-exclusive list of individuals with familiarity in international tax matters who may potentially serve as the chair of the board.
- 6. The arbitration board may adopt any procedures necessary for the conduct of its business, provided that the procedures are not inconsistent with any provision of Article XXVI or this note.

- 3. Malgré le déclenchement de la Procédure, les autorités compétentes peuvent parvenir à un accord amiable pour régler une affaire et mettre un terme à la Procédure. Par conséquent, une personne concernée peut en tout temps retirer la demande qu'elle a adressée aux autorités compétentes de déclencher une procédure amiable (et, ainsi, mettre un terme à la Procédure).
- 4. Il est satisfait aux exigences de l'alinéa d) du paragraphe 7 de l'article XXVI lorsque les autorités compétentes ont chacune reçu de chaque personne concernée une déclaration notariée attestant que la personne concernée et toutes les personnes qui agissent en son nom acceptent de ne pas communiquer à d'autres personnes les renseignements qu'elles recevront dans le cadre de la Procédure de l'un ou l'autre des États contractants ou de la commission d'arbitrage, autre que la détermination de la Procédure. La personne concernée qui détient le pouvoir de lier les autres personnes concernées dans cette affaire peut le faire dans une déclaration notariée complète.
- Chaque État contractant dispose d'un délai de 60 jours à compter du déclenchement de la Procédure pour envoyer une communication par écrit à l'autre État contractant dans laquelle il nomme un membre de la commission d'arbitrage. Dans un délai de 60 jours à partir de la date d'envoi de la seconde communication du genre, les deux membres nommés par les États contractants nomment un troisième membre, qui assume la présidence de la commission d'arbitrage. Si l'un ou l'autre État contractant omet de nommer un membre, ou si les membres nommés par les États contractants ne s'entendent pas sur le troisième membre, de la manière indiquée dans ce paragraphe, l'un ou l'autre des États contractants demande au membre occupant le poste du niveau le plus élevé du Secrétariat du Centre de politique et d'administration fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui n'est pas citoyen de l'un ou l'autre État contractant de nommer le ou les membres qui restent par un avis écrit à cet effet aux deux États contractants dans les 60 jours de la date à laquelle la nomination n'a pu être faite. Les autorités compétentes dressent une liste non exclusive de personnes qui connaissent l'impôt international et qui pourraient être intéressées à assumer la présidence de la commission d'arbitrage.
- 6. La commission d'arbitrage peut adopter les procédures qu'elle juge nécessaires pour s'acquitter de ses attributions, dans la mesure où elles sont conformes aux dispositions de l'article XXVI et de la présente note.

- Each of the Contracting States shall be permitted to submit, within 60 days of the appointment of the chair of the arbitration board, a proposed resolution describing the proposed disposition of the specific monetary amounts of income, expense or taxation at issue in the case, and a supporting position paper, for consideration by the arbitration board. Copies of the proposed resolution and supporting position paper shall be provided by the board to the other Contracting State on the date on which the later of the submissions is submitted to the board. In the event that only one Contracting State submits a proposed resolution within the allotted time, then that proposed resolution shall be deemed to be the determination of the board in that case and the Proceeding shall be terminated. Each of the Contracting States may, if it so desires, submit a reply submission to the board within 120 days of the appointment of its chair, to address any points raised by the proposed resolution or position paper submitted by the other Contracting State. Additional information may be submitted to the arbitration board only at its request, and copies of the board's request and the Contracting State's response shall be provided to the other Contracting State on the date on which the request or the response is submitted. Except for logistical matters such as those identified in paragraphs 12, 14 and 15 below, all communications from the Contracting States to the arbitration board, and vice versa, shall take place only through written communications between the designated competent authorities and the chair of the board.
- 8. The arbitration board shall deliver a determination in writing to the Contracting States within six months of the appointment of its chair. The board shall adopt as its determination one of the proposed resolutions submitted by the Contracting States.
- 9. In making its determination, the arbitration board shall apply, as necessary: (1) the provisions of the Convention as amended; (2) any agreed commentaries or explanations of the Contracting States concerning the Convention as amended; (3) the laws of the Contracting States to the extent they are not inconsistent with each other; and (4) any OECD Commentary, Guidelines or Reports regarding relevant analogous portions of the OECD Model Tax Convention.
- 10. The determination of the arbitration board in a particular case shall be binding on the Contracting States. The determination of the board shall not state a rationale. It shall have no precedential value.

- Chacun des États contractants peut soumettre à l'examen de la 7. commission d'arbitrage, dans les 60 jours de la nomination du président de cette dernière, un projet de résolution qui décrit la disposition proposée des sommes précises de revenu, de charges ou d'impôt en cause ainsi qu'un exposé de position à l'appui. La commission d'arbitrage remet des exemplaires du projet de résolution et de l'exposé de position à l'appui à l'autre État contractant à la date où la dernière présentation lui est remise. Si un seul État contractant soumet le projet de résolution dans le délai imparti, ce projet est réputé être la détermination de la commission d'arbitrage en l'espèce, et il est mis fin à la Procédure. Chacun des États contractants peut, s'il le désire, soumettre une réponse à la commission d'arbitrage dans les 120 jours de la nomination du président de cette dernière, dans laquelle il traite des points soulevés dans le projet de résolution ou l'exposé de position soumis par l'autre État contractant. D'autres renseignements peuvent être transmis à la commission d'arbitrage seulement si elle le demande, et des exemplaires de la demande de la commission et de la réponse de l'État contractant sont remis à l'autre État contractant à la date du dépôt de la demande ou de la réponse. Sauf dans le cas des questions logistiques comme celles indiquées aux paragraphes 12, 14 et 15 ci dessous, toutes les communications que les États contractants transmettent à la commission d'arbitrage, et vice versa, se font par l'intermédiaire d'échanges par écrit entre les autorités compétentes désignées et le président de la commission d'arbitrage.
- 8. La commission d'arbitrage remet une détermination par écrit aux États contractants dans les six mois de la nomination de son président. La commission d'arbitrage adopte l'un des projets de résolution soumis par les États contractants et en fait sa détermination.
- 9. Lorsqu'elle arrive à sa détermination, la commission d'arbitrage applique le cas échéant : (1) les dispositions de la Convention telle que modifiée, (2) les commentaires ou explications acceptés des États contractants concernant la Convention telle que modifiée, (3) les lois des États contractants dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles et (4) les commentaires, lignes directrices et rapports de l'OCDE concernant des parties analogues du Modèle de convention fiscale de l'OCDE.
- 10. La détermination de la commission d'arbitrage dans une affaire donnée lie les États contractants. Elle ne fournit pas de justification et n'établit pas de précédent.

- 11. As provided in subparagraph 7(e) of Article XXVI, the determination of an arbitration board shall constitute a resolution by mutual agreement under this Article. Each concerned person must, within 30 days of receiving the determination of the board from the competent authority to which the case was first presented, advise that competent authority whether that concerned person accepts the determination of the board. If any concerned person fails to so advise the relevant competent authority within this time frame, the determination of the board shall be considered not to have been accepted in that case. Where the determination of the board is not accepted, the case may not subsequently be the subject of a Proceeding.
- 12. Any meeting(s) of the arbitration board shall be in facilities provided by the Contracting State whose competent authority initiated the mutual agreement proceedings in the case.
- 13. The treatment of any associated interest or penalties shall be determined by applicable domestic law of the Contracting State(s) concerned.
- 14. No information relating to the Proceeding (including the board's determination) may be disclosed by the members of the arbitration board or their staffs or by either competent authority, except as permitted by the Convention and the domestic laws of the Contracting States. In addition, all material prepared in the course of, or relating to, the Proceeding shall be considered to be information exchanged between the Contracting States. The Contracting States shall ensure that all members of the arbitration board and their staffs sign and send to each Contracting State notarized statements, prior to their acting in the arbitration proceeding, in which they agree to abide by and be subject to the confidentiality and nondisclosure provisions of Articles XXVI and XXVII of the Convention and the applicable domestic laws of the Contracting States. In the event those provisions conflict, the most restrictive condition shall apply.
- 15. The fees and expenses of members of the arbitration board shall be set in accordance with the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) Schedule of Fees for arbitrators, as in effect on the date on which the arbitration proceedings begin, and shall be borne equally by the Contracting States. Any fees for language translation shall also be borne equally by the Contracting States. Meeting facilities, related resources, financial management, other logistical support, and general administrative coordination of the Proceeding shall be provided, at its own cost, by the Contracting State whose competent authority initiated the mutual agreement proceedings in the case. Any other costs shall be borne by the Contracting State that incurs them.

- 11. Comme le stipule l'alinéa e) du paragraphe 7 de l'article XXVI, la détermination de la commission d'arbitrage est une résolution par accord amiable en vertu de cet article. Chaque personne concernée doit, dans les 30 jours de la réception de la détermination de la commission d'arbitrage envoyée par l'autorité compétente à qui l'affaire a d'abord été soumise, informer cette autorité compétente si elle accepte la détermination de la commission. Si la personne concernée omet d'informer l'autorité compétente appropriée dans le délai prescrit, la détermination de la commission d'arbitrage est réputée ne pas avoir été acceptée en l'espèce. Si la détermination de la commission d'arbitrage n'est pas acceptée, l'affaire ne peut pas faire l'objet d'une Procédure ultérieure.
- 12. Les rencontres de la commission d'arbitrage se tiennent dans les locaux fournis par l'État contractant dont l'autorité compétente a déclenché la procédure amiable en l'espèce.
- 13. Le droit interne du ou des États contractants visés déterminent quel traitement sera réservé aux intérêts ou pénalités connexes.
- 14. Ni les membres de la commission d'arbitrage ou leurs employés ni les autorités compétentes ne peuvent communiquer des renseignements se rapportant à la Procédure (y compris la détermination de la commission) à moins que la Convention et le droit interne des États contractants n'autorisent une telle communication. De plus, tout le matériel préparé dans le cadre de la Procédure ou s'y rattachant est réputé être des renseignements échangés entre les États contractants. Avant d'agir dans le cadre de la Procédure, chaque État contractant s'assure que tous les membres de la commission d'arbitrage et leurs employés signent et envoient à chacun des États contractants des déclarations notariées dans lesquelles ils conviennent de respecter les dispositions relatives à la confidentialité et à la non communication prévues aux articles XXVI et XXVII de la Convention ainsi que le droit interne des États contractants et d'y être assujettis. En cas de conflits entre les dispositions, la condition la plus contraignante s'applique.
- 15. Les honoraires et dépenses des membres de la commission d'arbitrage sont établis en conformité du Barème des honoraires des arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) qui est en vigueur à la date à laquelle commence la Procédure, et ils sont répartis également entre les États contractants. Les frais relatifs à la traduction sont eux aussi répartis également entre les États contractants. Les salles de réunion, les ressources connexes, la gestion financière, les autres formes de soutien logistique ainsi que la coordination administrative générale de la Procédure seront fournis, à ses frais, par l'État contractant dont l'autorité compétente a déclenché la procédure amiable en l'espèce. Tous les autres coûts seront réglés par l'État contractant qui les engage.

- 16. For purposes of paragraphs 6 and 7 of Article XXVI and this note, each competent authority shall confirm in writing to the other competent authority and to the concerned person(s) the date of its receipt of the information necessary to undertake substantive consideration for a mutual agreement. Such information shall be:
 - a) in the United States, the information required to be submitted to the U.S. competent authority under Revenue Procedure 2006-54, section 4.05 (or any applicable analogous provisions) and, for cases initially submitted as a request for an Advance Pricing Agreement, the information required to be submitted to the Internal Revenue Service under Revenue Procedure 2006-9, section 4 (or any applicable analogous provisions), and
 - b) in Canada, the information required to be submitted to Canadian competent authority under Information Circular 71-17 (or any applicable successor publication).

However, this information shall not be considered received until both competent authorities have received copies of all materials submitted to either Contracting State by the concerned person(s) in connection with the mutual agreement procedure.

17. The competent authorities of the Contracting States may modify or supplement the above rules and procedures as necessary to more effectively implement the intent of paragraph 6 of Article XXVI to eliminate double taxation.

If the above proposal is acceptable to your Government, I further propose that this Note, which is authentic in English and in French, and your reply Note reflecting such acceptance shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of entry into force of the Protocol and shall be annexed to the Convention as Annex A thereto and shall therefore be an integral part of the Convention.

Please accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

Maxime Bernier

Minister of Foreign Affairs

- 16. Aux fins des paragraphes 6 et 7 de l'article XXVI et de la présente note, chaque autorité compétente confirme par écrit à l'autre autorité compétente et à la ou aux personnes concernées la date à laquelle elle a reçu l'information nécessaire pour effectuer un examen approfondi d'un accord amiable. Cette information désigne :
 - a) aux États Unis, l'information qui doit être remise à l'autorité compétente américaine en vertu de la Revenue Procedure 2006-54, article 4.05 (ou de toute disposition analogue qui s'applique) et, dans les affaires d'abord soumises à titre de demande relative à un accord de fixation préalable de prix de transfert, l'information devant être soumise au Internal Revenue Service conformément à la Revenue Procedure 2006-9, article 4 (ou à toute disposition analogue qui s'applique);
 - au Canada, l'information qui doit être remise à l'autorité compétente canadienne en vertu de la Circulaire d'information 71-17 (ou de toute autre publication qui la remplace).

Toutefois, cette information n'est pas réputée avoir été reçue tant que les deux autorités compétentes n'ont pas obtenu copie de tout le matériel soumis à l'un ou l'autre État contractant par la ou les personnes concernées à l'égard de la procédure amiable.

17. Les autorités compétentes des États contractants peuvent au besoin modifier ou compléter les règles et procédures qui précèdent afin de mettre en œuvre plus efficacement l'intention du paragraphe 6 de l'article XXVI, à savoir, éliminer la double imposition.

Si la proposition ci-dessus est jugée acceptable par votre gouvernement, je propose en outre que la présente note, laquelle est authentique en anglais et en français, et votre note d'acceptation constituent un accord entre nos deux gouvernements, lequel entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole et est annexé en tant qu'Annexe A à la Convention et fait ainsi partie intégrale de la Convention.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Le ministre des Affaires étrangères,

Maxime Bernier

П

The Minister-Counsellor and Deputy Head of Mission of the United States of America to the Minister of Foreign Affairs of Canada

No. 1015

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. JLAB-0111 dated September 21, 2007, which states in its entirety as follows:

Excellency,

I have the honor to refer to the Protocol (the "Protocol") done today between Canada and the United States of America amending the Convention with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995, and 29 July 1997 (the "Convention"), and to propose on behalf of the Government of Canada the following:

In respect of any case where the competent authorities have endeavored but are unable to reach a complete agreement under Article XXVI (Mutual Agreement Procedure) of the Convention regarding the application of one or more of the following Articles of the Convention: IV (Residence) (but only insofar as it relates to the residence of a natural person), V (Permanent Establishment), VII (Business Profits), IX (Related Persons), and XII (Royalties) (but only (i) insofar as Article XII might apply in transactions involving related persons to whom Article IX might apply, or (ii) to an allocation of amounts between royalties that are taxable under paragraph 2 thereof and royalties that are exempt under paragraph 3 thereof), binding arbitration shall be used to determine such application, unless the competent authorities agree that the particular case is not suitable for determination by arbitration. In addition, the competent authorities may, on an ad hoc basis, agree that binding arbitration shall be used in respect of any other matter to which Article XXVI applies. If an arbitration proceeding (the "Proceeding") under paragraph 6 of Article XXVI commences, the following rules and procedures shall apply:

1. The Proceeding shall be conducted in the manner prescribed by, and subject to the requirements of, paragraphs 6 and 7 of Article XXVI and these rules and procedures, as modified or supplemented by any other rules and procedures agreed upon by the competent authorities pursuant to paragraph 17 below.

II

Le ministre-conseiller et Chef de mission adjoint des États-Unis d'Amérique au Ministre des Affaires étrangères du Canada

(Traduction)

No 1015

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note n° JLAB-0111 en date du 21 septembre 2007, qui se lit intégralement comme suit :

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au Protocole (le « Protocole ») fait aujourd'hui entre le Canada et les États Unis d'Amérique modifiant la Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (la « Convention »), et de proposer ce qui suit au nom du gouvernement du Canada :

Lorsque les autorités compétentes ont tenté sans succès d'arriver à un accord complet en vertu de l'article XXVI (Procédure amiable) de la Convention concernant l'application d'un ou de plusieurs des articles suivants de la Convention : IV (Résidence) (mais uniquement dans le cas de la résidence d'une personne physique), V (Établissement stable), VII (Bénéfices des entreprises), IX (Personnes liées), et XII (Redevances) (mais uniquement si cet article peut s'appliquer (i) aux opérations faisant intervenir des personnes liées susceptibles d'être assujetties à l'article IX ou (ii) à la répartition de sommes entre les redevances qui sont imposables en application du paragraphe 2 de cet article et les redevances qui sont exonérées en application du paragraphe 3 de cet article), l'arbitrage obligatoire sert à en déterminer l'application, à moins que les autorités compétentes ne conviennent que l'affaire en l'espèce ne se prête pas à une détermination par voie d'arbitrage. De plus, les autorités compétentes peuvent, au cas par cas, convenir du recours à l'arbitrage obligatoire à l'égard de toute autre question visée par l'article XXVI. Si la procédure d'arbitrage (la « Procédure ») prévue au paragraphe 6 de l'article XXVI est déclenchée, les règles et procédures suivantes s'appliquent :

1. La Procédure est menée de la manière indiquée aux paragraphes 6 et 7 de l'article XXVI, et sous réserve des exigences de ces paragraphes, et aux présentes règles et procédures, modifiées ou complétées par d'autres règles et procédures auxquelles auront convenu les autorités compétentes conformément au paragraphe 17 ci après.

- 2. The determination reached by an arbitration board in the Proceeding shall be limited to a determination regarding the amount of income, expense or tax reportable to the Contracting States.
- 3. Notwithstanding the initiation of the Proceeding, the competent authorities may reach a mutual agreement to resolve a case and terminate the Proceeding. Correspondingly, a concerned person may withdraw a request for the competent authorities to engage in the Mutual Agreement Procedure (and thereby terminate the Proceeding) at any time.
- 4. The requirements of subparagraph 7(d) of Article XXVI shall be met when the competent authorities have each received from each concerned person a notarized statement agreeing that the concerned person and each person acting on the concerned person's behalf, shall not disclose to any other person any information received during the course of the Proceeding from either Contracting State or the arbitration board, other than the determination of the Proceeding. A concerned person that has the legal authority to bind any other concerned person(s) on this matter may do so in a comprehensive notarized statement.
- Each Contracting State shall have 60 days from the date on which the 5. Proceeding begins to send a written communication to the other Contracting State appointing one member of the arbitration board. Within 60 days of the date on which the second such communication is sent, the two members appointed by the Contracting States shall appoint a third member, who shall serve as chair of the board. If either Contracting State fails to appoint a member, or if the members appointed by the Contracting States fail to agree upon the third member in the manner prescribed by this paragraph, a Contracting State shall ask the highest ranking member of the Secretariat at the Centre for Tax Policy and Administration of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) who is not a citizen of either Contracting State, to appoint the remaining member(s) by written notice to both Contracting States within 60 days of the date of such failure. The competent authorities shall develop a non-exclusive list of individuals with familiarity in international tax matters who may potentially serve as the chair of the board.
- 6. The arbitration board may adopt any procedures necessary for the conduct of its business, provided that the procedures are not inconsistent with any provision of Article XXVI or this note.

- 2. La détermination à laquelle est arrivée la commission d'arbitrage dans le cadre de la Procédure se limite au montant de revenu, de charges et d'impôt devant être déclaré aux États contractants.
- 3. Malgré le déclenchement de la Procédure, les autorités compétentes peuvent parvenir à un accord amiable pour régler une affaire et mettre un terme à la Procédure. Par conséquent, une personne concernée peut en tout temps retirer la demande qu'elle a adressée aux autorités compétentes de déclencher une procédure amiable (et, ainsi, mettre un terme à la Procédure).
- 4. Il est satisfait aux exigences de l'alinéa d) du paragraphe 7 de l'article XXVI lorsque les autorités compétentes ont chacune reçu de chaque personne concernée une déclaration notariée attestant que la personne concernée et toutes les personnes qui agissent en son nom acceptent de ne pas communiquer à d'autres personnes les renseignements qu'elles recevront dans le cadre de la Procédure de l'un ou l'autre des États contractants ou de la commission d'arbitrage, autre que la détermination de la Procédure. La personne concernée qui détient le pouvoir de lier les autres personnes concernées dans cette affaire peut le faire dans une déclaration notariée complète.
- Chaque État contractant dispose d'un délai de 60 jours à compter du déclenchement de la Procédure pour envoyer une communication par écrit à l'autre État contractant dans laquelle il nomme un membre de la commission d'arbitrage. Dans un délai de 60 jours à partir de la date d'envoi de la seconde communication du genre, les deux membres nommés par les États contractants nomment un troisième membre, qui assume la présidence de la commission d'arbitrage. Si l'un ou l'autre État contractant omet de nommer un membre, ou si les membres nommés par les États contractants ne s'entendent pas sur le troisième membre, de la manière indiquée dans ce paragraphe, l'un ou l'autre des États contractants demande au membre occupant le poste du niveau le plus élevé du Secrétariat du Centre de politique et d'administration fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui n'est pas citoyen de l'un ou l'autre État contractant de nommer le ou les membres qui restent par un avis écrit à cet effet aux deux États contractants dans les 60 jours de la date à laquelle la nomination n'a pu être faite. Les autorités compétentes dressent une liste non exclusive de personnes qui connaissent l'impôt international et qui pourraient être intéressées à assumer la présidence de la commission d'arbitrage.
- 6. La commission d'arbitrage peut adopter les procédures qu'elle juge nécessaires pour s'acquitter de ses attributions, dans la mesure où elles sont conformes aux dispositions de l'article XXVI et de la présente note.

- Each of the Contracting States shall be permitted to submit, within 60 days of the appointment of the chair of the arbitration board, a proposed resolution describing the proposed disposition of the specific monetary amounts of income, expense or taxation at issue in the case, and a supporting position paper, for consideration by the arbitration board. Copies of the proposed resolution and supporting position paper shall be provided by the board to the other Contracting State on the date on which the later of the submissions is submitted to the board. In the event that only one Contracting State submits a proposed resolution within the allotted time, then that proposed resolution shall be deemed to be the determination of the board in that case and the Proceeding shall be terminated. Each of the Contracting States may, if it so desires, submit a reply submission to the board within 120 days of the appointment of its chair, to address any points raised by the proposed resolution or position paper submitted by the other Contracting State, Additional information may be submitted to the arbitration board only at its request, and copies of the board's request and the Contracting State's response shall be provided to the other Contracting State on the date on which the request or the response is submitted. Except for logistical matters such as those identified in paragraphs 12, 14 and 15 below, all communications from the Contracting States to the arbitration board, and vice versa, shall take place only through written communications between the designated competent authorities and the chair of the board.
- 8. The arbitration board shall deliver a determination in writing to the Contracting States within six months of the appointment of its chair. The board shall adopt as its determination one of the proposed resolutions submitted by the Contracting States.
- 9. In making its determination, the arbitration board shall apply, as necessary: (1) the provisions of the Convention as amended; (2) any agreed commentaries or explanations of the Contracting States concerning the Convention as amended; (3) the laws of the Contracting States to the extent they are not inconsistent with each other; and (4) any OECD Commentary, Guidelines or Reports regarding relevant analogous portions of the OECD Model Tax Convention.
- 10. The determination of the arbitration board in a particular case shall be binding on the Contracting States. The determination of the board shall not state a rationale. It shall have no precedential value.

- Chacun des États contractants peut soumettre à l'examen de la commission d'arbitrage, dans les 60 jours de la nomination du président de cette dernière, un projet de résolution qui décrit la disposition proposée des sommes précises de revenu, de charges ou d'impôt en cause ainsi qu'un exposé de position à l'appui. La commission d'arbitrage remet des exemplaires du projet de résolution et de l'exposé de position à l'appui à l'autre État contractant à la date où la dernière présentation lui est remise. Si un seul État contractant soumet le projet de résolution dans le délai imparti, ce projet est réputé être la détermination de la commission d'arbitrage en l'espèce, et il est mis fin à la Procédure. Chacun des États contractants peut, s'il le désire, soumettre une réponse à la commission d'arbitrage dans les 120 jours de la nomination du président de cette dernière, dans laquelle il traite des points soulevés dans le projet de résolution ou l'exposé de position soumis par l'autre État contractant. D'autres renseignements peuvent être transmis à la commission d'arbitrage seulement si elle le demande, et des exemplaires de la demande de la commission et de la réponse de l'État contractant sont remis à l'autre État contractant à la date du dépôt de la demande ou de la réponse. Sauf dans le cas des questions logistiques comme celles indiquées aux paragraphes 12, 14 et 15 ci dessous, toutes les communications que les États contractants transmettent à la commission d'arbitrage, et vice versa, se font par l'intermédiaire d'échanges par écrit entre les autorités compétentes désignées et le président de la commission d'arbitrage.
- 8. La commission d'arbitrage remet une détermination par écrit aux États contractants dans les six mois de la nomination de son président. La commission d'arbitrage adopte l'un des projets de résolution soumis par les États contractants et en fait sa détermination.
- 9. Lorsqu'elle arrive à sa détermination, la commission d'arbitrage applique le cas échéant : (1) les dispositions de la Convention telle que modifiée, (2) les commentaires ou explications acceptés des États contractants concernant la Convention telle que modifiée, (3) les lois des États contractants dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles et (4) les commentaires, lignes directrices et rapports de l'OCDE concernant des parties analogues du Modèle de convention fiscale de l'OCDE.
- 10. La détermination de la commission d'arbitrage dans une affaire donnée lie les États contractants. Elle ne fournit pas de justification et n'établit pas de précédent.

- 11. As provided in subparagraph 7(e) of Article XXVI, the determination of an arbitration board shall constitute a resolution by mutual agreement under this Article. Each concerned person must, within 30 days of receiving the determination of the board from the competent authority to which the case was first presented, advise that competent authority whether that concerned person accepts the determination of the board. If any concerned person fails to so advise the relevant competent authority within this time frame, the determination of the board shall be considered not to have been accepted in that case. Where the determination of the board is not accepted, the case may not subsequently be the subject of a Proceeding.
- 12. Any meeting(s) of the arbitration board shall be in facilities provided by the Contracting State whose competent authority initiated the mutual agreement proceedings in the case.
- 13. The treatment of any associated interest or penalties shall be determined by applicable domestic law of the Contracting State(s) concerned.
- 14. No information relating to the Proceeding (including the board's determination) may be disclosed by the members of the arbitration board or their staffs or by either competent authority, except as permitted by the Convention and the domestic laws of the Contracting States. In addition, all material prepared in the course of, or relating to, the Proceeding shall be considered to be information exchanged between the Contracting States. The Contracting States shall ensure that all members of the arbitration board and their staffs sign and send to each Contracting State notarized statements, prior to their acting in the arbitration proceeding, in which they agree to abide by and be subject to the confidentiality and nondisclosure provisions of Articles XXVI and XXVII of the Convention and the applicable domestic laws of the Contracting States. In the event those provisions conflict, the most restrictive condition shall apply.
- 15. The fees and expenses of members of the arbitration board shall be set in accordance with the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) Schedule of Fees for arbitrators, as in effect on the date on which the arbitration proceedings begin, and shall be borne equally by the Contracting States. Any fees for language translation shall also be borne equally by the Contracting States. Meeting facilities, related resources, financial management, other logistical support, and general administrative coordination of the Proceeding shall be provided, at its own cost, by the Contracting State whose competent authority initiated the mutual agreement proceedings in the case. Any other costs shall be borne by the Contracting State that incurs them.

- 11. Comme le stipule l'alinéa e) du paragraphe 7 de l'article XXVI, la détermination de la commission d'arbitrage est une résolution par accord amiable en vertu de cet article. Chaque personne concernée doit, dans les 30 jours de la réception de la détermination de la commission d'arbitrage envoyée par l'autorité compétente à qui l'affaire a d'abord été soumise, informer cette autorité compétente si elle accepte la détermination de la commission. Si la personne concernée omet d'informer l'autorité compétente appropriée dans le délai prescrit, la détermination de la commission d'arbitrage est réputée ne pas avoir été acceptée en l'espèce. Si la détermination de la commission d'arbitrage n'est pas acceptée, l'affaire ne peut pas faire l'objet d'une Procédure ultérieure.
- 12. Les rencontres de la commission d'arbitrage se tiennent dans les locaux fournis par l'État contractant dont l'autorité compétente a déclenché la procédure amiable en l'espèce.
- 13. Le droit interne du ou des États contractants visés déterminent quel traitement sera réservé aux intérêts ou pénalités connexes.
- 14. Ni les membres de la commission d'arbitrage ou leurs employés ni les autorités compétentes ne peuvent communiquer des renseignements se rapportant à la Procédure (y compris la détermination de la commission) à moins que la Convention et le droit interne des États contractants n'autorisent une telle communication. De plus, tout le matériel préparé dans le cadre de la Procédure ou s'y rattachant est réputé être des renseignements échangés entre les États contractants. Avant d'agir dans le cadre de la Procédure, chaque État contractant s'assure que tous les membres de la commission d'arbitrage et leurs employés signent et envoient à chacun des États contractants des déclarations notariées dans lesquelles ils conviennent de respecter les dispositions relatives à la confidentialité et à la non communication prévues aux articles XXVI et XXVII de la Convention ainsi que le droit interne des États contractants et d'y être assujettis. En cas de conflits entre les dispositions, la condition la plus contraignante s'applique.
- 15. Les honoraires et dépenses des membres de la commission d'arbitrage sont établis en conformité du Barème des honoraires des arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) qui est en vigueur à la date à laquelle commence la Procédure, et ils sont répartis également entre les États contractants. Les frais relatifs à la traduction sont eux aussi répartis également entre les États contractants. Les salles de réunion, les ressources connexes, la gestion financière, les autres formes de soutien logistique ainsi que la coordination administrative générale de la Procédure seront fournis, à ses frais, par l'État contractant dont l'autorité compétente a déclenché la procédure amiable en l'espèce. Tous les autres coûts seront réglés par l'État contractant qui les engage.

- 16. For purposes of paragraphs 6 and 7 of Article XXVI and this note, each competent authority shall confirm in writing to the other competent authority and to the concerned person(s) the date of its receipt of the information necessary to undertake substantive consideration for a mutual agreement. Such information shall be:
 - a) in the United States, the information required to be submitted to the U.S. competent authority under Revenue Procedure 2006-54, section 4.05 (or any applicable analogous provisions) and, for cases initially submitted as a request for an Advance Pricing Agreement, the information required to be submitted to the Internal Revenue Service under Revenue Procedure 2006-9, section 4 (or any applicable analogous provisions), and
 - in Canada, the information required to be submitted to Canadian competent authority under Information Circular 71-17 (or any applicable successor publication).

However, this information shall not be considered received until both competent authorities have received copies of all materials submitted to either Contracting State by the concerned person(s) in connection with the mutual agreement procedure.

17. The competent authorities of the Contracting States may modify or supplement the above rules and procedures as necessary to more effectively implement the intent of paragraph 6 of Article XXVI to eliminate double taxation.

If the above proposal is acceptable to your Government, I further propose that this Note, which is authentic in English and in French, and your reply Note reflecting such acceptance shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of entry into force of the Protocol and shall be annexed to the Convention as Annex A thereto and shall therefore be an integral part of the Convention.

Please accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

- 16. Aux fins des paragraphes 6 et 7 de l'article XXVI et de la présente note, chaque autorité compétente confirme par écrit à l'autre autorité compétente et à la ou aux personnes concernées la date à laquelle elle a reçu l'information nécessaire pour effectuer un examen approfondi d'un accord amiable. Cette information désigne :
 - a) aux États Unis, l'information qui doit être remise à l'autorité compétente américaine en vertu de la Revenue Procedure 2006-54, article 4.05 (ou de toute disposition analogue qui s'applique) et, dans les affaires d'abord soumises à titre de demande relative à un accord de fixation préalable de prix de transfert, l'information devant être soumise au Internal Revenue Service conformément à la Revenue Procedure 2006-9, article 4 (ou à toute disposition analogue qui s'applique);
 - au Canada, l'information qui doit être remise à l'autorité compétente canadienne en vertu de la Circulaire d'information 71-17 (ou de toute autre publication qui la remplace).

Toutefois, cette information n'est pas réputée avoir été reçue tant que les deux autorités compétentes n'ont pas obtenu copie de tout le matériel soumis à l'un ou l'autre État contractant par la ou les personnes concernées à l'égard de la procédure amiable.

17. Les autorités compétentes des États contractants peuvent au besoin modifier ou compléter les règles et procédures qui précèdent afin de mettre en œuvre plus efficacement l'intention du paragraphe 6 de l'article XXVI, à savoir, éliminer la double imposition.

Si la proposition ci-dessus est jugée acceptable par votre gouvernement, je propose en outre que la présente note, laquelle est authentique en anglais et en français, et votre note d'acceptation constituent un accord entre nos deux gouvernements, lequel entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole et est annexé en tant qu'Annexe A à la Convention et fait ainsi partie intégrale de la Convention.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

I am pleased to inform you that the Government of the United States of America accepts the proposal set forth in your Note. The Government of the United States of America further agrees that your Note, which is authentic in English and in French, together with this reply, shall constitute an Agreement between the United States of America and Canada, which shall enter into force on the date of entry into force of the Protocol amending the Convention between the United States of America and Canada with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995, and 29 July 1997 (the "Convention"), and shall be annexed to the Convention as Annex A thereto, and shall therefore be an integral part of the Convention.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Embassy of the United States of America Ottawa, September 21, 2007

Terry Breese

Je suis heureux de vous informer que le gouvernement des États-Unis d'Amérique accepte la proposition présentée dans votre Note. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique accepte, de plus, que votre Note, laquelle fait également foi en anglais et en français, ainsi que la présente réponse, constituent un accord entre les États-Unis d'Amérique et le Canada qui entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole modifiant la Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (la « Convention »), et est annexé à la Convention en tant qu'Annexe A et fait ainsi donc partie intégrale de celle-ci.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Ambassade des États-Unis d'Amérique Ottawa, le 21 septembre 2007

Terry Breese

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

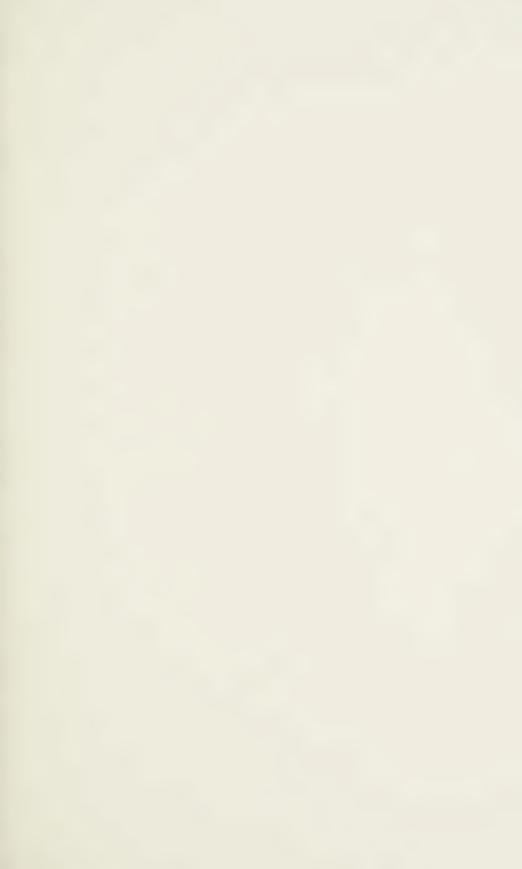
Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone : (613) 941-5995 Fax : (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/12 978-0-660-65295-5 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa, Canada K1A 085

> Téléphone : (613) 941-5995 Télécopieur : (613) 954-5779 Commandes seulement : 1-800-635-7943 No de catalogue : FR4-2008/12

978-0-660-65295-5







CANADA

TREATY SERIES 2008/13 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Exchange of Letters constituting an agreement setting out various understandings and interpretations as they apply to the Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital, signed at Washington on September 26, 1980

Ottawa, 21 September 2007

In Force 15 December 2008

IMPOSITION

Échange de notes constituant un accord qui expose différentes perceptions et interprétations s'appliquant à la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980

Ottawa, le 21 septembre 2007

En vigueur le 15 décembre 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/13 RECUEIL DES TRAITÉS

TAXATION

Exchange of Letters constituting an agreement setting out various understandings and interpretations as they apply to the Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital, signed at Washington on September 26, 1980

Ottawa, 21 September 2007

In Force 15 December 2008



IMPOSITION

Échange de notes constituant un accord qui expose différentes perceptions et interprétations s'appliquant à la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980

Ottawa, le 21 septembre 2007

En vigueur le 15 décembre 2008

I

The Minister of Foreign Affairs of Canada to the Ambassador of the United States of America

Ottawa, September 21, 2007

Note No. JLAB-0112

Excellency,

I have the honor to refer to the Protocol (the "Protocol") done today between Canada and the United States of America amending the Convention with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995, and 29 July 1997 (the "Convention").

In the course of the negotiations leading to the conclusion of the Protocol done today, the negotiators developed and agreed upon a common understanding and interpretation of certain provisions of the Convention. These understandings and interpretations are intended to give guidance both to the taxpayers and to the tax authorities of our two countries in interpreting various provisions contained in the Convention.

I, therefore, have the further honor to propose on behalf of the Government of Canada the following understandings and interpretations:

1. Meaning of undefined terms

For purposes of paragraph 2 of Article III (General Definitions) of the Convention, it is understood that, as regards the application at any time of the Convention, and any protocols thereto by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities otherwise agree to a common meaning pursuant to Article XXVI (Mutual Agreement Procedure), have the meaning which it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention, and any protocols thereto apply, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

T

Le ministre des Affaires étrangères du Canada à l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 21 septembre 2007

Note no JLAB-0112

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au Protocole fait aujourd'hui (le « Protocole ») entre le Canada et les États-Unis d'Amérique modifiant la Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (la « Convention »).

Dans le cadre des négociations qui ont abouti à la conclusion du Protocole fait aujourd'hui, les négociateurs ont acquis une perception et une interprétation communes de certaines dispositions de la Convention et sont arrivés à une entente à leur sujet. Ces perceptions et interprétations servent à orienter tant les contribuables que les autorités fiscales de nos deux pays lorsqu'ils interprètent diverses dispositions contenues dans la Convention.

Par conséquent, j'ai l'honneur de proposer, au nom du gouvernement du Canada, les perceptions et interprétations suivantes :

1. Sens des termes non définis

Aux fins du paragraphe 2 de l'article III (Définitions générales) de la Convention, il est entendu que, pour l'application à un moment donné de la Convention et des Protocoles qui s'y rattachent par un État contractant, les termes qui n'y sont pas définis ont, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente ou à moins que les autorités compétentes ne s'entendent sur un sens commun en vertu de l'article XXVI (Procédure amiable), le sens qui leur est attribué à ce moment là dans la législation de l'État visé aux fins des impôts auxquels s'appliquent la Convention et les Protocoles qui s'y rattachent, le sens donné à ces termes dans la législation fiscale de l'État ayant préséance sur celui qui lui est accordé dans d'autres lois de cet État.

2. Meaning of connected projects

For the purposes of applying subparagraph (b) of paragraph 9 of Article V (Permanent Establishment) of the Convention, it is understood that projects shall be considered to be connected if they constitute a coherent whole, commercially and geographically.

3. Definition of the term "dividends"

It is understood that distributions from Canadian income trusts and royalty trusts that are treated as dividends under the taxation laws of Canada shall be considered dividends for the purposes of Article X (Dividends) of the Convention.

4. Deletion of Article XIV (Independent Personal Services)

It is understood that the deletion of Article XIV (Independent Personal Services) of the Convention confirms the negotiators' shared understanding that no practical distinction can be made between a "fixed base" and a "permanent establishment", and that independent personal services of a resident of a Contracting State, to the extent that such resident is found to have a permanent establishment in the other Contracting State with respect to those services, shall be subject to the provisions of Article VII (Business Profits).

5. Former permanent establishments and fixed bases

It is understood that the modifications of paragraph 2 of Article VII (Business Profits), paragraph 4 of Article X (Dividends), paragraph 3 of Article XI (Interest) and paragraph 5 of Article XII (Royalties) of the Convention to refer to business having formerly been carried on through a permanent establishment confirm the negotiators' shared understanding of the meaning of the existing provisions, and thus are clarifying only.

2. Sens de projets connexes

Aux fins de l'application de l'alinéa b) du paragraphe 9 de l'article V (Établissement stable) de la Convention, il est entendu que les projets sont considérés comme étant connexes s'ils constituent un ensemble commercialement et géographiquement homogène.

3. Définition du terme « dividendes »

Il est entendu que les distributions effectuées à partir de fiducies de revenu et de redevances canadiennes qui sont considérées comme des dividendes en vertu de la législation fiscale du Canada sont réputées être des dividendes au sens de l'article X (Dividendes) de la Convention.

4. Suppression de l'article XIV (Professions indépendantes)

Il est entendu que la suppression de l'article XIV (Professions indépendantes) de la Convention confirme la perception commune à laquelle sont arrivés les négociateurs concernant l'impossibilité d'établir une distinction pratique entre une « base fixe » et un « établissement stable ». Elle confirme également l'assujettissement aux dispositions de l'article VII (Bénéfices des entreprises) des professions indépendantes d'un résident d'un État contractant, dans la mesure où ce résident possède un établissement stable dans l'autre État contractant où il exerce ces professions.

5. Anciens établissements stables et bases fixes

Il est entendu que les modifications du paragraphe 2 de l'article VII (Bénéfices des entreprises), du paragraphe 4 de l'article X (Dividendes), du paragraphe 3 de l'article XI (Intérêts) et du paragraphe 5 de l'article XII (Redevances) de la Convention qui renvoient à une activité ayant déjà été exercée par un établissement stable confirment la perception commune à laquelle sont arrivés les négociateurs concernant le sens des dispositions courantes et, à ce titre, ne servent qu'à préciser le libellé.

6.

Stock options

For purposes of applying Article XV (Income from Employment) and Article XXIV (Elimination of Double Taxation) of the Convention to income of an individual in connection with the exercise or other disposal (including a deemed exercise or disposal) of an option that was granted to the individual as an employee of a corporation or mutual fund trust to acquire shares or units ("securities") of the employer (which is considered, for the purposes of this Note, to include any related entity) in respect of services rendered or to be rendered by such individual, or in connection with the disposal (including a deemed disposal) of a security acquired under such an option, the following principles shall apply:

- (a) Subject to subparagraph 6(b) of this Note, the individual shall be deemed to have derived, in respect of employment exercised in a Contracting State, the same proportion of such income that the number of days in the period that begins on the day the option was granted, and that ends on the day the option was exercised or disposed of, on which the individual's principal place of employment for the employer was situated in that Contracting State is of the total number of days in the period on which the individual was employed by the employer; and
- (b) Notwithstanding subparagraph 6(a) of this Note, if the competent authorities of both Contracting States agree that the terms of the option were such that the grant of the option will be appropriately treated as transfer of ownership of the securities (e.g., because the options were in-the-money or not subject to a substantial vesting period), then they may agree to attribute income accordingly.

6. Options d'achat d'actions

Pour l'application de l'article XV (Revenu tiré d'un emploi) et de l'article XXIV (Élimination de la double imposition) de la Convention au revenu d'un particulier en rapport avec la levée ou la disposition (incluant la levée ou la disposition réputée) d'une option qui lui a été consentie à titre d'employé d'une société ou d'une fiducie de fonds commun de placement pour acquérir des actions ou des unités (« valeurs mobilières ») de l'employeur (réputé, aux fins de la présente note, comprendre les entités liées) à l'égard des services qu'il a rendus ou qu'il doit rendre, ou en rapport avec la disposition (y compris la disposition réputée) d'une valeur mobilière acquise en vertu d'une telle option, les principes suivants s'appliquent :

- a) Sous réserve de l'alinéa b) du paragraphe 6 de la présente note, le particulier est réputé avoir obtenu, à l'égard de l'emploi exercé dans un État contractant, la même proportion de ce revenu que représente le nombre de jours de la période qui commence le jour de l'octroi de l'option et se termine le jour de la levée ou de la disposition de l'option, au cours de laquelle le lieu de travail principal du particulier pour cet employeur était situé dans l'État contractant, par rapport au nombre total de jours de la période pendant laquelle le particulier était un employé de l'employeur.
- b) Nonobstant l'alinéa a) du paragraphe 6 de la présente note, si les autorités compétentes des deux États contractants conviennent qu'en vertu des modalités de l'option, l'octroi de celle-ci sera dûment considéré comme un transfert de la propriété des valeurs mobilières (par exemple, parce que les options étaient dans le cours ou n'étaient pas assujetties à une longue période d'acquisition), elles peuvent convenir d'attribuer le revenu en conséquence.

7. Taxes imposed by reason of death

It is understood that,

- (a) Where a share or option in respect of a share is property situated in the United States for the purposes of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention, any employment income in respect of the share or option shall be, for the purpose of clause 6(a)(ii) of that Article, income from property situated in the United States;
- (b) Where property situated in the United States for the purposes of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention is held by an entity that is a resident of Canada and that is described in subparagraph 1(b) of Article IV (Residence) of the Convention, any income out of or under the entity in respect of the property shall be, for the purpose of subparagraph 6(a)(ii) of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death), income from property situated in the United States; and
- (c) Where a tax is imposed in Canada by reason of death in respect of an entity that is a resident of Canada and that is described in subparagraph 1(b) of Article IV (Residence) of the Convention, that tax shall be, for the purpose of paragraph 7 of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention, imposed in respect of property situated in Canada.
- 8. Royalties information in connection with franchise agreement

It is understood that the reference in subparagraph 3(c) of Article XII (Royalties) of the Convention to information provided in connection with a franchise agreement shall generally refer only to information that governs or otherwise deals with the operation (whether by the payer or by another person) of the franchise, and not to other information concerning industrial, commercial or scientific experience that is held for resale or license.

7. Impôts perçus en cas de décès

Il est entendu que:

- a) Si une action ou une option relative à une action représente un bien situé aux États-Unis aux fins de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention, le revenu d'emploi à l'égard de l'action ou de l'option est, aux fins du sous-alinéa (ii) de l'alinéa a) du paragraphe 6 de cet article, un revenu tiré de biens situés aux États-Unis;
- b) Si le bien situé aux États-Unis aux fins de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention est détenu par une entité qui est un résident du Canada et qui est décrite à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article IV (Résidence) de la Convention, le revenu provenant de l'entité ou obtenu en vertu de celle-ci à l'égard du bien est, aux fins du sous-alinéa (ii) de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès), un revenu tiré de biens situés aux États-Unis;
- c) Si un impôt est perçu au Canada en cas de décès à l'égard d'une entité qui est un résident du Canada et qui est décrite à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article IV (Résidence) de la Convention, cet impôt est, aux fins du paragraphe 7 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention, perçu à l'égard des biens situés au Canada.

8. Redevances - informations relatives à un contrat de franchisage

Il est entendu que le renvoi contenu à l'alinéa c) du paragraphe 3 de l'article XII (Redevances) de la Convention à des informations fournies dans le cadre d'un contrat de franchisage constitue en général un renvoi aux seules informations régissant l'opération (par le payeur ou par une autre personne) de la franchise ou en traitant par ailleurs, et non un renvoi aux autres informations concernant l'expérience industrielle, commerciale ou scientifique détenue à des fins de vente ou d'octroi de licence.

9.

With reference to Article VII (Business Profits)

It is understood that the business profits to be attributed to a permanent establishment shall include only the profits derived from the assets used, risks assumed and activities performed by the permanent establishment. The principles of the OECD Transfer Pricing Guidelines shall apply for purposes of determining the profits attributable to a permanent establishment, taking into account the different economic and legal circumstances of a single entity. Accordingly, any of the methods described therein as acceptable methods for determining an arm's length result may be used to determine the income of a permanent establishment so long as those methods are applied in accordance with the Guidelines. In particular, in determining the amount of attributable profits, the permanent establishment shall be treated as having the same amount of capital that it would need to support its activities if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities. With respect to financial institutions other than insurance companies, a Contracting State may determine the amount of capital to be attributed to a permanent establishment by allocating the institution's total equity between its various offices on the basis of the proportion of the financial institution's risk-weighted assets attributable to each of them. In the case of an insurance company, there shall be attributed to a permanent establishment not only premiums earned through the permanent establishment, but that portion of the insurance company's overall investment income from reserves and surplus that supports the risks assumed by the permanent establishment.

9. Article VII (Bénéfices des entreprises)

Il est entendu que les bénéfices des entreprises qui sont attribués à un établissement stable comprennent uniquement les bénéfices tirés des biens utilisés, des risques assumés et des activités exercées par l'établissement stable. Les principes des lignes directrices de l'OCDE sur les prix de transfert s'appliquent aux fins de la détermination des bénéfices attribuables à un établissement stable, compte tenu des circonstances économiques et juridiques différentes d'une entité unique. Par conséquent, les méthodes décrites dans ces lignes directrices en tant que méthodes satisfaisantes de détermination de l'absence de lien de dépendance peuvent être utilisées pour déterminer le revenu d'un établissement stable tant qu'elles sont appliquées conformément aux lignes directrices. Surtout, lors de la détermination du montant de bénéfices attribuables, l'établissement stable est réputé détenir le même montant de capital que celui dont il aurait besoin pour soutenir ses activités s'il s'agissait d'une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou similaires. En ce qui concerne les institutions financières autres que les sociétés d'assurances, un État contractant peut déterminer le montant du capital à attribuer à un établissement stable en répartissant le total des capitaux propres de l'institution entre ses divers bureaux en se fondant sur la proportion de l'actif pondéré en fonction des risques de l'institution financière attribuable à chacun de ces bureaux. Dans le cas d'une société d'assurances, sont attribuées à un établissement stable non seulement les primes recueillies par l'établissement stable mais aussi la part du revenu de placements global que la société d'assurances tire des réserves et de l'excédent à l'appui des risques assumés par l'établissement stable.

10. Qualifying retirement plans

For purposes of paragraph 15 of Article XVIII (Pensions and Annuities) of the Convention, it is understood that

- (a) In the case of Canada, the term "qualifying retirement plan" shall include the following and any identical or substantially similar plan that is established pursuant to legislation introduced after the date of signature of the Protocol: registered pension plans under section 147.1 of the Income Tax Act, registered retirement savings plans under section 146 that are part of a group arrangement described in subsection 204.2(1.32), deferred profit sharing plans under section 147, and any registered retirement savings plan under section 146 or registered retirement income fund under section 146.3 that is funded exclusively by rollover contributions from one or more of the preceding plans; and
- In the case of the United States, the term "qualifying (b) retirement plan" shall include the following and any identical or substantially similar plan that is established pursuant to legislation introduced after the date of signature of the Protocol: qualified plans under section 401(a) of the Internal Revenue Code (including section 401(k) arrangements), individual retirement plans that are part of a simplified employee pension plan that satisfies section 408(k), section 408(p) simple retirement accounts, section 403(a) qualified annuity plans, section 403(b) plans, section 457(g) trusts providing benefits under section 457(b) plans, the Thrift Savings Fund (section 7701(j)), and any individual retirement account under section 408(a) that is funded exclusively by rollover contributions from one or more of the preceding plans.

10. Régimes de retraite admissibles

Aux fins du paragraphe 15 de l'article XVIII (Pensions et rentes) de la Convention, il est entendu que :

- a) En ce qui concerne le Canada, l'expression « régime de retraite admissible » englobe les régimes suivants ainsi que les régimes identiques ou essentiellement similaires établis conformément à la législation adoptée après la date de signature du Protocole : les régimes de pension agréées en vertu de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu, les régimes enregistrés d'épargne retraite en vertu de l'article 146 qui font partie d'un groupe décrit au paragraphe 204.2(1.32), les régimes de participation différée aux bénéfices en vertu de l'article 147, et tous les régimes enregistrés d'épargne retraite en vertu de l'article 146 ou les fonds enregistrés de revenu de retraite en vertu de l'article 146.3 dont la capitalisation provient uniquement du transfert des cotisations d'un ou de plusieurs des régimes cités précédemment.
- b) En ce qui concerne les États-Unis, l'expression « régime de retraite admissible » englobe les régimes suivants ainsi que les régimes identiques ou essentiellement similaires établis conformément aux lois adoptées après la date de signature du Protocole : les régimes admissibles en vertu du paragraphe 401a) du Internal Revenue Code (y compris les conventions prévues au paragraphe 401k)), les régimes de retraite particuliers qui font partie d'un régime simplifié de pension des employés qui satisfait aux exigences du paragraphe 408k), les comptes de retraite simples en vertu du paragraphe 408p), les régimes de rentes admissibles en vertu du paragraphe 403a), les régimes en vertu du paragraphe 403b), les fiducies en vertu du paragraphe 457g) qui fournissent des avantages en vertu de régimes visés par le paragraphe 457b), le Thrift Savings Fund (paragraphe 7701j)), et tout compte de retraite particulier en vertu du paragraphe 408a) dont la capitalisation provient uniquement du transfert des cotisations d'un ou de plusieurs des régimes cités précédemment.

11. Former long-term residents

The term "long-term resident" shall mean any individual who is a lawful permanent resident of the United States in eight or more taxable years during the preceding 15 taxable years. In determining whether the threshold in the preceding sentence is met, there shall not count any year in which the individual is treated as a resident of Canada under the Convention, or as a resident of any country other than the United States under the provisions of any other U.S. tax treaty, and, in either case, the individual does not waive the benefits of such treaty applicable to residents of the other country.

12. Special source rules relating to former citizens and long-term residents

For purposes of subparagraph 2 (b) of Article XXIX (Miscellaneous Rules) of the Convention, "income deemed under the domestic law of the United States to arise from such sources" shall consist of gains from the sale or exchange of stock of a U.S. company or debt obligations of a U.S. person, the United States, a State, or a political subdivision thereof, or the District of Columbia, gains from property (other than stock or debt obligations) located in the United States, and, in certain cases, income or gain derived from the sale of stock of a non-U.S. company or a disposition of property contributed to such non-U.S. company where such company would be a controlled foreign corporation with respect to the person if such person had continued to be a U.S. person. In addition, an individual who exchanges property that gives rise or would give rise to U.S.-source income for property that gives rise to foreign-source income shall be treated as if he or she had sold the property that would give rise to U.S. source income for its fair market value, and any consequent gain shall be deemed to be income from sources within the United States.

13. Exchange of Information

It is understood that the standards and practices described in Article XXVII (Exchange of Information) of the Convention are to be in no respect less effective than those described in the Model Agreement on Exchange of Information on Tax Matters developed by the OECD Global Forum Working Group on Effective Exchange of Information.

11. Anciens résidents à long terme

L'expression « résident à long terme » désigne la personne physique qui est un résident permanent légal des États-Unis pendant au moins huit années imposables au cours des quinze années imposables précédentes. Pour déterminer s'il est satisfait au seuil indiqué dans la phrase précédente, les années à l'égard desquelles la personne physique est considérée comme un résident du Canada en application de la Convention ou comme un résident d'un pays autre que les États-Unis en vertu des dispositions d'autres conventions fiscales américaines ne comptent pas et, dans l'un ou l'autre cas, la personne physique ne renonce pas aux avantages de ces traités qui s'appliquent aux résidents de l'autre pays.

12. Règles spéciales relatives à la provenance applicables aux anciens citoyens et résidents à long terme

Aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article XXIX (Dispositions diverses) de la Convention, le « revenu réputé, selon le droit interne des États-Unis, provenir de ces sources » comprend les gains de la vente ou de l'échange d'actions d'une société américaine ou de titres de créance d'une personne américaine, des États-Unis, d'un État ou de l'une de ses subdivisions politiques, ou du District de Columbia, les gains tirés de biens (autres que des actions ou des titres de créances) situés aux États-Unis et, dans certains cas, le revenu ou le gain tiré de la vente d'actions d'une société non américaine ou de la disposition de biens contribués à une telle société non américaine si cette dernière représente une société étrangère contrôlée par rapport à la personne si celle-ci était demeurée une personne américaine. De plus, la personne qui échange un bien qui donne ou donnerait lieu à un revenu de provenance américaine contre un bien donnant lieu à un revenu de provenance étrangère est réputée avoir conclu une vente de biens qui donne lieu à un revenu de provenance américaine à sa juste valeur marchande, et tout gain éventuel est réputé être un revenu provenant de sources aux États-Unis.

13. Échange de renseignements

Il est entendu que les normes et les pratiques décrites à l'article XXVII (Échange de renseignements) de la Convention ne seront en aucun cas moins efficaces que celles décrites dans le Modèle de convention sur l'échange de renseignements en matière fiscale mis au point par le Groupe de travail sur l'échange efficace de renseignements du Forum mondial de l'OCDE.

14. Limitation on Benefits

The United States and Canada are part of the same regional free trade area and, as a result, the Convention reflects the fact that publicly traded companies resident in one country may be traded on a stock exchange of the other country. Nevertheless, the Contracting States agree that in making future amendments to the Convention, they shall consult on possible modifications to subparagraph 2(c) of Article XXIX A (Limitation on Benefits) of the Convention (including, modifications necessary to discourage corporate inversion transactions).

If the above proposal is acceptable to your Government, I further propose that this Note, which is authentic in English and in French, and your reply Note reflecting such acceptance shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of entry into force of the Protocol and shall be annexed to the Convention as Annex B thereto and shall therefore be an integral part of the Convention.

Please accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

Maxime Bernier

Minister of Foreign Affairs

14. Restrictions apportées aux avantages

Les États-Unis et le Canada font partie de la même zone de libre-échange régionale et, par conséquent, la Convention tient compte de la possibilité que les actions ou les parts d'une société qui est un résident d'un pays soit l'objet de transactions dans une bourse de l'autre pays. Nonobstant ce qui précède, les États contractants conviennent de se consulter sur l'éventuelle modification de l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'Article XXIX A (Restrictions apportées aux avantages) (en y apportant, notamment, les modifications nécessaires pour prévenir les reconstitutions en personne morale étrangère (corporate inversion transactions)) lorsqu'ils modifieront la Convention à l'avenir.

Si la proposition qui précède est jugée acceptable pour votre gouvernement, je propose que la présente note, laquelle est authentique en anglais et en français, et votre note d'acceptation constituent un accord entre nos deux gouvernements, lequel entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole et est annexé en tant qu'Annexe B à la Convention et fait ainsi partie intégrale de la Convention.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Le ministre des Affaires étrangères,

Maxime Bernier

II

The Minister-Counsellor and Deputy Head of Mission of the United States of America to the Minister of Foreign Affairs of Canada

No. 1014

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. JLAB-0112 dated September 21, 2007, which states in its entirety as follows:

Excellency,

I have the honor to refer to the Protocol (the "Protocol") done today between Canada and the United States of America amending the Convention with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995, and 29 July 1997 (the "Convention").

In the course of the negotiations leading to the conclusion of the Protocol done today, the negotiators developed and agreed upon a common understanding and interpretation of certain provisions of the Convention. These understandings and interpretations are intended to give guidance both to the taxpayers and to the tax authorities of our two countries in interpreting various provisions contained in the Convention.

I, therefore, have the further honor to propose on behalf of the Government of Canada the following understandings and interpretations:

1. Meaning of undefined terms

For purposes of paragraph 2 of Article III (General Definitions) of the Convention, it is understood that, as regards the application at any time of the Convention, and any protocols thereto by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires or the competent authorities otherwise agree to a common meaning pursuant to Article XXVI (Mutual Agreement Procedure), have the meaning which it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention, and any protocols thereto apply, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

II

Le ministre-conseiller et chef de mission adjoint des États-Unis d'Amérique au ministre des Affaires étrangères du Canada

(Traduction)

No. 1014

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note no JLAB-0112 en date du 21 septembre 2007, qui se lit intégralement comme suit :

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au Protocole fait aujourd'hui (le « Protocole ») entre le Canada et les États-Unis d'Amérique modifiant la Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (la « Convention »).

Dans le cadre des négociations qui ont abouti à la conclusion du Protocole fait aujourd'hui, les négociateurs ont acquis une perception et une interprétation communes de certaines dispositions de la Convention et sont arrivés à une entente à leur sujet. Ces perceptions et interprétations servent à orienter tant les contribuables que les autorités fiscales de nos deux pays lorsqu'ils interprètent diverses dispositions contenues dans la Convention.

Par conséquent, j'ai l'honneur de proposer, au nom du gouvernement du Canada, les perceptions et interprétations suivantes :

1. Sens des termes non définis

Aux fins du paragraphe 2 de l'article III (Définitions générales) de la Convention, il est entendu que, pour l'application à un moment donné de la Convention et des Protocoles qui s'y rattachent par un État contractant, les termes qui n'y sont pas définis ont, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente ou à moins que les autorités compétentes ne s'entendent sur un sens commun en vertu de l'article XXVI (Procédure amiable), le sens qui leur est attribué à ce moment là dans la législation de l'État visé aux fins des impôts auxquels s'appliquent la Convention et les Protocoles qui s'y rattachent, le sens donné à ces termes dans la législation fiscale de l'État ayant préséance sur celui qui lui est accordé dans d'autres lois de cet État.

2. Meaning of connected projects

For the purposes of applying subparagraph (b) of paragraph 9 of Article V (Permanent Establishment) of the Convention, it is understood that projects shall be considered to be connected if they constitute a coherent whole, commercially and geographically.

3. Definition of the term "dividends"

It is understood that distributions from Canadian income trusts and royalty trusts that are treated as dividends under the taxation laws of Canada shall be considered dividends for the purposes of Article X (Dividends) of the Convention.

4. Deletion of Article XIV (Independent Personal Services)

It is understood that the deletion of Article XIV (Independent Personal Services) of the Convention confirms the negotiators' shared understanding that no practical distinction can be made between a "fixed base" and a "permanent establishment" and that independent personal services of a resident of a Contracting State, to the extent that such resident is found to have a permanent establishment in the other Contracting State with respect to those services, shall be subject to the provisions of Article VII (Business Profits).

5. Former permanent establishments and fixed bases

It is understood that the modifications of paragraph 2 of Article VII (Business Profits), paragraph 4 of Article X (Dividends), paragraph 3 of Article XI (Interest) and paragraph 5 of Article XII (Royalties) of the Convention to refer to business having formerly been carried on through a permanent establishment confirm the negotiators' shared understanding of the meaning of the existing provisions, and thus are clarifying only.

2. Sens de projets connexes

Aux fins de l'application de l'alinéa b) du paragraphe 9 de l'article V (Établissement stable) de la Convention, il est entendu que les projets sont considérés comme étant connexes s'ils constituent un ensemble commercialement et géographiquement homogène.

3. Définition du terme « dividendes »

Il est entendu que les distributions effectuées à partir de fiducies de revenu et de redevances canadiennes qui sont considérées comme des dividendes en vertu de la législation fiscale du Canada sont réputées être des dividendes au sens de l'article X (Dividendes) de la Convention.

4. Suppression de l'article XIV (Professions indépendantes)

Il est entendu que la suppression de l'article XIV (Professions indépendantes) de la Convention confirme la perception commune à laquelle sont arrivés les négociateurs concernant l'impossibilité d'établir une distinction pratique entre une « base fixe » et un « établissement stable ». Elle confirme également l'assujettissement aux dispositions de l'article VII (Bénéfices des entreprises) des professions indépendantes d'un résident d'un État contractant, dans la mesure où ce résident possède un établissement stable dans l'autre État contractant où il exerce ces professions.

5. Anciens établissements stables et bases fixes

Il est entendu que les modifications du paragraphe 2 de l'article VII (Bénéfices des entreprises), du paragraphe 4 de l'article X (Dividendes), du paragraphe 3 de l'article XI (Intérêts) et du paragraphe 5 de l'article XII (Redevances) de la Convention qui renvoient à une activité ayant déjà été exercée par un établissement stable confirment la perception commune à laquelle sont arrivés les négociateurs concernant le sens des dispositions courantes et, à ce titre, ne servent qu'à préciser le libellé.

6. Stock options

For purposes of applying Article XV (Income from Employment) and Article XXIV (Elimination of Double Taxation) of the Convention to income of an individual in connection with the exercise or other disposal (including a deemed exercise or disposal) of an option that was granted to the individual as an employee of a corporation or mutual fund trust to acquire shares or units ("securities") of the employer (which is considered, for the purposes of this Note, to include any related entity) in respect of services rendered or to be rendered by such individual, or in connection with the disposal (including a deemed disposal) of a security acquired under such an option, the following principles shall apply:

- (a) Subject to subparagraph 6(b) of this Note, the individual shall be deemed to have derived, in respect of employment exercised in a Contracting State, the same proportion of such income that the number of days in the period that begins on the day the option was granted, and that ends on the day the option was exercised or disposed of, on which the individual's principal place of employment for the employer was situated in that Contracting State is of the total number of days in the period on which the individual was employed by the employer; and
- (b) Notwithstanding subparagraph 6(a) of this Note, if the competent authorities of both Contracting States agree that the terms of the option were such that the grant of the option will be appropriately treated as transfer of ownership of the securities (e.g., because the options were in-the-money or not subject to a substantial vesting period), then they may agree to attribute income accordingly.

6. Options d'achat d'actions

Pour l'application de l'article XV (Revenu tiré d'un emploi) et de l'article XXIV (Élimination de la double imposition) de la Convention au revenu d'un particulier en rapport avec la levée ou la disposition (incluant la levée ou la disposition réputée) d'une option qui lui a été consentie à titre d'employé d'une société ou d'une fiducie de fonds commun de placement pour acquérir des actions ou des unités (« valeurs mobilières ») de l'employeur (réputé, aux fins de la présente note, comprendre les entités liées) à l'égard des services qu'il a rendus ou qu'il doit rendre, ou en rapport avec la disposition (y compris la disposition réputée) d'une valeur mobilière acquise en vertu d'une telle option, les principes suivants s'appliquent:

- a) Sous réserve de l'alinéa b) du paragraphe 6 de la présente note, le particulier est réputé avoir obtenu, à l'égard de l'emploi exercé dans un État contractant, la même proportion de ce revenu que représente le nombre de jours de la période qui commence le jour de l'octroi de l'option et se termine le jour de la levée ou de la disposition de l'option, au cours de laquelle le lieu de travail principal du particulier pour cet employeur était situé dans l'État contractant, par rapport au nombre total de jours de la période pendant laquelle le particulier était un employé de l'employeur.
- b) Nonobstant l'alinéa a) du paragraphe 6 de la présente note, si les autorités compétentes des deux États contractants conviennent qu'en vertu des modalités de l'option, l'octroi de celle-ci sera dûment considéré comme un transfert de la propriété des valeurs mobilières (par exemple, parce que les options étaient dans le cours ou n'étaient pas assujetties à une longue période d'acquisition), elles peuvent convenir d'attribuer le revenu en conséquence.

7. Taxes imposed by reason of death

It is understood that,

- (a) Where a share or option in respect of a share is property situated in the United States for the purposes of ArticleXXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention, any employment income in respect of the share or option shall be, for the purpose of clause 6(a)(ii) of that Article, income from property situated in the United States;
- (b) Where property situated in the United States for the purposes of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention is held by an entity that is a resident of Canada and that is described in subparagraph 1(b) of Article IV (Residence) of the Convention, any income out of or under the entity in respect of the property shall be, for the purpose of subparagraph 6(a)(ii) of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death), income from property situated in the United States; and
- (c) Where a tax is imposed in Canada by reason of death in respect of an entity that is a resident of Canada and that is described in subparagraph 1(b) of Article IV (Residence) of the Convention, that tax shall be, for the purpose of paragraph 7 of Article XXIX B (Taxes Imposed by Reason of Death) of the Convention, imposed in respect of property situated in Canada.
- 8. Royalties information in connection with franchise agreement

It is understood that the reference in subparagraph 3(c) of Article XII (Royalties) of the Convention to information provided in connection with a franchise agreement shall generally refer only to information that governs or otherwise deals with the operation (whether by the payer or by another person) of the franchise, and not to other information concerning industrial, commercial or scientific experience that is held for resale or license.

7. Impôts perçus en cas de décès

Il est entendu que:

- a) Si une action ou une option relative à une action représente un bien situé aux États-Unis aux fins de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention, le revenu d'emploi à l'égard de l'action ou de l'option est, aux fins du sous-alinéa (ii) de l'alinéa a) du paragraphe 6 de cet article, un revenu tiré de biens situés aux États-Unis;
- b) Si le bien situé aux États-Unis aux fins de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention est détenu par une entité qui est un résident du Canada et qui est décrite à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article IV (Résidence) de la Convention, le revenu provenant de l'entité ou obtenu en vertu de celle-ci à l'égard du bien est, aux fins du sous-alinéa (ii) de l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès), un revenu tiré de biens situés aux États-Unis;
- c) Si un impôt est perçu au Canada en cas de décès à l'égard d'une entité qui est un résident du Canada et qui est décrite à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article IV (Résidence) de la Convention, cet impôt est, aux fins du paragraphe 7 de l'article XXIX B (Impôts perçus en cas de décès) de la Convention, perçu à l'égard des biens situés au Canada.

8. Redevances - informations relatives à un contrat de franchisage

Il est entendu que le renvoi contenu à l'alinéa c) du paragraphe 3 de l'article XII (Redevances) de la Convention à des informations fournies dans le cadre d'un contrat de franchisage constitue en général un renvoi aux seules informations régissant l'opération (par le payeur ou par une autre personne) de la franchise ou en traitant par ailleurs, et non un renvoi aux autres informations concernant l'expérience industrielle, commerciale ou scientifique détenue à des fins de vente ou d'octroi de licence.

9. With reference to Article VII (Business Profits)

It is understood that the business profits to be attributed to a permanent establishment shall include only the profits derived from the assets used, risks assumed and activities performed by the permanent establishment. The principles of the OECD Transfer Pricing Guidelines shall apply for purposes of determining the profits attributable to a permanent establishment, taking into account the different economic and legal circumstances of a single entity. Accordingly, any of the methods described therein as acceptable methods for determining an arm's length result may be used to determine the income of a permanent establishment so long as those methods are applied in accordance with the Guidelines. In particular, in determining the amount of attributable profits, the permanent establishment shall be treated as having the same amount of capital that it would need to support its activities if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities. With respect to financial institutions other than insurance companies, a Contracting State may determine the amount of capital to be attributed to a permanent establishment by allocating the institution's total equity between its various offices on the basis of the proportion of the financial institution's risk-weighted assets attributable to each of them. In the case of an insurance company, there shall be attributed to a permanent establishment not only premiums earned through the permanent establishment, but that portion of the insurance company's overall investment income from reserves and surplus that supports the risks assumed by the permanent establishment.

10. Qualifying retirement plans

For purposes of paragraph 15 of Article XVIII (Pensions and Annuities) of the Convention, it is understood that

(a) In the case of Canada, the term "qualifying retirement plan" shall include the following and any identical or substantially similar plan that is established pursuant to legislation introduced after the date of signature of the Protocol: registered pension plans under section 147.1 of the Income Tax Act, registered retirement savings plans under section 146 that are part of a group arrangement described in subsection 204.2(1.32), deferred profit sharing plans under section 147, and any registered retirement savings plan under section 146 or registered retirement income fund under section 146.3 that is funded exclusively by rollover contributions from one or more of the preceding plans; and

9. Article VII (Bénéfices des entreprises)

Il est entendu que les bénéfices des entreprises qui sont attribués à un établissement stable comprennent uniquement les bénéfices tirés des biens utilisés, des risques assumés et des activités exercées par l'établissement stable. Les principes des lignes directrices de l'OCDE sur les prix de transfert s'appliquent aux fins de la détermination des bénéfices attribuables à un établissement stable, compte tenu des circonstances économiques et juridiques différentes d'une entité unique. Par conséquent, les méthodes décrites dans ces lignes directrices en tant que méthodes satisfaisantes de détermination de l'absence de lien de dépendance peuvent être utilisées pour déterminer le revenu d'un établissement stable tant qu'elles sont appliquées conformément aux lignes directrices. Surtout, lors de la détermination du montant de bénéfices attribuables, l'établissement stable est réputé détenir le même montant de capital que celui dont il aurait besoin pour soutenir ses activités s'il s'agissait d'une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou similaires. En ce qui concerne les institutions financières autres que les sociétés d'assurances, un État contractant peut déterminer le montant du capital à attribuer à un établissement stable en répartissant le total des capitaux propres de l'institution entre ses divers bureaux en se fondant sur la proportion de l'actif pondéré en fonction des risques de l'institution financière attribuable à chacun de ces bureaux. Dans le cas d'une société d'assurances, sont attribuées à un établissement stable non seulement les primes recueillies par l'établissement stable mais aussi la part du revenu de placements global que la société d'assurances tire des réserves et de l'excédent à l'appui des risques assumés par l'établissement stable.

10. Régimes de retraite admissibles

Aux fins du paragraphe 15 de l'article XVIII (Pensions et rentes) de la Convention, il est entendu que :

a) En ce qui concerne le Canada, l'expression « régime de retraite admissible » englobe les régimes suivants ainsi que les régimes identiques ou essentiellement similaires établis conformément à la législation adoptée après la date de signature du Protocole : les régimes de pension agréées en vertu de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu, les régimes enregistrés d'épargne retraite en vertu de l'article 146 qui font partie d'un groupe décrit au paragraphe 204.2(1.32), les régimes de participation différée aux bénéfices en vertu de l'article 147, et tous les régimes enregistrés d'épargne retraite en vertu de l'article 146 ou les fonds enregistrés de revenu de retraite en vertu de l'article 146.3 dont la capitalisation provient uniquement du transfert des cotisations d'un ou de plusieurs des régimes cités précédemment.

In the case of the United States, the term "qualifying (b) retirement plan" shall include the following and any identical or substantially similar plan that is established pursuant to legislation introduced after the date of signature of the Protocol: qualified plans under section 401(a) of the Internal Revenue Code (including section 401(k) arrangements), individual retirement plans that are part of a simplified employee pension plan that satisfies section 408(k), section 408(p) simple retirement accounts, section 403(a) qualified annuity plans, section 403(b) plans, section 457(g) trusts providing benefits under section 457(b) plans, the Thrift Savings Fund (section 7701(j)), and any individual retirement account under section 408(a) that is funded exclusively by rollover contributions from one or more of the preceding plans.

11. Former long-term residents

The term "long-term resident" shall mean any individual who is a lawful permanent resident of the United States in eight or more taxable years during the preceding 15 taxable years. In determining whether the threshold in the preceding sentence is met, there shall not count any year in which the individual is treated as a resident of Canada under the Convention, or as a resident of any country other than the United States under the provisions of any other U.S. tax treaty, and, in either case, the individual does not waive the benefits of such treaty applicable to residents of the other country.

En ce qui concerne les États-Unis, l'expression « régime de b) retraite admissible » englobe les régimes suivants ainsi que les régimes identiques ou essentiellement similaires établis conformément aux lois adoptées après la date de signature du Protocole: les régimes admissibles en vertu du paragraphe 401a) du Internal Revenue Code (y compris les conventions prévues au paragraphe 401k)), les régimes de retraite particuliers qui font partie d'un régime simplifié de pension des employés qui satisfait aux exigences du paragraphe 408k), les comptes de retraite simples en vertu du paragraphe 408p), les régimes de rentes admissibles en vertu du paragraphe 403a), les régimes en vertu du paragraphe 403b), les fiducies en vertu du paragraphe 457g) qui fournissent des avantages en vertu de régimes visés par le paragraphe 457b), le Thrift Savings Fund (paragraphe 7701j)), et tout compte de retraite particulier en vertu du paragraphe 408a) dont la capitalisation provient uniquement du transfert des cotisations d'un ou de plusieurs des régimes cités précédemment.

11. Anciens résidents à long terme

L'expression « résident à long terme » désigne la personne physique qui est un résident permanent légal des États-Unis pendant au moins huit années imposables au cours des quinze années imposables précédentes. Pour déterminer s'il est satisfait au seuil indiqué dans la phrase précédente, les années à l'égard desquelles la personne physique est considérée comme un résident du Canada en application de la Convention ou comme un résident d'un pays autre que les États-Unis en vertu des dispositions d'autres conventions fiscales américaines ne comptent pas et, dans l'un ou l'autre cas, la personne physique ne renonce pas aux avantages de ces traités qui s'appliquent aux résidents de l'autre pays.

12. Special source rules relating to former citizens and long-term residents

For purposes of subparagraph 2 (b) of Article XXIX (Miscellaneous Rules) of the Convention, "income deemed under the domestic law of the United States to arise from such sources" shall consist of gains from the sale or exchange of stock of a U.S. company or debt obligations of a U.S. person, the United States, a State, or a political subdivision thereof, or the District of Columbia, gains from property (other than stock or debt obligations) located in the United States, and, in certain cases, income or gain derived from the sale of stock of a non-U.S. company or a disposition of property contributed to such non-U.S. company where such company would be a controlled foreign corporation with respect to the person if such person had continued to be a U.S. person. In addition, an individual who exchanges property that gives rise or would give rise to U.S.-source income for property that gives rise to foreign-source income shall be treated as if he or she had sold the property that would give rise to U.S. source income for its fair market value, and any consequent gain shall be deemed to be income from sources within the United States.

13. Exchange of Information

It is understood that the standards and practices described in Article XXVII (Exchange of Information) of the Convention are to be in no respect less effective than those described in the Model Agreement on Exchange of Information on Tax Matters developed by the OECD Global Forum Working Group on Effective Exchange of Information.

14. Limitation on Benefits

The United States and Canada are part of the same regional free trade area and, as a result, the Convention reflects the fact that publicly traded companies resident in one country may be traded on a stock exchange of the other country. Nevertheless, the Contracting States agree that in making future amendments to the Convention, they shall consult on possible modifications to subparagraph 2(c) of Article XXIX A (Limitation on Benefits) of the Convention (including, modifications necessary to discourage corporate inversion transactions).

12. Règles spéciales relatives à la provenance applicables aux anciens citoyens et résidents à long terme

Aux fins de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article XXIX (Dispositions diverses) de la Convention, le « revenu réputé, selon le droit interne des États-Unis, provenir de ces sources » comprend les gains de la vente ou de l'échange d'actions d'une société américaine ou de titres de créance d'une personne américaine, des États-Unis, d'un État ou de l'une de ses subdivisions politiques, ou du District de Columbia, les gains tirés de biens (autres que des actions ou des titres de créances) situés aux États-Unis et, dans certains cas, le revenu ou le gain tiré de la vente d'actions d'une société non américaine ou de la disposition de biens contribués à une telle société non américaine si cette dernière représente une société étrangère contrôlée par rapport à la personne si celle-ci était demeurée une personne américaine. De plus, la personne qui échange un bien qui donne ou donnerait lieu à un revenu de provenance américaine contre un bien donnant lieu à un revenu de provenance étrangère est réputée avoir conclu une vente de biens qui donne lieu à un revenu de provenance américaine à sa juste valeur marchande, et tout gain éventuel est réputé être un revenu provenant de sources aux États-Unis.

13. Échange de renseignements

Il est entendu que les normes et les pratiques décrites à l'article XXVII (Échange de renseignements) de la Convention ne seront en aucun cas moins efficaces que celles décrites dans le Modèle de convention sur l'échange de renseignements en matière fiscale mis au point par le Groupe de travail sur l'échange efficace de renseignements du Forum mondial de l'OCDE.

14. Restrictions apportées aux avantages

Les États-Unis et le Canada font partie de la même zone de libre-échange régionale et, par conséquent, la Convention tient compte de la possibilité que les actions ou les parts d'une société qui est un résident d'un pays soit l'objet de transactions dans une bourse de l'autre pays. Nonobstant ce qui précède, les États contractants conviennent de se consulter sur l'éventuelle modification de l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'Article XXIX A (Restrictions apportées aux avantages) (en y apportant, notamment, les modifications nécessaires pour prévenir les reconstitutions en personne morale étrangère (corporate inversion transactions)) lorsqu'ils modifieront la Convention à l'avenir.

If the above proposal is acceptable to your Government, I further propose that this Note, which is authentic in English and in French, and your reply Note reflecting such acceptance shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of entry into force of the Protocol and shall be annexed to the Convention as Annex B thereto and shall therefore be an integral part of the Convention.

Please accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

I am pleased to inform you that the Government of the United States of America accepts the proposal set forth in your Note. The Government of the United States of America further agrees that your Note, which is authentic in English and in French, together with this reply, shall constitute an Agreement between the United States of America and Canada, which shall enter into force on the date of entry into force of the Protocol amending the Convention between the United States of America and Canada with Respect to Taxes on Income and on Capital done at Washington on 26 September 1980, as amended by the Protocols done on 14 June 1983, 28 March 1984, 17 March 1995, and 29 July 1997 (the "Convention"), and shall be annexed to the Convention as Annex B thereto, and shall therefore be an integral part of the Convention.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Embassy of the United States of America Ottawa, September 21, 2007

Terry Breese

Si la proposition qui précède est jugée acceptable pour votre gouvernement, je propose que la présente note, laquelle est authentique en anglais et en français, et votre note d'acceptation constituent un accord entre nos deux gouvernements, lequel entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole et est annexé en tant qu'Annexe B à la Convention et fait ainsi partie intégrale de la Convention.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Je suis heureux de vous informer que le gouvernement des États-Unis d'Amérique accepte la proposition présentée dans votre Note. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique accepte, de plus, que votre Note, laquelle fait également foi en anglais et en français, ainsi que la présente réponse, constituent un accord entre les États-Unis d'Amérique et le Canada qui entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Protocole modifiant la Convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Washington le 26 septembre 1980 et modifiée par les Protocoles faits le 14 juin 1983, le 28 mars 1984, le 17 mars 1995 et le 29 juillet 1997 (la « Convention »), et est annexé à la Convention en tant qu'Annexe B et fait ainsi donc partie intégrale de celle-ci.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

Ambassade des États-Unis d'Amérique Ottawa, le 21 septembre 2007

Terry Breese

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 Fax: (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/13 978-0-660-65296-2 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa, Canada K1A 0S5

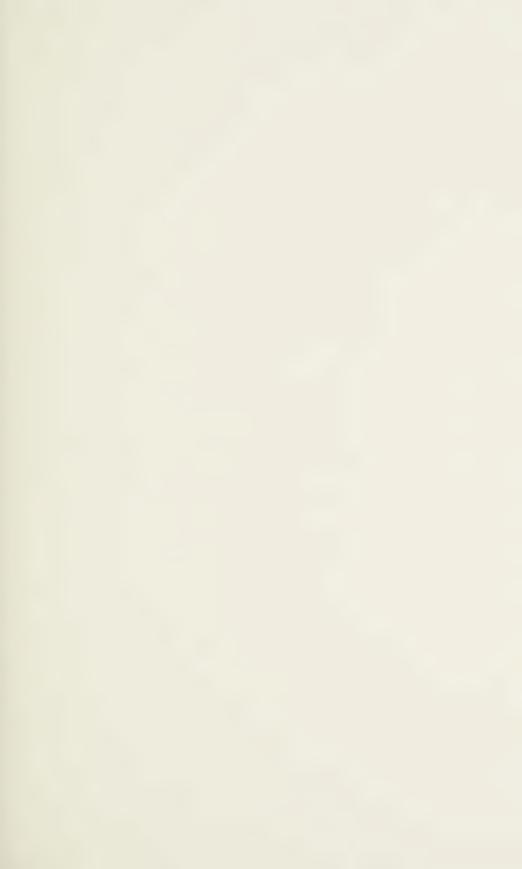
> Téléphone: (613) 941-5995 Télécopieur: (613) 954-5779

Commandes seulement: 1-800-635-7943 No de catalogue: FR4-2008/13

978-0-660-65296-2











CANADA

TREATY SERIES 2008/14 RECUEIL DES TRAITÉS

TRANSFER OF OFFENDERS

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic on the Transfer of Offenders

Buenos Aires, 3 July 2003

In Force 11 August 2008

TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République argentine sur le transfèrement des condamnés

Buenos Aires, le 3 juillet 2003

En vigueur le 11 août 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/14 RECUEIL DES TRAITÉS

TRANSFER OF OFFENDERS

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic on the Transfer of Offenders

Buenos Aires, 3 July 2003

In Force 11 August 2008



TRANSFÈREMENT DES DÉLINQUANTS

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République argentine sur le transfèrement des condamnés

Buenos Aires, le 3 juillet 2003

En vigueur le 11 août 2008

TREATY

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF CANADA

AND

THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC ON THE TRANSFER OF OFFENDERS

THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF CANADA, hereinafter referred to as "the Parties";

WISHING to promote mutual cooperation in the field of criminal justice;

PERSUADED that the essential object of sentences is the social reintegration of convicted persons;

CONSIDERING that to achieve such object it would be advantageous to give foreign national offenders, who were deprived of their freedom for having committed a crime, the possibility of serving the sentence in the country of their nationality.

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

General principles

- 1. Sentences or security measures imposed in the Argentine Republic on Canadian citizens may be served in Canada in penal institutions or under the supervision of Canadian authorities in accordance with the provisions of this Treaty.
- 2. Sentences or security measures imposed in Canada on nationals of the Argentine Republic may be served in the Argentine Republic in penal institutions or under the supervision of authorities of the Argentine Republic in accordance with the provisions of this Treaty.
- 3. A person's status as national of the Receiving State shall be taken into account at the moment the transfer is requested.

TRAITÉ

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE SUR LE TRANSFÈREMENT DES CONDAMNÉS

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA, ci-après dénommés «les Parties»;

DÉSIRANT promouvoir la collaboration mutuelle dans le domaine de la justice pénale;

PERSUADÉS que l'objectif essentiel des peines est la réinsertion sociale des condamnés;

CONSIDÉRANT que, dans le but d'atteindre cet objectif, il serait avantageux d'offrir aux condamnés de nationalité étrangère, privés de leur liberté pour avoir commis une infraction criminelle, la possibilité de purger leur peine dans le pays dont ils ont la nationalité.

SONT CONVENU de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Principes généraux

- 1. Les peines et les mesures de sûreté appliquées en République argentine à des citoyens canadiens peuvent être subies au Canada dans des établissements carcéraux ou sous la surveillance des autorités canadiennes conformément aux dispositions du présent traité.
- 2. Les peines et les mesures de sûreté appliquées au Canada aux nationaux de la République argentine peuvent être subies en République argentine dans des établissements carcéraux ou sous la surveillance des autorités de la République argentine conformément aux dispositions du présent traité.
- 3. Le statut de national de l'État d'accueil est pris en considération au moment où la demande de transfèrement est faite.

ARTICLE II

Definition

For the purposes of this Treaty:

- a) "Sentencing State" means the Party convicting the offender and from which the offender shall be transferred;
- b) "Receiving State" means the Party to which the offender shall be transferred; and
- c) "offender" means a person who, in the territory of either Party, has been sentenced to imprisonment, a term of conditional release or any other form of community supervision.

ARTICLE III

Requirements for transfer

To act in accordance with the Treaty, the following requirements shall be met:

- a) That the conduct for which the offender was sentenced is one which is punishable as a crime in the Receiving State. For this purpose, no account shall be taken of differences in terminology or those that have no bearing on the nature of the offence;
- b) That the offender is a citizen or national of the Receiving state, as the case may be;
- c) That the person has not been convicted of a strictly military offence;
- d) That at least six months of the sentence remain to be served at the time of the application;
- e) That the sentence is final, in other words, that no proceeding by way of appeal or by extraordinary review procedure of the conviction or sentence is pending in the Sentencing State and that the prescribed time for appeal has expired;
- f) That the offender has consented to the transfer; and
- g) That the Sentencing and Receiving States agree to the transfer.

ARTICLE II

Définitions

Aux fins du présent traité, il faut entendre par:

- a) « État de condamnation » : la Partie qui a reconnu la culpabilité du condamné et à partir de laquelle le condamné est transféré;
- b) « État d'accueil» : la Partie à laquelle le condamné est transféré;
- c) « Condamné » : une personne qui, sur le territoire de l'une des Parties, ou de l'autre, a été condamnée à l'emprisonnement, à une période de libération conditionnelle ou à toute autre forme de surveillance communautaire.

ARTICLE III

Condition du transfèrement

L'application du présent traité est sujette aux conditions suivantes:

- Le comportement reproché au condamné doit être punissable en tant qu'infraction criminelle dans l'État d'accueil. À cette fin, les divergences d'ordre terminologique ou qui n'ont aucune incidence sur la nature de l'infraction ne sont pas prises en considération;
- b) Le condamné doit tre un citoyen ou un national de l'État d'accueil, selon le cas;
- c) La personne n'a pas été reconnue coupable d'une infraction purement militaire;
- Au moment de la demande, il doit rester au condamné au moins six mois de peine à purger;
- e) La condamnation doit être définitive. En d'autres termes, aucun appel ni aucun contrôle judiciaire extraordinaire de la déclaration de culpabilité ou de la condamnation n'est en instance dans l'État de condamnation, et le délai imparti pour interjeter appel est écoulé;
- f) Le condamné consent au transfèrement;
- g) L'État de condamnation et l'État d'accueil acceptent le transfèrement.

ARTICLE IV

Authority

- 1. The Parties shall communicate through diplomatic channels or other channels agreed to by the Parties with the authority responsible for performing the functions envisaged in this Treaty.
- 2. For the purposes of paragraph 1 of this article, the designated authority shall be in relation to the Argentine Republic, the Ministry of Justice, Security and Human Rights; in relation to Canada, the Solicitor General of Canada.

ARTICLE V

Information and consent

- 1. The competent authorities of the Sentencing State shall inform all offenders who are nationals of the other Party about the substance of this agreement.
- 2. The consent of the offender to be transferred shall be stated in writing.
- 3. The formalities for the expression of consent shall be governed by the law of the Sentencing State.

ARTICLE VI

Requests and replies

- 1. The offender may present his or her request for transfer to the Sentencing State or the Receiving State.
- 2. The request for transfer may be made by the Sentencing State or the Receiving State.
- 3. Requests and replies shall be made in writing and communicated without delay to the Parties referred to in Article IV through the channel described in that referred article.
- 4. The Receiving State and the Sentencing State shall retain absolute discretion to approve or refuse the transfer.

ARTICLE IV

Authorités

- 1. Les Parties communiquent avec l'autorité chargée d'assurer les fonctions prévues dans le présent traité par la voie diplomatique ou par les autres voies dont elles sont convenues.
- 2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, l'autorité désignée est, dans le cas de la République argentine, le ministère de la Justice, de la Sécurité et des Droits de l'homme et, dans le cas du Canada, le Solliciteur général du Canada.

ARTICLE V

Information et consentement

- 1. Les autorités compétentes de l'État de condamnation informent tous les nationaux de l'autre Partie condamnés de la teneur du présent traité.
- 2. Le consentement du condamné au transfèrement est consigné par écrit.
- 3. Les formalités relatives à l'expression du consentement sont régies par la loi de l'État de condamnation.

ARTICLE VI

Demandes et réponses

- 1. Le condamné peut présenter sa demande de transfèrement à l'État de condamnation ou à l'État d'accueil.
- 2. Le transfèrement peut être demandé par l'État de condamnation ou l'État d'accueil.
- 3. Les demandes et les réponses sont faites par écrit et communiquées sans délai aux Parties dont il est question à l'article IV, par la voie indiquée dans cet article.
- 4. L'État d'accueil et l'État de condamnation conservent le pouvoir discrétionnaire absolu d'accepter ou de refuser la demande de transfèrement.

- 5. In making their decision, each Party shall consider all factors that may contribute to the offender's social reintegration.
- 6. An offender shall be informed, in writing, of any action and decision taken by either state on the request.

ARTICLE VII

Consent and its verification

Before the transfer, the Sentencing State shall afford an opportunity to the Receiving State, if it so desires, to verify through an officer designated by the Receiving State, that the offender's consent to the transfer has been given voluntarily and with full knowledge of the legal consequences thereof.

ARTICLE VIII

Obligation to furnish information

- 1. The Sentencing State shall furnish to the Receiving State a certified copy of the judgement convicting the offender, a statement of facts upon which the sentence was based, a copy of the laws applied, information on the nature, duration and date of commencement of the sentence and a statement indicating how much of the sentence has already been served, including any pre-trial detention and remission of sentence.
- 2. The Sentencing State shall provide, whenever appropriate, any medical or social reports on the offender, information about his or her treatment in the Sentencing state and any recommendations for further treatment.
- 3. The Receiving State may request any additional information regarding the offender to enable it to carry out the provisions of this Treaty.
- 4. The above information shall be translated into an official language of the Receiving state and duly authenticated.

- 5. Avant de prendre une décision, les Parties tiennent chacune compte de tous les facteurs susceptibles de contribuer à la réinsertion sociale du condamné.
- 6. Le condamné est informé par écrit de toute mesure ou décision prise par l'un des États, ou par l'autre, relativement à la demande.

ARTICLE VII

Consentement et sa vérification

Avant le transfèrement, l'État de condamnation donne à l'État d'accueil la possibilité de s'assurer s'il le veut, par l'entremise du représentant de son choix, que le consentement du condamné a été donné librement et en pleine connaissance des conséquences juridiques du transfèrement.

ARTICLE VIII

Obligation de communiquer des renseignements

- 1. L'État de condamnation remet à l'État d'accueil une copie certifiée du jugement reconnaissant la culpabilité du condamné, un exposé des faits qui motivent la peine infligée, une copie des lois en cause, des renseignements sur la nature et la durée de cette peine, sur le début de son exécution, éventuellement sur la portion déjà purgée, y compris toute période de détention avant procès et toute remise de peine.
- 2. S'il y a lieu, l'État de condamnation fournit les rapports médicaux ou sociaux qui concernent le condamné, l'information sur tout traitement suivi dans l'État de condamnation et des recommandations quant à tout traitement ultérieur.
- 3. L'État d'accueil peut demander des renseignements supplémentaires sur le condamné aux fins de la mise en oeuvre du présent traité.
- 4. L'information qui précède est traduite dans une langue officielle de l'État d'accueil et dûment authentifié.

ARTICLE IX

Procedure for transfer

- 1. The transfer of the offender shall occur at a place agreed to by both Parties.
- 2. The Receiving State shall be responsible for the custody and transport of the offender to the prison, penitentiary, or place where the sentence shall be completed.
- 3. The Receiving State shall be responsible for expenses incurred by it in the transfer of the offender from the time when the offender passes into its custody until the completion of the sentence.

ARTICLE X

Procedures for execution of sentence

- 1. The Receiving State shall be bound by the legal nature and duration of the sentence as determined by the Sentencing State.
- 2. If, however, the sentence is incompatible with the laws of the Receiving State, that State may adapt the sentence to one which is prescribed by its own law for a similar offence. The sentence shall not aggravate, by its nature or duration, the sanctions imposed in the Sentencing State or exceed the prescribed maximum in the Receiving State.
- 3. Except as otherwise provided in this Treaty, the completion of the transferred offender's sentence shall be in accordance with the laws and procedures of the Receiving State. However, the Sentencing State shall retain the right to pardon or grant amnesty to the offender or commute his or her sentence, and the Receiving State shall take appropriate action upon receiving notification of such pardon, amnesty or commutation of sentence.
- 4. On receipt of a written request from the Sentencing State, the Receiving State shall provide information regarding the administration of the sentence.
- 5. An offender transferred under this Treaty may not again be detained, tried or sentenced in the Receiving State for the same offence upon which the sentence to be executed is based.

ARTICLE IX

Transfèrement

- 1. Le transfèrement du condamné est opéré au lieu dont conviennent les deux Parties.
- 2. L'État d'accueil est responsable de la garde du condamné et de son transport à l'établissement carcéral ou au lieu où il doit purger sa peine.
- 3. L'État d'accueil supporte les frais qu'il lui faut engager pour le transfèrement du condamné à compter du moment où la garde de ce dernier lui est confiée, jusqu'à celui où la peine est purgée en totalité.

ARTICLE X

Exécution de la peine

- 1. L'État d'accueil est lié par la nature juridique et la durée de la peine déterminées par l'État de condamnation.
- 2. Cependant, lorsque la peine est incompatible avec sa législation, l'État d'accueil peut la modifier de façon qu'elle corresponde à la peine qui serait infligée en vertu de sa loi pour une infraction équivalente. Cette modification ne doit toutefois pas avoir pour effet d'aggraver la sévérité ou la durée de la peine prononcée dans l'État de condamnation ni de dépasser la peine maximale prévue dans l'État d'accueil.
- 3. Sauf disposition contraire du présent traité, la peine du condamné transféré est purgée conformément à la loi et aux modalités applicables dans l'État d'accueil. Toutefois, l'État de condamnation peut accorder au condamné un pardon ou une amnistie, ou encore commuer sa peine, auquel cas l'État d'accueil, dès qu'il en est informé, prend les mesures appropriées.
- 4. Sur réception d'une demande écrite en ce sens de l'État de condamnation, l'État d'accueil le renseigne au sujet de l'administration de la peine.
- 5. Le condamné transféré en vertu du présent traité ne peut être ni détenu, ni jugé ni condamné à nouveau dans l'État d'accueil pour l'infraction qui est à l'origine de la peine devant être exécutée.

ARTICLE XI

Young offenders

This Treaty may be extended to persons subject to supervision or other measures under the laws of one of the Parties relating to youthful offenders. The Parties shall, in accordance with their laws, agree on the type of treatment to be accorded to such individuals upon transfer. Consent for the transfer shall be obtained from the person legally authorized to consent on behalf of the young person.

ARTICLE XII

Adaptation to domestic law

In order to carrying out the purposes of this Treaty, each Party shall take whatever legislative measures are necessary and shall establish adequate administrative procedures so that the sentences imposed shall have legal effect within their respective territories.

ARTICLE XI

Jeunes contrevenants

Le présent traité s'applique également aux personnes qui font l'objet d'une surveillance ou d'une autre mesure en application des lois relatives aux jeunes contrevenants de l'une des Parties. Conformément à leur loi, au moment de procéder au transfèrement, les Parties s'entendent sur le type de traitement qui sera réservé au jeune contrevenant. Le consentement au transfèrement est obtenu au préalable de la personne juridiquement autorisée à le donner au nom du jeune contrevenant.

ARTICLE XII

Adaptation du droit interne

Aux fins de réaliser les objectifs du présent traité, chaque Partie prend les mesures législatives nécessaires et établit les modalités administratives appropriées pour que les peines infligées aient un effet juridique sur leur territoire respectif.

ARTICLE XIII

Final provisions

- 1. This Treaty shall apply to the service of sentences pronounced before or after its entry into force.
- 2. This treaty shall be subject to ratification and shall enter into force on the date on which the respective instruments of ratification are exchanged. It shall remain in force indefinitely. Either Party may notify the other, in writing, at any time of its intention to terminate this Treaty and it shall cease to be in force 180 days after the date of notification.

IN WITNESS whereof, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed this Treaty.

DONE at Buenos Aires, on 3rd of July 2003, in two original versions in English, French and Spanish, each version being equally authentic.

Thomas A. MacDonald

Rafael Bielsa

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

FOR THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC

ARTICLE XIII

Dispositions finales

- 1. Le présent traité s'applique à l'exécution des peines prononcées avant ou après son entrée en vigueur.
- 2. Le présent traité est sujet à ratification et entre en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification respectifs. Il le demeure indéfiniment. L'une des parties contractantes peut le dénoncer à tout moment, en informant l'autre partie par écrit de son intention de le faire; la dénonciation prend effet 180 jours après la date de sa notification.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisé par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent traité.

FAIT à Buenos Aires, le 3e jour de juillet 2003, en deux versions originales, en français, en anglais et en espagnol, chaque version faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Thomas A. MacDonald

Rafael Bielsa

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 Fax: (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/14 978-0-660-65297-9 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa, Canada K1A 085

Ollawa, Callada KIA 053

Téléphone : (613) 941-5995 Télécopieur : (613) 954-5779 Commandes seulement : 1-800-635-7943 No de catalogue : FR4-2008/14

978-0-660-65297-9









CANADA

TREATY SERIES 2008/15 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile to amend the Free Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile

Hanoi, 15 November 2006

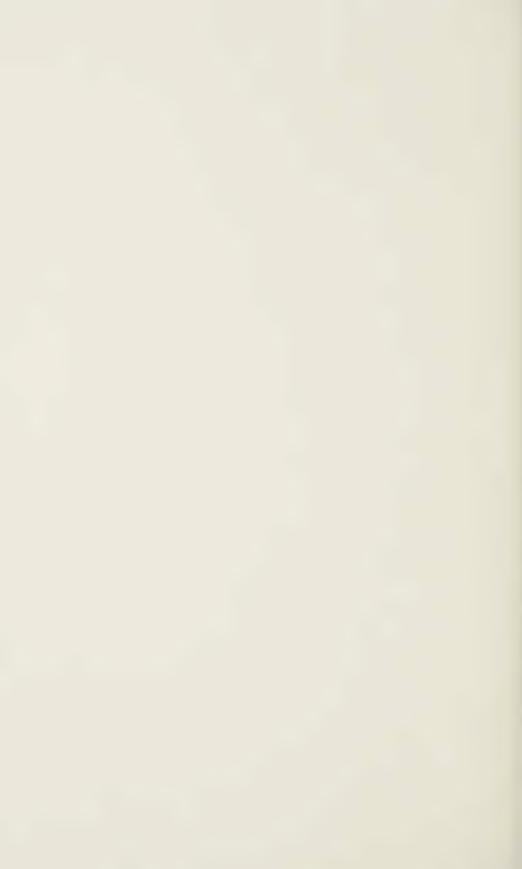
In Force 5 September 2008

COMMERCE

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili modifiant l'Accord de libre-échange entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili

Hanoï, le 15 novembre 2006

En vigueur le 5 septembre 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/15 RECUEIL DES TRAITÉS

COMMERCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile to amend the Free Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile

Hanoi, 15 November 2006

In Force 5 September 2008



COMMERCE

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili modifiant l'Accord de libre-échange entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili

Hanoï, le 15 novembre 2006

En vigueur le 5 septembre 2008

AGREEMENT

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF CANADA

AND

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE TO AMEND THE FREE TRADE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE

THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE (hereinafter jointly referred to as "the Parties"), being parties to the Free Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile, done at Santiago on the 5th day of December, 1996, as amended ("the CCFTA"),

WHEREAS THE PARTIES have agreed to negotiate a chapter on Government Procurement,

DESIROUS of amending the CCFTA under Article P-02 by adding a new chapter on Government Procurement and therefore becoming an integral part of the CCFTA,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI
MODIFIANT L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE
GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU CHILI

LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI (ci-après désignés conjointement « les Parties »), étant parties à l'Accord de libre-échange entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili, fait à Santiago le 5 décembre 1996, tel que modifié (« ALECC »),

ATTENDU QUE LES PARTIES ont convenu de négocier un chapitre sur les marchés publics,

DÉSIREUSES de modifier l'ALECC en vertu de l'Article P-02 y ajoutant un nouveau chapitre sur les marchés publics qui, par conséquent, devient une partie intégrante de l'ALECC,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I

The CCFTA shall be amended by adding the Government Procurement Chapter, set forth in the Appendix to this Agreement, to be incorporated into the CCFTA under PART THREEbis: Government Procurement, Chapter Kbis: Government Procurement.

ARTICLE II

This Agreement, including the Appendix, shall together constitute an agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile, which shall enter into force on the date of the last note of an Exchange of Notes in which the Parties notify each other of the completion of their internal procedures necessary for the entry into force of this Agreement. Upon entry into force, the Appendix shall constitute an integral part of the CCFTA.

ARTICLE III

Annex N-01.2 of the CCFTA shall be amended to include the Committee on Government Procurement, as established under Article Kbis-18, as number 5, in the list of Committees and Working Groups.

ARTICLE IV

This Agreement may be amended by the mutual consent of the Parties. These amendments shall be made in accordance with the internal legal procedures of each of the Parties. Any amendments of the Appendix to this Agreement, incorporated into the CCFTA as PART THREE*bis*: Government Procurement, Chapter K*bis*: Government Procurement, shall be amended in accordance with the provisions of Article P-02 of the CCFTA.

ARTICLE V

In the event of a difference arising from the interpretation or application of this Agreement, the Parties will use their best efforts to resolve the matter amicably through negotiations. Any disputes regarding the interpretation or application of the Appendix, incorporated into the CCFTA as PART THREE*bis*: Government Procurement, Chapter K*bis*: Government Procurement, shall be resolved in accordance with the dispute settlement procedures under Chapter N of the CCFTA.

ARTICLE PREMIER

L'ALECC est modifié par l'ajout du Chapitre sur les marchés publics, tel que formulé dans l'Annexe au présent accord, et sera inséré dans l'ALECC à la PARTIE IIIbis: Marchés publics, Chapitre Kbis: Marchés publics.

ARTICLE II

Le présent accord, y compris son annexe, constitue un accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili, qui entre en vigueur à la date de la dernière note d'un échange de notes dans lequel les Parties s'avisent mutuellement de l'accomplissement de leurs procédures internes nécessaires à l'entrée en vigueur du présent accord. Suite à l'entrée en vigueur, l'Annexe fait partie intégrante de l'ALECC.

ARTICLE III

L'Annexe N-01.2 de l'ALECC est modifiée de manière à inclure le Comité des marchés publics, tel qu'il est établi à l'article K*bis*-18, comme numéro 5, dans la liste des comités et groupe de travail.

ARTICLE IV

Le présent accord peut être modifié avec le consentement mutuel des Parties. Les modifications sont apportées conformément aux procédures juridiques internes de chacune des Parties. Tout amendement apporté à l'Annexe au présent accord, incorporée à l'ALECC en tant que PARTIE IIIbis: Marchés publics, Chapitre Kbis: Marchés publics, est effectué conformément aux dispositions de l'Article P-02 de l'ALECC.

ARTICLE V

Dans le cas d'une divergence d'opinions inhérente à l'interprétation ou à l'application du présent accord, les Parties s'efforceront de résoudre le problème à l'amiable au moyen de négociations. Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de l'Annexe, incorporée à l'ALECC en tant que PARTIE IIIbis: Marchés publics, Chapitre Kbis: Marchés publics, est réglé conformément aux procédures de règlement des différends énoncés au Chapitre N de l'ALECC.

ARTICLE VI

This Agreement shall remain in force unless terminated by either Party on six months' notice to the other Party. The Appendix, incorporated in the CCFTA as PART THREEbis: Government Procurement, Chapter Kbis: Government Procurement, shall remain in force unless terminated in accordance with Article P-05 of the CCFTA.

ARTICLE VII

The English, French and Spanish texts of this Agreement, including the Appendix, are equally authentic.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Hanoi this 15th day of November, 2006.

David Emerson

Alejandro Foxley

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE

ARTICLE VI

Le présent accord demeure en vigueur à moins que l'une des Parties ne le dénonce en donnant un préavis de six mois à l'autre Partie. L'Annexe, incorporée dans l'ALECC en tant que PARTIE III*bis*: Marchés publics, Chapitre K*bis*: Marchés publics, demeure en vigueur à moins qu'elle ne soit dénoncée conformément à l'Article P-05 de l'ALECC.

ARTICLE VII

Les versions française, anglaise et espagnole du présent accord, y compris l'Annexe, font également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à Hanoï, le 15e jour de novembre 2006.

David Emerson

Alejandro Foxley

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

PART THREEbis GOVERNMENT PROCUREMENT

Chapter Kbis

Government Procurement

ARTICLE Kbis-01

Scope and Coverage

- 1. This Chapter applies to any measure adopted or maintained by a Party relating to procurement by an entity listed in Annex Kbis-01:
 - (a) by any contractual means, including purchase and rental or lease, with or without an option to buy; and
 - (b) subject to the terms of Annex Kbis-01.
- 2. This Chapter does not apply to:
 - (a) non-contractual agreements or any form of assistance provided by a Party or a state enterprise, including grants, loans, equity infusions, fiscal incentives, subsidies, guarantees, cooperative agreements, government provision of goods and services to persons or to a regional or local level of government, and purchases for the direct purpose of providing foreign assistance;
 - (b) purchases funded by international grants, loans, or other assistance, where the provision of such assistance is subject to conditions inconsistent with the provisions of this Chapter;
 - (c) hiring of government employees and related employment measures;
 - (d) acquisition of fiscal agency or depository services, liquidation and management services for regulated financial institutions, and sale and distribution services for government debt; and
 - (e) procurements made by an entity or state enterprise from another entity or state enterprise of that Party.

PARTIE III*bis* MARCHÉS PUBLICS

Chapitre Kbis

Marchés publics

ARTICLE Kbis-01

Portée et champ d'application

- Le présent chapitre s'applique aux mesures adoptées ou maintenues par une Partie relativement aux marchés passés par une entité figurant à l'annexe Kbis-01:
 - a) par tout moyen contractuel, notamment l'achat, la location ou le bail, avec ou sans option d'achat;
 - b) sous réserve des conditions de l'annexe Khis-01.
- 2. Le présent chapitre ne s'applique pas :
 - a) aux ententes non contractuelles, à toute forme d'aide fournie par une Partie ou une entreprise d'État, notamment les subventions, les prêts, les participations au capital, les incitations fiscales, les subsides, les garanties, les accords de coopération et la fourniture publique de biens et de services à des personnes ou à une administration régionale ou locale, et aux achats effectués directement afin d'offrir une aide à l'étranger;
 - aux achats financés par des subventions, prêts ou autres formes d'aide internationale lorsque cette aide comporte des conditions incompatibles avec les dispositions du présent chapitre;
 - à l'embauche de fonctionnaires et aux mesures d'emploi y afférentes;
 - à l'acquisition de services d'agences financières ou de services aux dépositaires, de services de liquidation et de gestion pour les institutions financières réglementées et de services de vente et de distribution pour la dette publique;
 - aux marchés passés par une entité ou une entreprise d'état auprès d'une autre entité ou d'une autre entreprise d'état de cette Partie.

- 3. Where an entity awards a contract that is not covered by this Chapter, nothing in this Chapter shall be construed to cover any good or service component of that contract.
- 4. No entity may prepare, design, or otherwise structure or divide, in any stage of the procurement, any procurement in order to avoid the obligations of this Chapter.
- 5. In calculating the value of a contract for the purpose of ascertaining whether the procurement is covered by this Chapter, an entity shall include the maximum total estimated value of the procurement over its entire duration, taking into account all options, premiums, fees, commissions, interest and other revenue streams or other forms of remuneration provided for in such contracts.
- 6. Nothing in this Chapter shall prevent either Party from developing new procurement policies, procedures, or contractual means, provided they are not inconsistent with this Chapter.

General Principles

National Treatment and Non-Discrimination

- 1. With respect to any measure relating to procurement covered by this Chapter, each Party shall accord to the goods and services of the other Party, and to the suppliers of the other Party of such goods and services, treatment no less favourable than the most favourable treatment the Party accords to its own goods, services, and suppliers.
- 2. With respect to any measure relating to procurement covered by this Chapter, neither Party may:
 - (a) treat a locally established supplier less favourably than another locally established supplier on the basis of degree of foreign affiliation or ownership; or
 - (b) discriminate against a locally established supplier on the basis that the goods or services offered by that supplier for a particular procurement are goods or services of the other Party.

Measures Not Specific to Procurement

- 3. Lorsqu'un marché devant être adjugé par une entité n'est pas visé par le présent chapitre, celui-ci ne sera pas interprété comme visant les composantes produits ou services de ce marché.
- 4. Aucune des entités ne pourra préparer, élaborer ou autrement structurer ou diviser, à toute étape du marché, un projet d'achat dans le but de se soustraire aux obligations du présent chapitre.
- 5. Dans le calcul de la valeur d'un marché en vue de déterminer si celui-ci est ou non visé par le présent chapitre, une entité inclura la valeur estimative totale maximale du marché pendant toute sa durée et tiendra compte des options, primes, honoraires, commissions, intérêts et autres sources de revenus ou d'autres formes de rémunération prévues dans ces marchés.
- 6. Aucune disposition du présent chapitre ne saurait empêcher l'une ou l'autre des Parties d'élaborer de nouvelles politiques ou procédures de passation des marchés ou de nouveaux moyens contractuels, à condition qu'ils ne soient pas incompatibles avec le présent chapitre.

Principes généraux

Traitement national et non-discrimination

- 1. En ce qui concerne les mesures afférentes aux marchés visées par le présent chapitre, chacune des Parties accordera aux produits et services de l'autre Partie, et aux fournisseurs des produits et services de l'autre Partie, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres produits, services et fournisseurs.
- 2. En ce qui concerne les mesures afférentes aux marchés visées par le présent chapitre, aucune des Parties ne pourra :
 - soit traiter un fournisseur local moins favorablement qu'un autre fournisseur local, au motif que le premier aurait des liens avec une entreprise étrangère ou appartiendrait à des intérêts étrangers;
 - soit exercer de discrimination à l'encontre d'un fournisseur local, au motif que les produits ou les services qu'il propose pour un marché particulier sont des produits ou des services de l'autre Partie.

Mesures non spécifiques aux marchés

3. Paragraphs 1 and 2 do not apply to measures respecting customs duties or other charges of any kind imposed on or in connection with importation, the method of levying such duties and charges or other import regulations, including restrictions and formalities, or measures affecting trade in services other than measures specifically governing procurement covered by this Chapter.

Offsets

4. An entity shall not consider, seek, or impose offsets at any stage of a procurement.

ARTICLE Kbis-03

Publication of Procurement Measures

Consistent with Article L-02 (Publication), each Party shall promptly publish:

- (a) its measures of general application specifically governing procurement covered by this Chapter; and
- (b) any changes in such measures in the same manner as the original publication.

ARTICLE Kbis-04

Publication of Notice of Intended Procurement

- 1. For each procurement covered by this Chapter, an entity shall publish in advance a notice inviting interested suppliers to submit tenders for that procurement ("notice of intended procurement"). Each such notice shall be accessible during the entire period established for tendering for the relevant procurement.
- 2. Each notice of intended procurement shall include a description of the intended procurement, any conditions that suppliers must fulfill to participate in the procurement, the name of the entity issuing the notice, the address where suppliers may obtain all documents relating to the procurement, the time limits for submission of tenders, and the dates for delivery of the goods or services to be procured.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux mesures concernant les droits de douane ou autres frais de toute nature imposés relativement à l'importation, au mode de perception de ces droits et frais, aux autres règlements touchant l'importation, y compris toutes restrictions et formalités, ou aux mesures qui visent le commerce des services autres que les mesures régissant plus particulièrement le marché visé par le présent chapitre.

Compensations

4. Une entité ne saurait envisager, rechercher ou imposer des compensations et ce, à n'importe quelle étape d'un marché.

ARTICLE Kbis-03

Publication des mesures relatives aux marchés

Conformément à l'article L-02 (Publication), chacune des Parties s'engage à publier dans les moindres délais :

- ses mesures d'application générale qui régissent plus particulièrement les marchés visé par le présent chapitre; et
- b) tous les changements apportés à ces mesures de la même manière que la publication d'origine.

ARTICLE Khis-04

Publication de l'avis de projet de marché

- 1. Pour chaque marché visé par le présent chapitre, une entité publiera à l'avance un avis invitant les fournisseurs intéressés à déposer leurs soumissions pour ce marché (« avis de projet de marché »). Cet avis sera accessible pour toute la durée de la période de soumission dans le cadre du marché applicable.
- 2. Chaque avis de projet de marché contiendra la description du projet de marché, les conditions de participation auxquelles un fournisseur doit satisfaire pour participer au processus de marché, le nom de l'entité contractante, l'adresse à laquelle les fournisseurs peuvent obtenir tous les documents relatifs au marché, le délai fixé pour la présentation des soumissions et les dates de livraison des produits et services à fournir.

Time Limits for the Tendering Process

- 1. An entity shall prescribe time limits for the tendering process that allow sufficient time for suppliers to prepare and submit responsive tenders, taking into account the nature and complexity of the procurement. An entity shall provide no less than 30 days between the date on which it publishes the notice of intended procurement and the deadline for submitting tenders.
- 2. Notwithstanding paragraph 1, entities may establish a time limit of less than 30 days, but in no case less than 10 days, in the following circumstances:
 - (a) where the entity has published a notice containing the information specified in Article Kbis-04(2) at least 30 days and not more than 12 months in advance;
 - (b) in the case of the second or subsequent publications of notices for procurement of a recurring nature;
 - (c) where an entity procures commercial goods or services that are sold or offered for sale to, and customarily purchased and used by, non-governmental buyers for non-governmental purposes; or
 - (d) where an unforeseeable state of urgency duly substantiated by the entity renders impracticable the time limits specified in paragraph 1.

ARTICLE Kbis-06

Information on Intended Procurements

1. An entity shall provide interested suppliers tender documentation that includes all the information necessary to permit suppliers to prepare and submit responsive tenders. The documentation shall include all criteria that the entity will consider in awarding the contract, including all cost factors, technical requirements and the weights or, where appropriate, the relative values, that the entity will assign to these criteria in evaluating tenders.

Délais du processus d'appel d'offres

- 1. Une entité devra fixer, pour le processus d'appel d'offres, des délais suffisants pour permettre aux fournisseurs de préparer et de déposer leurs soumissions recevables, en tenant compte de la nature et de la complexité du marché. Une entité fera en sorte que le délai entre la date de publication de l'avis de projet de marché et la date limite du dépôt des soumissions ne soit pas inférieur à trente (30) jours.
- 2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une entité pourra fixer un délai de moins de trente (30) jours, mais en aucun cas inférieur à dix (10) jours, dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :
 - a) lorsque l'entité a publié un avis qui contient les renseignements prévus au paragraphe K*bis*-04(2), au moins trente (30) jours et au plus douze (12) mois à l'avance;
 - pour une deuxième publication ou pour les publications ultérieures portant sur des avis de marché de nature successive;
 - c) lorsqu'une entité achète des biens ou services commerciaux qui sont vendus ou mis en vente et, habituellement, achetés et utilisés par des acheteurs non gouvernementaux à des fins non gouvernementales;
 - d) lorsqu'un état d'urgence imprévisible et dûment justifié par l'entité fait qu'il est impraticable de respecter les délais prévus au paragraphe 1.

ARTICLE Kbis-06

Renseignements sur les projets de marché

1. L'entité remettra aux fournisseurs intéressés la documentation relative à l'appel d'offres contenant tous les renseignements nécessaires pour leur permettre de préparer et de présenter des soumissions valables. La documentation contiendra tous les critères d'adjudication que l'entité prendra en compte au moment d'adjuger le marché, notamment tous les éléments des coûts, les conditions de caractère technique et la pondération ou, le cas échéant, les valeurs relatives que l'entité attribuera à ces éléments lors de l'évaluation des soumissions.

- 2. Where an entity does not publish all the tender documentation by electronic means, the entity shall, on request of any supplier, promptly make the documentation available in written form to the supplier.
- 3. Where an entity, prior to the award of a contract, modifies the criteria referred to in paragraph 1, it shall transmit all such modifications in writing:
 - (a) to all suppliers that are participating in the procurement at the time the criteria are modified, if the identities of such suppliers are known, and in all other cases, in the same manner as the original information was transmitted; and
 - (b) in adequate time to allow such suppliers to modify and re-submit their tenders, as appropriate.

Technical Specifications

- 1. An entity shall not prepare, adopt, or apply any technical specification with the purpose or the effect of creating unnecessary obstacles to trade between the Parties.
- 2. Any technical specification prescribed by an entity shall be, where appropriate:
 - (a) specified in terms of performance requirements rather than design or descriptive characteristics; and
 - (b) based on international standards, where applicable, otherwise on national technical regulations, recognized national standards, or building codes.
- 3. An entity shall not prescribe technical specifications that require or refer to a particular trademark or trade name, patent, design or type, specific origin or producer or supplier unless there is no sufficiently precise or intelligible way of otherwise describing the procurement requirements and provided that, in such cases, words such as "or equivalent" are included in the tender documentation.

- 2. Lorsqu'une entité ne publie pas, par voie électronique, toute la documentation relative à l'appel d'offres, elle s'engage, à la demande de tout fournisseur, à mettre à la disposition de celui-ci la documentation écrite et ce, dans les moindres délais.
- 3. Lorsqu'une entité modifie, avant l'adjudication d'un marché, les éléments énoncés au paragraphe 1, elle communiquera par écrit toutes ces modifications :
 - à tous les fournisseurs participants au moment de la modification des éléments, si ces fournisseurs sont connus, et dans tous les autres cas, de la même manière qu'elle avait communiqué les renseignements d'origine; et
 - en temps opportun pour permettre à ces fournisseurs de modifier leurs offres initiales et de les soumettre de nouveau, selon le cas.

Spécifications techniques

- 1. Une entité ne saurait établir, adopter en appliquer des spécifications techniques qui ont pour but ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce entre les Parties.
- 2. Toute spécification technique prescrite par une entité devra être, s'il y a lieu:
 - définie en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt qu'en fonction de la conception ou de caractéristiques descriptives; et
 - fondée sur des normes internationales, le cas échéant, autrement sur des règlements techniques nationaux, des normes nationales reconnues ou des codes du bâtiment.
- 3. Une entité ne saurait prescrire des spécifications techniques qui exigent ou qui mentionnent des marques de fabrique ou de commerce, des brevets, des modèles ou des types particuliers, ni des origines, des producteurs ou des fournisseurs déterminés, à moins qu'il n'existe pas d'autre moyen suffisamment précis ou intelligible de décrire les conditions du marché et à condition que des termes tels que « ou l'équivalent » figurent dans la documentation relative à l'appel d'offres.

4. An entity shall not seek or accept, in a manner that would have the effect of precluding competition, advice that may be used in the preparation or adoption of any technical specification for a specific procurement from a person that may have a commercial interest in that procurement.

ARTICLE Kbis-08

Conditions for Participation

- 1. Where an entity requires suppliers to satisfy registration, qualification, or any other requirements or conditions for participation ("conditions for participation") in a separate process in order to participate in a procurement, the entity shall publish a notice inviting suppliers to apply for participation. The entity shall publish the notice sufficiently in advance to provide interested suppliers sufficient time to prepare and submit applications and for the entity to evaluate and make its determinations based on such applications.
- 2. Each entity shall:
 - (a) limit any conditions for participation in a procurement to those that are essential to ensure that the potential supplier has the legal, technical, and financial capacity to fulfill the requirements and technical specifications of the procurement;
 - (b) base qualification decisions solely on the conditions for participation that it has specified in advance in notices or tender documentation; and
 - (c) recognize as qualified all suppliers of the other Party that meet the requisite conditions for participation in a procurement covered by this Chapter.
- 3. Entities may establish publicly available lists of suppliers qualified to participate in procurements. Where an entity requires suppliers to qualify for such a list in order to participate in a procurement, and a supplier that has not yet qualified applies to be included on the list, the entity shall promptly start the qualification procedures for the supplier and shall allow the supplier to participate in the procurement, provided there is sufficient time to complete the procedures within the time period established for tendering.

4. Une entité ne saurait rechercher ou accepter, d'une manière qui aurait pour effet d'empêcher la concurrence, de conseils susceptibles d'être utilisés dans l'établissement ou l'adoption de spécifications techniques visant un marché donné, de la part d'une personne pouvant retirer des avantages commerciaux du marché.

ARTICLE Kbis-08

Conditions de participation

1. Lorsqu'une entité exige que les fournisseurs satisfassent à des conditions d'enregistrement, de qualification ou à toutes autres exigences ou conditions de participation (« conditions de participation ») dans un processus distinct pour participer à un marché, l'entité publiera un avis invitant les fournisseurs à présenter une demande de participation. L'entité devra publier l'avis assez longtemps à l'avance pour donner suffisamment de temps aux fournisseurs intéressés d'établir et de soumettre les demandes, et à l'entité de les évaluer et de prendre ses décisions sur la base de ses demandes.

2. Chacune des entités s'engage :

- à limiter les conditions de participation au marché à celles qui sont essentielles pour s'assurer que le fournisseur éventuel possède les capacités juridiques, techniques et financières nécessaires pour satisfaire aux exigences et aux spécifications techniques du marché;
- à fonder ses décisions sur la qualification uniquement sur les conditions de participation qu'elle aura précisées à l'avance dans les avis ou dans la documentation relative à l'appel d'offres;
- c) à reconnaître comme fournisseurs qualifiés tous les fournisseurs de l'autre Partie qui remplissent les conditions de participation nécessaires dans le cadre d'un marché visé par le présent chapitre.
- 3. Les entités peuvent établir des listes publiquement disponibles des fournisseurs qualifiés qui demandent à soumissionner pour un marché. Lorsqu'une entité exige que les fournisseurs se qualifient pour être inscrits sur cette liste en tant que condition de participation à un marché et qu'un fournisseur qui n'est pas encore qualifié demande à être inscrit sur la liste, l'entité engagera la procédure de qualification du fournisseur dans les meilleurs délais et permettra au fournisseur de participer au marché, à condition que les procédures puissent être accomplies en temps voulu durant la période fixée pour la soumission des offres.

- 4. No entity may impose the condition that, in order for a supplier to participate in a procurement, the supplier has previously been awarded one or more contracts by an entity of that Party or that the supplier has prior work experience in the territory of that Party. An entity shall judge a supplier's financial and technical capacities on the basis of its global business activities including both its activity in the territory of the Party of the supplier, and its activity, if any, in the territory of the Party of the entity.
- 5. An entity shall promptly communicate to any supplier that has applied for qualification its decision on whether that supplier is qualified. Where an entity rejects an application for qualification or ceases to recognize a supplier as qualified, that entity shall, on request of the supplier, promptly provide it a written explanation of the reasons for its decision.
- 6. Nothing in this Article shall preclude an entity from excluding a supplier from a procurement on grounds such as bankruptcy or false declarations.

Tendering Procedures

- 1. Entities may award contracts by means other than open tendering procedures, provided that the tendering procedure is not used to avoid competition or to protect domestic suppliers in the following circumstances, where applicable:
 - (a) in the absence of tenders in response to an open tendering procedure, or where tenders submitted have resulted from collusion under domestic law, or do not conform to the essential requirements in the tender documentation provided in a prior invitation to tender, including any conditions for participation, on condition that the requirements of the initial procurement are not substantially modified in the contract as awarded;
 - (b) where, for works of art, or for reasons connected with the protection of patents, copyrights or other exclusive rights, or proprietary information or where there is an absence of competition for technical reasons, the goods or services can be supplied only by a particular supplier and no reasonable alternative or substitute exists;

- 4. Aucune entité ne pourra subordonner l'adjudication d'un marché à la précédente obtention par le fournisseur d'un ou de plusieurs marchés d'une entité de ladite Partie, ou à la justification par celui-ci d'antécédents sur le territoire de cette Partie. La capacité financière et technique d'un fournisseur sera évaluée par l'entité à la fois en fonction des activités commerciales mondiales de ce fournisseur, y compris ses activités sur le territoire de la Partie du fournisseur, et en fonction de ses activités, le cas échéant, sur le territoire de la Partie dont relève l'entité.
- 5. Tout fournisseur ayant demandé à devenir fournisseur qualifié sera, dans les meilleurs délais, avisé par l'entité concernée de la décision prise à ce sujet. Toute entité qui rejette la demande de qualification d'un fournisseur ou qui cesse de reconnaître la qualification d'un fournisseur devra, sur demande et dans les meilleurs délais, fournir au fournisseur une explication écrite des motifs de sa décision.
- 6. Aucune disposition du présent article n'empêchera l'exclusion d'un fournisseur pour des motifs tels que la faillite ou de fausses déclarations.

Procédures de passation des marchés

- 1. L'adjudication des marchés par les entités pourra se faire autrement que par des procédures d'appel d'offres ouvertes, à condition que les procédures de passation des marchés ne soient pas utilisées dans le dessein d'empêcher la concurrence ou de protéger les fournisseurs nationaux et ce, dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, le cas échéant :
 - a) lorsqu'aucune soumission n'aura été déposée en réponse à des procédures d'appel d'offres ouvertes ou lorsque les soumissions déposées sont le résultat d'une collusion en vertu du droit national ou ne sont pas conformes aux conditions essentielles de l'appel d'offres prévues dans une précédente invitation à soumissionner, notamment les conditions de participation, pour autant que les conditions de l'appel d'offres initial ne soient pas substantiellement modifiées pour le marché qui sera adjugé;
 - b) lorsque, du fait qu'il s'agit de travaux d'art ou pour des raisons liées à la protection de brevets, de droits d'auteur ou d'autres droits exclusifs ou de renseignements de nature exclusive, ou en l'absence de concurrence pour des raisons techniques, les produits ou services ne pourront être fournis que par un fournisseur particulier et qu'il n'existera aucun produit ou service de rechange ou de remplacement raisonnablement satisfaisant;

- (c) for additional deliveries by the original supplier that are intended either as replacement parts, extensions, or continuing services for existing equipment, software, services or installations, where a change of supplier would compel the entity to procure goods or services not meeting requirements of interchangeability with existing equipment, software, services, or installations;
- (d) for goods purchased on a commodity market;
- (e) where an entity procures a prototype or a first good or service that is developed at its request in the course of, and for, a particular contract for research, experiment, study, or original development. When such contracts have been fulfilled, subsequent procurements of such goods or services shall be subject to Articles Kbis-2 through Kbis-8 and Article Kbis-17;
- (f) where additional construction services that were not included in the initial contract but that were within the objectives of the original tender documentation have, due to unforeseeable circumstances, become necessary to complete the construction services described therein. However, the total value of contracts awarded for additional construction services may not exceed 50 percent of the amount of the initial contract;
- (g) in so far as is strictly necessary where, for reasons of extreme urgency brought about by events unforeseeable by the entity, the goods or services could not be obtained in time by means of an open tendering procedure;
- (h) in the case of a contract awarded to a winner of a design contest provided that:
 - (i) the contest has been organized in a manner that is consistent with the principles of this Chapter; and

- c) lorsqu'il s'agira de livraisons additionnelles à assurer par le fournisseur initial et portant sur le remplacement de pièces, des ajouts ou la prestation de services continus à l'égard d'équipements, de logiciels, de services ou d'installations déjà livrés, ou visant à compléter ces équipements, logiciels, services ou installations, et qu'un changement de fournisseur obligerait l'entité à acheter des produits ou des services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec des équipements, des logiciels, des services ou des installations existants;
- d) lorsqu'il s'agira de produits achetés sur un marché de produits de base;
- e) lorsqu'une entité achètera un prototype ou un produit ou un service nouveau mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un marché particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce marché. Une fois que de tels marchés auront été exécutés, les achats ultérieurs de produits ou de services seront assujettis aux articles Kbis-2 à Kbis-8 et à l'article Kbis-17;
- f) lorsque des marchés de service de construction additionnels qui n'étaient pas inclus dans le marché initial mais qui correspondaient aux objectifs de la documentation relative à l'appel d'offres initial sont, à la suite de circonstances imprévisibles, devenus nécessaires pour achever la fourniture des services de construction décrits dans ledit marché. Toutefois, la valeur totale des marchés adjugés pour les services de construction additionnels ne pourra pas dépasser cinquante (50) pour cent du montant du marché initial;
- g) dans la mesure où cela sera strictement nécessaire lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements qui ne pouvaient être prévus par l'entité, les procédures ouvertes ne permettraient pas d'obtenir les produits ou les services en temps voulu;
- h) lorsqu'il s'agira d'un marché devant être adjugé au lauréat d'un concours de conception, à condition :
 - que le concours soit organisé d'une manière compatible avec les principes énoncés dans le présent chapitre; et

- (ii) the participants are judged by an independent jury with a view to a design contract being awarded to a winner;
- (i) where an entity needs to procure consulting services regarding matters of a confidential nature, the disclosure of which could reasonably be expected to compromise government confidences, cause economic disruption or similarly be contrary to the public interest; or
- (j) for purchases made under exceptionally advantageous conditions that only arise in the very short term, such as unusual disposals by enterprises that are not normally suppliers or disposal of assets of businesses in liquidation or receivership, but not routine purchases from regular suppliers.
- 2. An entity shall maintain a record or prepare a written report providing specific justification for any contract awarded by means other than open tendering procedures, as provided in paragraph 1.

Awarding of Contracts

- 1. An entity shall require that in order to be considered for award, a tender must be submitted in writing and must, at the time it is submitted:
 - (a) conform to the essential requirements of the tender documentation; and
 - (b) be submitted by a supplier that has satisfied the conditions for participation that the entity has provided to all participating suppliers.
- 2. Unless an entity determines that it is not in the public interest to award a contract, it shall award the contract to the supplier that the entity has determined to be fully capable of undertaking the contract and whose tender is determined to be the most advantageous in terms of the requirements and evaluation criteria set out in the tender documentation.

- que les participants soient jugés par un jury impartial en vue de l'adjudication du marché de conception au lauréat;
- lorsqu'une entité a besoin de services de consultation sur des questions de nature confidentielle dont on pourrait raisonnablement s'attendre que la divulgation compromette des informations confidentielles du gouvernement, cause des perturbations économiques ou soit d'une autre façon semblable contraire à l'intérêt public;
- j) lorsqu'il s'agira d'achats à des conditions exceptionnellement avantageuses valables pour de très courtes périodes, comme les aliénations inhabituelles effectuées par des entreprises qui ne sont pas ordinairement des fournisseurs ou la vente d'actifs d'entreprises en liquidation ou sous séquestre, mais à l'exclusion des achats courants effectués auprès de fournisseurs habituels.
- 2. Une entité tiendra un dossier ou rédigera un rapport écrit exprimant la justification particulière pour les marchés adjugés autrement que par des procédures d'appel d'offres ouvertes, comme il est prévu au paragraphe 1.

Adjudication des marchés

- 1. L'entité exigera que, pour être considérée en vue de l'adjudication, la soumission soit présentée par écrit et qu'au moment de sa présentation, elle réponde aux conditions suivantes :
 - âtre conforme aux conditions essentielles spécifiées dans la documentation relative à l'appel d'offres; et
 - avoir été présentée par un fournisseur qui remplisse les conditions de participation remises par l'entité à tous les fournisseurs participants.
- 2. Sauf si elle décide, pour des raisons d'intérêt public, de ne pas adjuger le marché, l'entité adjugera au fournisseur qui aura été reconnu pleinement capable d'exécuter le marché et dont la soumission sera celle qui aura été jugée la plus avantageuse selon les exigences et les critères d'évaluation spécifiés dans la documentation relative à l'appel d'offres.

Information on Awards

Information Provided to Suppliers

1. Subject to Article Kbis-15, an entity shall promptly inform suppliers participating in a tendering procedure of its contract award decision. On request, an entity shall provide a supplier whose tender was not selected for award the reasons for not selecting its tender and the relative advantages of the tender the entity selected.

Publication of Award Information

- 2. After awarding a contract covered by this Chapter, an entity shall promptly publish a notice that includes at least the following information about the award:
 - (a) the name of the entity;
 - (b) a description of the goods or services procured;
 - (c) the name of the winning supplier;
 - (d) the value of the contract award; and
 - (e) where the entity has not used open tendering procedures, an indication of the circumstances justifying the procedures used.

Maintenance of Records

3. An entity shall maintain records and reports relating to tendering procedures and contract awards covered by this Chapter, including the records and reports provided for in Article K*bis*-09(2), for a period of at least three years.

ARTICLE Kbis-12

Ensuring Integrity in Procurement Practices

Each Party shall ensure that criminal or administrative penalties exist to address corruption in its government procurement, and that the Party and its entities have in place policies and procedures to eliminate any potential conflict of interest on the part of those engaged in or having influence over a procurement.

Renseignements sur l'adjudication

Information communiquée aux fournisseurs

1. Sous réserve de l'article Kbis-15, une entité devra, dans les meilleurs délais, informer les fournisseurs participants de sa décision relative à l'adjudication du marché. L'entité devra, s'ils en font la demande, faire connaître aux fournisseurs dont la soumission n'a pas été retenue les raisons du rejet et les avantages relatifs de la soumission retenue.

Publication des renseignements sur l'adjudication

- 2. Après avoir adjugé un marché visé par le présent chapitre, une entité publiera, dans les moindres délais, un avis qui comprend au moins les renseignements suivants sur le marché :
 - a) le nom de l'entité;
 - b) une description des produits ou services à fournir;
 - c) le nom de l'adjudicataire;
 - d) la valeur du marché adjugé;
 - si l'entité n'a pas eu recours à une procédure d'appel d'offres ouverte, l'exposé des circonstances justifiant la procédure appliquée.

Tenue de dossiers

3. Une entité devra tenir des dossiers et des rapports relatifs aux procédures d'appel d'offres et aux adjudications de marchés visés par le présent chapitre, notamment les dossiers et les rapports prévus au paragraphe Kbis-09(2), pendant une période minimale de trois ans.

ARTICLE Khis-12

Intégrité des pratiques de passation de marchés

Chaque Partie doit s'assurer que des sanctions pénales ou administratives sont prévues pour contrer la corruption dans le cadre de ses marchés publics et qu'elle et ses entités disposent de politiques et de procédures visant à éliminer tout conflit d'intérêts éventuel de la part de ceux qui participent au marché ou qui ont une influence sur ce marché.

Domestic Review of Supplier Challenges

Consultations between the Procuring Entity and Supplier

1. Each Party shall ensure that its entities accord impartial and timely consideration to any complaints from suppliers regarding an alleged breach of measures implementing this Chapter arising in the context of a procurement in which they have, or have had, an interest. Where appropriate, a Party may encourage suppliers to seek clarification from its entities with a view to facilitating the resolution of any such complaints.

Independent Review Authorities

- 2. Each Party shall establish or designate at least one impartial administrative or judicial authority that is independent of its procuring entities to receive and review complaints of suppliers arising in the context of a procurement covered by this Chapter in which it has or has had an interest.
- 3. Each supplier shall be allowed a sufficient period of time to prepare and submit a challenge, which in no case shall be less than 10 days from the time when the basis of the complaint became known to the supplier or reasonably should have become known to the supplier.
- 4. Each Party shall provide that an authority it establishes or designates under paragraph 2 has authority to take interim measures, pending the resolution of a complaint, to preserve the supplier's opportunity to participate in the procurement. Such interim measures may result in suspension of the procurement process. However, procedures may provide that overriding adverse consequences for the interests concerned, including the public interest, may be taken into account when deciding whether such measures should be applied.
- 5. Notwithstanding other review procedures provided for or developed by each of the Parties, each Party shall ensure that any authority it establishes or designates under paragraph 2 shall have procedures which shall be in writing and made generally available. Such procedures shall be timely, effective, transparent and non-discriminatory and shall provide that:
 - (a) the procuring entity respond in writing to the complaint and disclose all relevant documents to the review body;

Examen national des contestations des fournisseurs

Collaboration entre l'entité acheteuse et le fournisseur

1. Chaque Partie fera en sorte que ses entités examinent de façon impartiale et en temps opportun toute plainte déposée par les fournisseurs en ce qui concerne une violation alléguée des mesures d'application du présent chapitre, dans le cadre d'un marché dans lequel un de ceux-ci a, ou a eu, un intérêt. Le cas échéant, une Partie pourra encourager les fournisseurs à tenter d'obtenir, auprès de ses entités, des éclaircissements afin de faciliter le règlement de la plainte.

Organismes indépendants d'examen

- 2. Chaque Partie établira ou désignera au moins un organisme administratif ou judiciaire impartial, indépendant de ses entités acheteuses, qui sera chargé de recevoir et d'étudier les plaintes déposées par les fournisseurs dans le cadre d'un marché visé par le présent chapitre et dans lequel un de ceux-ci a ou a eu un intérêt.
- 3. Il sera accordé au fournisseur un temps suffisant pour établir et présenter une contestation, qui ne sera en aucun cas de moins de dix (10) jours à compter du moment où le fondement de la plainte est venu ou aurait raisonnablement dû venir à la connaissance du fournisseur.
- 4. Chaque Partie autorise les organismes qu'elle a établis ou désignés au titre du paragraphe 2 à prendre des mesures provisoires, dans l'attente du règlement d'une plainte, pour préserver la possibilité du fournisseur de participer à la procédure de passation du marché. Ces mesures provisoires peuvent entraîner la suspension du processus de passation des marchés. Toutefois, les procédures peuvent prévoir la prise en compte de la prépondérance des conséquences négatives de ces mesures sur l'intérêt des personnes visées, notamment l'intérêt public, lorsqu'il s'agit d'évaluer l'opportunité d'appliquer ces mesures.
- 5. Malgré les autres procédures d'examen prévues ou élaborées par chacune des Parties, chaque Partie fera en sorte que tout organisme qu'elle a établi ou désigné au titre du paragraphe 2 soit doté de procédures qui seront disponibles sous forme écrite pour tous les intéressés. Ces procédures seront rapides, efficaces, transparentes et non discriminatoires, et elles devront prévoir ce qui suit :
 - a) l'entité acheteuse répondra par écrit à la plainte du fournisseur et fournira tous les documents pertinents à l'organisme d'examen;

- (b) the participants to the proceedings have the right to legal representation, and to be heard prior to a decision of the review body being made on the complaint;
- (c) the participants to the proceedings have access to all proceedings; and
- (d) the findings and recommendations relating to supplier complaints be provided in a timely fashion, in writing, with an explanation of their basis.
- 6. Each party shall ensure that a supplier's submission of a complaint will not prejudice the supplier's participation in ongoing or future procurements.

Modifications and Rectifications

- 1. Where a Party modifies its coverage under this Chapter, the Party shall
 - (a) notify the other Party in writing; and
 - (b) propose appropriate compensatory adjustments to the other Party to maintain a level of coverage comparable to that existing prior to the modification.
- 2. Notwithstanding paragraph 1(b), a Party need not provide compensatory adjustments where the Parties agree that:
 - (a) the modification in question is a minor amendment or rectification of a purely formal nature; or
 - (b) the proposed modification covers an entity over which a Party has effectively eliminated its control or influence.
- 3. If the other Party does not agree to the compensatory adjustments proposed under paragraph 1(b), or that the modification is a minor amendment or rectification of a purely formal nature, or that government control or influence has been effectively eliminated from the entity in question, the other Party must object in writing within 30 days of receipt of the notification or be deemed to have agreed.

- les participants à la procédure auront le droit d'être représentés par un avocat et pourront être entendus avant qu'une décision ne soit prise par l'organisme d'examen en ce qui concerne leur plainte;
- les participants à la procédure auront accès à toute la procédure;
- d) les conclusions et les recommandations afférentes aux plaintes déposées par un fournisseur seront présentées par écrit et en temps opportun, avec une explication indiquant leur fondement.
- 6. Chaque Partie fera en sorte que le dépôt d'une plainte par un fournisseur se fasse sans porter préjudice à la participation du fournisseur aux activités de passation des marchés en cours ou à venir.

Modifications et rectifications

- 1. Toute Partie qui modifie le champ d'application du présent chapitre la concernant devra :
 - a) en informer l'autre Partie par écrit; et
 - b) proposer à l'autre Partie des ajustements compensatoires de manière à maintenir son champ d'application à un niveau comparable à son niveau antérieur à la modification.
- 2. Nonobstant l'alinéa 1(b), une Partie ne devra pas offrir des ajustements compensatoires lorsque les Parties ont convenu :
 - a) soit que la modification en question est une modification mineure ou une rectification de pure forme;
 - soit que la modification proposée vise une entité sur laquelle la Partie n'exerce, de fait, plus de contrôle ou d'influence.
- 3. Si l'autre Partie n'accepte pas les ajustements compensatoires proposés au titre de l'alinéa 1b) ou ne considère pas que la modification est une modification mineure ou une rectification de pure forme ou que le contrôle ou l'influence du gouvernement a été éliminé de fait en ce qui concerne l'entité en question, elle doit s'y opposer par écrit dans les trente (30) jours de la réception de l'avis, à défaut de quoi elle est réputée y avoir consenti.

- 4. Where a Party has raised its objection in writing within the time periods prescribed in paragraph 3 and considers that:
 - an adjustment proposed under paragraph 1(b) is not adequate to maintain a comparable level of mutually agreed coverage;
 - (b) the proposed modification is not a minor amendment or a rectification under paragraph 2(a); or
 - (c) the proposed modification covers an entity over which a Party has not effectively eliminated its control or influence under paragraph 2(b),

the Party may have recourse to dispute settlement procedures under Chapter N (Institutional Arrangements and Dispute Settlement Procedures).

5. Where the Parties are in agreement on the proposed modification, rectification, or minor amendment, including where a Party has not objected within 30 days under paragraph 3, the Commission shall give effect to the agreement by modifying forthwith the relevant Section of Annex Kbis-01.

ARTICLE Kbis-15

Non-Disclosure of Information

- 1. The Parties, their entities, and their review authorities shall not disclose confidential information the disclosure of which would prejudice legitimate commercial interests of a particular person or might prejudice fair competition between suppliers, without the formal authorization of the person that provided the information to the Party.
- 2. Nothing in this Chapter shall be construed as requiring a Party or its entities to disclose confidential information the disclosure of which would impede law enforcement or otherwise be contrary to the public interest.

- 4. Lorsqu'une Partie s'est opposée par écrit dans le délai prévu au paragraphe 3 et qu'elle considère :
 - soit qu'un ajustement proposé en vertu de l'alinéa 1(b) ne permet pas de maintenir le champ d'application mutuellement agréé du présent chapitre à un niveau comparable à son niveau antérieur;
 - b) soit que la modification proposée n'est pas une modification mineure ou une rectification en vertu de l'alinéa 2(a);
 - c) soit que la modification proposée vise une entité sur laquelle la Partie n'a pas cessé d'exercer, de fait, plus de contrôle ou d'influence en vertu de l'alinéa 2(b),

cette Partie pourra avoir recours aux procédures de règlement des différends prévues au chapitre N (Dispositions institutionnelles et procédures de règlement des différends).

5. Lorsque les Parties auront convenu de la modification, de la rectification ou de la modification mineure proposée, notamment lorsqu'une Partie ne s'y oppose pas dans un délai de trente (30) jours en vertu du paragraphe 3, la Commission donnera effet à l'accord en modifiant sans délai la section pertinente de l'annexe Kbis-01.

ARTICLE Kbis-15

Non-divulgation de renseignements

- 1. Les Parties, leurs entités et leurs organismes d'examen ne sauraient divulguer les renseignements confidentiels fournis à une Partie, dont la divulgation porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'une personne ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre fournisseurs, sans l'autorisation formelle de la personne qui les aura communiqués à la Partie en question.
- 2. Aucune disposition du présent chapitre ne sera interprétée comme exigeant d'une Partie ou d'une de ses entités qu'elle divulgue des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait autrement contraire à l'intérêt public.

Exceptions

- 1. Nothing in this Chapter shall be construed to prevent a Party from taking any action or not disclosing any information which it considers necessary for the protection of its essential security interests relating to the procurement of arms, ammunition or war materials, or to procurement indispensable for national security or for national defence purposes.
- 2. Provided that such measures are not applied in a manner that would constitute a means of arbitrary or unjustifiable discrimination between Parties where the same conditions prevail or a disguised restriction on trade between the Parties, nothing in this Chapter shall be construed to prevent a Party from adopting or maintaining measures:
 - (a) necessary to protect public morals, order, or safety;
 - (b) necessary to protect human, animal, or plant life or health;
 - (c) necessary to protect intellectual property; or
 - (d) relating to goods or services of handicapped persons, of philanthropic institutions, or of prison labour.

Exceptions

- 1. Aucune disposition du présent chapitre ne sera interprétée comme empêchant une Partie de prendre des mesures ou de ne pas divulguer des renseignements si elle l'estime nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, se rapportant à l'achat d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, ou aux achats indispensables à la sécurité nationale ou aux fins de la défense nationale.
- 2. À condition que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié entre les Parties où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce entre les Parties, aucune disposition du présent chapitre ne sera interprétée comme empêchant une Partie d'adopter ou de maintenir des mesures :
 - soit nécessaires à la protection de la moralité publique, de l'ordre public ou de la sécurité publique;
 - soit nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux;
 - c) soit nécessaires à la protection de la propriété intellectuelle;
 - soit se rapportant à des produits ou services provenant de personnes handicapées, d'institutions philanthropiques ou de personnes incarcérées.

Public Information

- 1. In order to facilitate access to information on commercial opportunities under this Chapter, each Party shall ensure that electronic databases that provide current information on all procurements covered by this Chapter that are conducted by entities listed in Annex Kbis-01, including information that can be disaggregated by detailed categories of goods and services, are made available to interested suppliers of the other Party, through the Internet or a comparable computer-based telecommunications network. Each Party shall, on request of the other Party, provide information on:
 - the classification system used to disaggregate information on procurement of different goods and services in such databases;
 and
 - (b) the procedures for obtaining access to such databases.
- 2. For each covered procurement, a procuring entity shall publish a notice of intended procurement through the Internet or a comparable electronic network that is widely disseminated and readily accessible to the public. Each Party shall maintain a gateway electronic site that includes links to all notices of procuring entities.
- 3. Each Party shall encourage its entities to publish, as early as possible in the fiscal year, information regarding the entity's procurement plans.

ARTICLE Kbis-18

Committee on Procurement

The Parties hereby establish a Committee on Procurement to address matters such as increasing the understanding of their respective government procurement systems, with a view to maximizing access to government procurement.

ARTICLE Kbis-17

Renseignements de nature publique

- 1. Afin de faciliter l'accès aux renseignements afférents aux occasions commerciales en vertu du présent chapitre, chaque Partie fera en sorte que des bases de données électroniques fournissant des renseignements à jour sur tous les marchés visés par le présent chapitre et qui sont conclus par des entités figurant à l'annexe Kbis-01, notamment des renseignements susceptibles d'être ventilés par catégories détaillées de produits et de services, seront mises à la disposition des fournisseurs intéressés de l'autre Partie par le biais d'Internet ou d'un réseau informatique de télécommunication comparable. Chaque Partie s'engage, à la demande de l'autre Partie, à fournir des renseignements sur ce qui suit :
 - a) le système de classification utilisé pour ventiler les renseignements sur le marché pour les différents produits et services se trouvant dans ces bases de données; et
 - b) les procédures à suivre pour accéder à ces bases de données.
- 2. Pour chaque marché visé par le présent chapitre, une entité acheteuse publiera un avis de projet de marché sur l'Internet ou sur un réseau électronique comparable qui est largement diffusé et facilement accessible pour le public. Chaque Partie doit maintenir un portail électronique comprenant des liens aux avis des entités acheteuses.
- 3. Chaque Partie encourage ses entités à publier, le plus tôt possible au cours de l'exercice, des renseignements sur les plans d'achat de l'entité.

ARTICLE Kbis-18

Comité des marchés publics

Les Parties établissent par les présentes un comité des marchés publics pour traiter certaines questions, notamment celle d'assurer une meilleure compréhension de leurs systèmes respectifs de passation des marchés publics en vue de maximiser les possibilités de participation à ces marchés.

ARTICLE Khis-19

Further Negotiations

- 1. If, after the entry into force of the provisions of this Chapter, either Party enters into another international agreement that revises procurement procedures and practices, including the introduction of shorter bid periods, on the request of either Party the Parties shall enter into negotiations with a view to harmonising the current Chapter with the new international agreement.
- 2. If, after the entry into force of the provisions of this Chapter, either Party enters into another international agreement that provides greater access to its procurement market than is provided through this Chapter, including with respect to sub-federal government procurement, either Party may request that the Parties enter into negotiations with a view to achieving an equivalent level of market access through this Chapter as is contained in the other international agreement.

ARTICLE Kbis-20

Definitions

For purposes of this Chapter:

construction services means a contractual arrangement for the realization by any means of civil or building works, whether paid for directly by the Party or through, for a specified period of time, any grant to the supplier of temporary ownership or a right to control and operate, and demand payment for the use of such works, for the duration of the contract;

entity means an entity listed in Annex Kbis-01;

in writing or written means any expression of information in words, numbers, or other symbols, including electronic expressions, that can be read, reproduced, and stored;

international standard means a standard that has been developed in conformity with the document Decisions and Recommendations adopted by the Committee since 1 January 1995, G/TBT/1/Rev.7, 28 November 2000, Section IX (Decision of the Committee on Principles for the Development of International Standards, Guides and Recommendations with relation to Articles 2, 5 and Annex 3 of the Agreement), issued by the WTO Committee on Technical Barriers to Trade;

ARTICLE Kbis-19

Négociations ultérieures

- 1. Si, à la suite de l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre, l'une ou l'autre des Parties conclut un autre accord international qui modifie les procédures et pratiques de passation des marchés, notamment l'introduction de délais de présentation des soumissions plus courts, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, les Parties devront engager des négociations afin d'harmoniser les dispositions du chapitre actuel avec les stipulations du nouvel accord international.
- 2. Si, à la suite de l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre, l'une ou l'autre des Parties conclut un autre accord international qui offre un meilleur accès à son système de passation des marchés que ce qui est prévu dans tout le présent chapitre, notamment en ce qui concerne les marchés publics sous-fédéraux, l'une ou l'autre des Parties peut demander à ce que les Parties engagent des négociations afin d'en arriver à un niveau d'accès aux marchés équivalent, dans tout le présent chapitre, à celui qui est prévu dans l'autre accord international.

ARTICLE Kbis-20

Définitions

Aux fins du présent chapitre :

compensations désigne des conditions, imposées ou envisagées par une entité avant ou pendant la passation d'un marché, qui favorisent le développement local ou améliorent les comptes de balance des paiements d'une Partie, au moyen d'exigences relatives à la teneur locale, à l'octroi de licences en matière de technologie, à l'investissement, au commerce de compensation ou autres exigences semblables;

entité désigne une entité figurant à l'annexe Kbis-01;

fournisseur désigne une personne qui fournit ou pourrait fournir des produits ou des services à une entité;

marchés désigne le processus par lequel un gouvernement obtient l'utilisation ou acquiert des produits ou des services, ou toute combinaison de produits et de services, à des fins gouvernementales et non en vue d'une vente ou revente commerciale ou d'une utilisation dans la production ou la fourniture de produits ou de services destinés à la vente ou revente commerciale:

offsets means conditions imposed or considered by an entity prior to, or in the course of, its procurement process that encourage local development or improve a Party's balance of payments accounts by means of requirements of local content, licensing of technology, investment, counter-trade, or similar requirements;

procurement means the process by which a government obtains the use of or acquires goods or services, or any combination thereof, for governmental purposes and not with a view to commercial sale or resale, or use in the production or supply of goods or services for commercial sale or resale;

procurement official means a person who performs procurement functions;

publish means to disseminate information in an electronic or paper medium that is distributed widely and is readily accessible to the general public;

supplier means a person that provides or could provide goods or services to an entity;

technical specification means a specification that lays down the characteristics of goods to be procured or their related processes and production methods, or the characteristics of services to be procured or their related operating methods, including the applicable administrative provisions, and a requirement relating to conformity assessment procedures that an entity prescribes. A technical specification may also include or deal exclusively with terminology, symbols, packaging, marking or labelling requirements, as they apply to a good, process, service or production or operating method.

norme internationale désigne une norme qui est élaborée de manière conforme au document Décisions et recommandations adoptées par le comité depuis le 1er janvier 1995, G/TBT/1/Rev.7, 28 novembre 2000, Section IX (Décisions du comité sur les principes devant régir l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux en rapport avec les articles 2 et 5 et l'annexe 3 de l'accord), émis par le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC;

par écrit ou écrit désigne toute expression d'information par des mots, chiffres ou autres symboles, y inclus l'expression électronique, pouvant être lue, reproduite et stockée;

publier désigne le fait de diffuser, sous forme imprimée ou électronique, de l'information qui sera communiquée à grande échelle et facilement accessible au grand public;

responsable de passation de marché désigne toute personne qui exerce des fonctions de passation de marché;

services de construction désigne tout arrangement contractuel dont l'objet est la construction, par quelque moyen que ce soit, d'ouvrages civils ou d'édifices, que ces ouvrages soient payés directement par la Partie ou que l'entité contractante accorde au fournisseur, pour un temps précisé, la propriété temporaire desdits ouvrages ou le droit de les contrôler et de les exploiter et d'exiger des paiements pour l'utilisation desdits ouvrages pour la durée du contrat;

spécification technique désigne une spécification qui établit les caractéristiques des produits à acheter ou les procédés et méthodes de production connexes, ou les caractéristiques des services à acheter ou les modes d'opération connexes, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, et une exigence relative aux procédures d'évaluation de la conformité prescrites par une entité. Il peut traiter en totalité ou en partie de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé, un service, ou une méthode de production ou un mode d'opération donnés.

ANNEX Kbis-01.1-1

Central Level Entities

Schedule of Canada:

Thresholds: Cdn S

Cdn \$ 84,000 - Goods covered in Annex Kbis-01.1-3 Cdn \$ 84,000 - Services covered in Annex Kbis-01.1-4

Cdn \$ 9,400,000 - Construction Services covered in

Annex Kbis- 01.1-5

- 1. Department of Agriculture and Agri-Food
- Canadian Food Inspection Agency
- 3. Department of Canadian Heritage
- 4. Office of the Coordinator, Status of Women
- Parks Canada Agency
- 6. Department of Citizenship and Immigration
- 7. Immigration and Refugee Board
- 8. Department of the Environment
- 9. Department of Foreign Affairs and International Trade
- 10. Canadian International Development Agency (on its own account)
- 11. Department of Finance
- 12. Canadian International Trade Tribunal
- 13. Municipal Development and Loan Board
- 14. Office of the Superintendent of Financial Institutions
- 15. Department of Fisheries and Oceans
 (For purposes of Article Kbis-16, the national security considerations applicable to the Department of National Defence are equally applicable to the Canadian Coast Guard other than the functions of the Canadian Coast Guard retained by the Department of Transport pursuant to Order under the Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act published in the Canada Gazette, Part II, as SI/95-46, namely the Harbours and Ports Directorate, the regional Harbours and Ports Branches, the Marine Regulatory Directorate, the Ship Inspection Directorate and the regional Ship Inspection Branches of the Canadian Coast Guard.)
- 16. Department of Health
- 17. Medical Research Council
- 18. Department of Human Resources Development
- 19. Canada Employment Insurance Commission
- Canada Labour Relations Board
- 21. Department of Indian Affairs and Northern Development
- 22. Department of Industry
- 23. National Research Council of Canada

ANNEXE Kbis-01.1-1

Entités au niveau central

Liste du Canada:

Seuils:

84 000 \$ CAN 84 000 \$ CAN 9 400 000 \$ CAN

- Produits visés à l'annexe Kbis-01.1-3
 Services visés à l'annese Kbis-01.1-4
- Services de construction visés à

l'annexe Kbis-01.1-5

- 1. Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
- Agence canadienne d'inspection des aliments
- 3. Ministère du Patrimoine canadien
- 4. Bureau de la coordinatrice, Condition féminine
- Agence Parcs Canada
- 6. Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
- 7. Commission de l'immigration et du statut de réfugié
- 8. Ministère de l'Environnement
- 9. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
- 10. Agence canadienne de développement international (pour son propre compte)
- 11. Ministère des Finances
- 12. Tribunal canadien du commerce extérieur
- 13. Office du développement municipal et des prêts aux municipalités
- 14. Bureau du surintendant des institutions financières
- Ministère des Pêches et des Océans

(Aux fins de l'article Kbis-16, les considérations de sécurité nationale qui valent pour le ministère de la Défense nationale s'appliquent également à la Garde côtière canadienne sauf pour les fonctions de la Garde côtière canadienne conservées par le ministère des Transports conformément à l'artêté pris en vertu de la Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique publié dans la Gazette du Canada, Partie I, sous la référence SI/95-46, soit celles de la Direction des havres et des ports et des divisions régionales des havres et des ports, de la Direction de la réglementation maritime, de la Direction des inspections de navires et les divisions régionales des inspections des navires de la Garde côtière canadienne.)

- Ministère de la Santé
- 17. Conseil de recherches médicales
- 18. Ministère du Développement des ressources humaines
- 19. Commission de l'assurance-emploi du Canada
- Conseil canadien des relations du travail
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord
- Ministère de l'Industrie
- 23. Conseil national de recherches du Canada

24.	Natural Sciences and	d Engineering	Research	Council	of Canada
-----	----------------------	---------------	----------	---------	-----------

- 25. Social Sciences and Humanities Research Council
- 26. Department of Justice
- 27. Canadian Human Rights Commission
- 28. Statute Revision Commission
- 29. Supreme Court of Canada
- 30. Canada Customs and Revenue Agency
- 31. Department of Natural Resources
- 32. Canadian Nuclear Safety Commission
- 33. National Energy Board (on its own account)
- Department of Public Works and Government Services (on its own account)
- 35. Public Service Commission
- 36. Department of the Solicitor General
- 37. Correctional Service of Canada
- 38. National Parole Board
- 39. Department of Transport

(For purposes of Article Kbis-16, the national security considerations applicable to the Department of National Defence are equally applicable to the functions of the Canadian Coast Guard retained by the Department of Transport pursuant to Order under the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act* published in the Canada Gazette, Part II, as SI/95-46, namely the Harbours and Ports Directorate, the regional Harbours and Ports Branches, the Marine Regulatory Directorate, the Ship Inspection Directorate and the regional Ship Inspection Branches of the Canadian Coast Guard.)

- 40. Treasury Board Secretariat
- 41. Department of Veterans Affairs
- 42. Department of Western Economic Diversification (on its own account)
- 43. Atlantic Canada Opportunities Agency (on its own account)
- 44. Office of the Auditor General
- 45. Canada Economic Development for the Regions of Quebec
- 46. Canadian Centre for Management Development
- 47. Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (on its own account)
- 48. Civil Aviation Tribunal
- Commissioner for Federal Judicial Affairs
- 50. Registry of the Competition Tribunal
- Copyright Board
- 52. Registry of the Federal Court of Canada
- 53. Office of the Grain Transportation Agency Administrator (on its own account)

- 24. Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
- 25. Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
- Ministère de la Justice
- 27. Commission canadienne des droits de la personne
- 28. Commission de révision des lois
- 29. Cour suprême du Canada
- 30. Agence des douanes et du revenu du Canada
- 31. Ministère des Ressources naturelles
- 32. Commission canadienne de sûreté nucléaire
- 33. Office national de l'énergie (pour son propre compte)
- 34. Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (pour son propre compte)
- 35. Commission de la Fonction publique
- 36. Ministère du Solliciteur général
- 37. Service correctionnel du Canada
- 38. Commission nationale des libérations conditionnelles
- 39. Ministère des Transports
 - (Aux fins de l'article Kbis-16, les considérations de sécurité nationale qui valent pour le ministère de la Défense nationale s'appliquent également aux fonctions de la Garde côtière canadienne conservées par le ministère des Transports conformément à l'arrêté pris en vertu de la Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique publié dans la Gazette du Canada, Partie I, sous la référence SI/95-46, soit celles de la Direction des havres et des ports et des divisions régionales des havres et des ports, de la Direction de la réglementation maritime, de la Direction des inspections de navires et les divisions régionales des inspections des navires de la Garde côtière canadienne.)
- 40. Secrétariat du Conseil du Trésor
- 41. Ministère des Anciens combattants
- 42. Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest (pour son propre compte)
- 43. Agence de promotion économique du Canada atlantique (pour son propre compte)
- 44. Bureau du vérificateur général
- 45. Développement économique Canada pour les régions du Québec
- 46. Centre canadien de gestion
- 47. Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (pour son propre compte)
- 48. Tribunal de l'aviation civile
- 49. Commissaire à la magistrature fédérale
- 50. Greffe du Tribunal de la concurrence
- 51. Commission du droit d'auteur
- Greffe de la Cour fédérale du Canada
- Bureau de l'Administrateur de l'Office du transport du grain (pour son propre compte)

54.	Hazardous Materials Information Review Commission
EE	Offices of the Information and Drivery Commissioners

- Offices of the Information and Privacy Commissioners of Canada
- 56. The National Archives of Canada
- 57. National Farm Products Council
- 58. The National Library
- 59. Canada Transportation Agency (on its own account)
- 60. Northern Pipeline Agency (on its own account)
- 61. Patented Medicine Prices Review Board
- 62. Petroleum Monitoring Agency
- 63. Privy Council Office
- 64. Canadian Intergovernmental Conference Secretariat
- 65. Office of the Commissioner of Official Languages
- 66. Public Service Staff Relations Board
- 67. Office of the Governor General's Secretary
- 68. Office of the Chief Electoral Officer
- 69. Federal-Provincial Relations Office
- 70. Statistics Canada
- 71. Registry of the Tax Court of Canada
- 72. Canadian Centre for Occupational Health and Safety
- 73. Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board
- 74. Director of Soldier Settlement
- 75. Director, The Veterans' Land Act
- 76. Fisheries Prices Support Board
- 77. National Battlefields Commission
- 78. Royal Canadian Mounted Police
- 79. Royal Canadian Mounted Police External Review Committee
- 80. Royal Canadian Mounted Police Public Complaints Commission
- 81. Department of National Defence

Note to Annex Kbis-01.1-1

The General Notes apply to this Annex.

- 54. Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
- 55. Bureaux des commissaires du Canada à l'information et à la protection de la vie privée
- 56. Archives nationales du Canada
- 57. Conseil national des produits agricoles
- 58. Bibliothèque nationale
- 59. Office des transports du Canada (pour son propre compte)
- 60. Administration du pipeline du Nord (pour son propre compte)
- 61. Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
- 62. Agence de surveillance du secteur pétrolier
- 63. Bureau du Conseil privé
- 64. Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
- 65. Commissariat aux langues officielles
- 66. Commission des relations de travail dans la fonction publique
- 67. Bureau du chef de Cabinet du Gouverneur général
- 68. Bureau du Directeur général des élections
- 69. Bureau des relations fédérales-provinciales
- 70. Statistique Canada
- 71. Greffe de la Cour canadienne de l'impôt
- 72. Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail
- 73. Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
- 74. Directeur de l'établissement des soldats
- 75. Directeur des terres destinées aux anciens combattants
- 76. Commission de soutien des prix des produits de la pêche
- 77. Commission des champs de bataille nationaux
- 78. Gendarmerie royale du Canada
- 79. Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada
- 80. Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada
- Ministère de la Défense nationale

Note à l'annexe Kbis-01.1-1

Les notes générales s'appliquent à la présente annexe.

Schedule of Chile:

Thresholds: CLP \$ 33,599,963 - Goods covered in Annex Kbis-01.1-3
CLP \$ 33,599,963 - Services covered in

Annex Kbis-01.1-4

CLP \$ 4,373,536,606 - Construction Services covered in Annex Khis-01.1-5

- 1. Presidencia de la República
- 2. Ministerio de Interior
- 3. Ministerio de Relaciones Exteriores
- 4. Ministerio de Defensa Nacional
- 5. Ministerio de Hacienda
- 6. Ministerio Secretaría General de la Presidencia
- 7. Ministerio Secretaría General de Gobierno
- 8. Ministerio de Economía, Fomento, Reconstrucción y Energía
- 9. Ministerio de Minería
- 10. Ministerio de Planificación y Cooperación
- 11. Ministerio de Educación
- Ministerio de Justicia
- 13. Ministerio de Trabajo y Previsión Social
- 14. Ministerio de Obras Públicas
- 15. Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones
- Ministerio de Salud
- 17. Ministerio de Vivienda y Urbanismo
- 18. Ministerio de Bienes Nacionales
- 19. Ministerio de Agricultura
- 20. Ministerio Servicio Nacional de la Mujer

Gobiernos Regionales

Intendencia I Región Gobernación de Arica Gobernación de Parinacota Gobernación de Iquique

Intendencia II Región Gobernación de Antofagasta Gobernación de El Loa Gobernación de Tocopilla

Intendencia III Región Gobernación de Chañaral Gobernación de Copiapó

Liste du Chili:

Seuils:

33 599 963 CLP

33 599 963 CLP

- Produits visés à l'annexe Kbis-01.1-3

- Services visés à l'annexe-Kbis-01.1-4

4 373 536 606 CLP

- Services de construction visés à

l'annexe Kbis-01.1-5

- 1. Presidencia de la República
- 2. Ministerio de Interior
- 3. Ministerio de Relaciones Exteriores
- 4. Ministerio de Defensa Nacional
- 5. Ministerio de Hacienda
- Ministerio Secretaría General de la Presidencia
- 7. Ministerio Secretaría General de Gobierno
- 8. Ministerio de Economía, Fomento, Reconstrucción y Energía
- Ministerio de Minería
- 10. Ministerio de Planificación y Cooperación
- 11. Ministerio de Educación
- 12. Ministerio de Justicia
- 13. Ministerio de Trabajo y Previsión Social
- Ministerio de Obras Públicas
- 15. Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones
- Ministerio de Salud
- 17. Ministerio de Vivienda y Urbanismo
- 18. Ministerio de Bienes Nacionales
- Ministerio de Agricultura
- 20. Ministerio Servicio Nacional de la Mujer

Gobiernos Regionales

Intendencia I Región Gobernación de Arica Gobernación de Parinacota Gobernación de Iquique

Intendencia II Región Gobernación de Antofagasta Gobernación de El Loa Gobernación de Tocopilla

Intendencia III Región Gobernación de Chañaral Gobernación de Copiapó Intendencia IV Región Gobernación de Huasco Gobernación de El Elqui Gobernación de Limarí Gobernación de Choapa

Intendencia V Región
Gobernación de Petorca
Gobernación de Valparaíso
Gobernación de San Felipe de Aconcagua
Gobernación de Los Andes
Gobernación de Quillota
Gobernación de San Antonio
Gobernación de Isla de Pascua

Intendencia VI Región Gobernación de Cachapoal Gobernación de Colchagua Gobernación de Cardenal Caro

Intendencia VII Región Gobernación de Curicó Gobernación de Talca Gobernación de Linares Gobernación de Cauquenes

Intendencia VIII Región Gobernación de Ñuble Gobernación de Bío-Bío Gobernación de Concepción Gobernación de Arauco

Intendencia IX Región Gobernación de Malleco Gobernación de Cautín

Intendencia X Región Gobernación de Valdivia Gobernación de Osorno Gobernación de Llanquihue Gobernación de Chiloé Gobernación de Palena

Intendencia XI Región Gobernación de Coyhaique Gobernación de Aysén Gobernación de General Carrera Intendencia IV Región Gobernación de Huasco Gobernación de El Elqui Gobernación de Limarí Gobernación de Choapa

Intendencia V Región
Gobernación de Petorca
Gobernación de Valparaíso
Gobernación de San Felipe de Aconcagua
Gobernación de Los Andes
Gobernación de Quillota
Gobernación de San Antonio
Gobernación de Isla de Pascua

Intendencia VI Región Gobernación de Cachapoal Gobernación de Colchagua Gobernación de Cardenal Caro

Intendencia VII Región Gobernación de Curicó Gobernación de Talca Gobernación de Linares Gobernación de Cauquenes

Intendencia VIII Región Gobernación de Ñuble Gobernación de Bío-Bío Gobernación de Concepción Gobernación de Arauco

Intendencia IX Región Gobernación de Malleco Gobernación de Cautín

Intendencia X Región Gobernación de Valdivia Gobernación de Osorno Gobernación de Llanquihue Gobernación de Chiloé Gobernación de Palena

Intendencia XI Región Gobernación de Coyhaique Gobernación de Aysén Gobernación de General Carrera Intendencia XII Región Gobernación de Capitán Prat Gobernación de Última Esperanza Gobernación de Magallanes Gobernación de Tierra del Fuego Gobernación de Antártica Chilena

Intendencia Región Metropolitana Gobernación de Chacabuco Gobernación de Cordillera Gobernación de Maipo Gobernación de Talagante Gobernación de Melipilla Gobernación de Santiago Intendencia XII Región Gobernación de Capitán Prat Gobernación de Última Esperanza Gobernación de Magallanes Gobernación de Tierra del Fuego Gobernación de Antártica Chilena

Intendencia Región Metropolitana Gobernación de Chacabuco Gobernación de Cordillera Gobernación de Maipo Gobernación de Talagante Gobernación de Melipilla Gobernación de Santiago

ANNEX Kbis-01.1-2

Other Covered Entities

Schedule of Canada:

Thresholds: Cdn \$ 420,000 - Goods covered in Annex Kbis-01.1-3

Cdn \$ 420,000 - Services covered in Annex Kbis-01.1-4

Cdn \$ 13,400,000 - Construction Services covered in Annex Kbis-01.1-5

- 1. Canada Post Corporation
- 2. National Capital Commission
- Royal Canadian Mint
- 4. Via Rail Canada Inc.
- Canadian Museum of Civilization
- 6. Canadian Museum of Nature
- 7. National Gallery of Canada
- 8. National Museum of Science and Technology
- 9. Defence Construction (1951) Ltd.
- 10. Canadian Tourism Commission

Notes to Annex Kbis-01.1-2

- 1. The General Notes apply to this Annex.
- 2. For greater certainty, Article Kbis-15(1) applies to procurements by Via Rail Canada Inc. and the Royal Canadian Mint, respecting the protection of the commercial confidentiality of information provided.
- 3. This Chapter does not apply to procurement by or on behalf of the Royal Canadian Mint of direct inputs for use in minting anything other than Canadian legal tender.

ANNEXE Kbis-01.1-2

Autres entités visées

Liste du Canada:

Seuils: 420 000 \$ CAN - Produits visés à

l'annexe Kbis-01.1-3

420 000 \$ CAN - Services visés à

l'annexe Kbis-01.1-4

13 400 000 \$ CAN - Services de construction visés à

l'annexe Kbis-01.1-5

1. Société canadienne des postes

Commission de la Capitale nationale

3. Monnaie royale canadienne

4. Via Rail Canada Inc.

5. Musée canadien des civilisations

6. Musée canadien de la nature

7. Musée des Beaux-arts du Canada

8. Musée national des sciences et de la technologie

9. Construction de Défense (1951) Ltée

10. Commission canadienne du tourisme

Notes à l'annexe Kbis-01.1-2

- Les notes générales s'appliquent à la présente annexe.
- 2. Il demeure entendu que le paragraphe Kbis-15(1) s'applique aux achats effectués par Via Rail Canada Inc. et la Monnaie royale canadienne, concernant la protection du secret commercial pour les renseignements communiqués.
- 3. Le présent chapitre ne s'applique pas aux marchés conclus par la Monnaie royale canadienne ou pour son compte concernant des intrants directs utilisés dans la frappe de monnaies autres que celle ayant cours légal au Canada.

Schedule of Chile:

Thresholds CLP \$ 167,999,297 - Goods covered in Annex Kbis-01.1-3
CLP \$ 167,999,297 - Services covered in

LP \$ 167,999,297 - Services covered in Annex Kbis-01.1-4

CLP \$ 5,980,244,385 - Construction Services covered in Annex Kbis-01.1-5

- 1. Empresa Portuaria Arica
- 2. Empresa Portuaria Iquique
- 3. Empresa Portuaria Antofagasta
- 4. Empresa Portuaria Coquimbo
- 5. Empresa Portuaria Valparaíso
- 6. Empresa Portuaria San Antonio
- 7. Empresa Portuaria San Vicente-Talcahuano
- 8. Empresa Portuaria Puerto Montt
- 9. Empresa Portuaria Chacabuco
- 10. Empresa Portuaria Austral
- Aeropuertos de propiedad del Estado, dependientes de la Dirección de Aeronáutica Civil

Liste du Chili:

Seuils: 167 999 297 CLP - Produits visés à

l'annexe K*bis*-01.1-3

167 999 297 CLP - Services visés à

l'annexe Kbis-01.1-4

5 980 244 385 CLP - Services de construction visés à

l'annexe Kbis-01.1-5

1. Empresa Portuaria Arica

2. Empresa Portuaria Iquique

- 3. Empresa Portuaria Antofagasta
- 4. Empresa Portuaria Coquimbo
- 5. Empresa Portuaria Valparaíso
- 6. Empresa Portuaria San Antonio
- 7. Empresa Portuaria San Vicente-Talcahuano
- 8. Empresa Portuaria Puerto Montt
- 9. Empresa Portuaria Chacabuco
- 10. Empresa Portuaria Austral
- 11. Aeropuertos de propiedad del Estado, dependientes de la Dirección de Aeronáutica Civil

22.

39.

40.

ANNEX Kbis-01.1-3

Goods

Schedule of Canada:

Section A - General Provisions

- 1. All goods are covered subject to paragraph 2.
- 2. With respect to Canada, for procurement by the Department of National Defence, the Royal Canadian Mounted Police and the Canadian Coast Guard, only the goods listed in Section B are included in the coverage of this Chapter, subject to the application of Article Kbis-16(1).

Section B - List of Certain Goods

Railway equipment

Materials handling equipment

Rope, cable, chain and fittings

(Numbers refer to the Federal Supply Classification which can be found at: http://www.dlis.dla.mil/forms/forms.asp)

23.	Motor vehicles, trailers and cycles (except buses in 2310; and, except military trucks and trailers in 2320 and 2330 and tracked combat, assault and tactical vehicles in 2350)
24.	Tractors
25.	Vehicular equipment components
26.	Tires and tubes
29.	Engine accessories
30.	Mechanical power transmission equipment
32.	Woodworking machinery and equipment
34.	Metal working machinery
35.	Service and trade equipment
36.	Special industry machinery
37.	Agricultural machinery and equipment
38.	Construction, mining, excavating and highway maintenance equipment

ANNEXE Kbis-01.1-3

Produits

Liste du Canada:

Section A - Dispositions générales

- 1. Tous les produits sont visés sous réserve du paragraphe 2.
- 2. Pour ce qui concerne le Canada, pour l'achat par le ministère de la Défense nationale, la Gendarmerie royale du Canada et la Garde côtière canadienne, seuls les produits figurant à la section B sont inclus dans le champ d'application du présent chapitre, sous réserve de l'application du paragraphe Kbis-16(1).

Section B – Liste de certains produits

(Les numéros sont ceux de la Federal Supply Classification qui peuvent être consultés à l'adresse suivante : http://www.dlis.dla.mil/forms/forms.asp)

- 22. Matériel de voies ferrées
 23. Véhicules à moteur, remorques et cycles (sauf les autobus de la sous-classe 2310, les camions et remorques militaires de sous-classe 2320 et 2330, et les véhicules de combat, d'assaut et tactique à chenillés de la sous-classe 2350)
 24. Tracteurs
 25. Composants pour équipements de véhicules
 26. Pneumatiques et chambres à air
 29. Accessoires de moteurs
- 30. Équipements mécaniques de transmission de puissance
 32. Machines et équipements pour le travail du bois
- 32. Machines et équipements pour le travail du bois
- 34. Machines et équipements pour le travail des métaux
- 35. Équipements commerciaux et de service
- 36. Machines pour industries spéciales
- 37. Machines et équipements agricoles
- 38. Équipements pour construction, mines, terrassement et entretien des routes
- 39. Équipements de levage et de manutention
- 40. Cordes, câbles, chaînes et agencements

41.

42.

43.	Pumps and compressors
44.	Furnace, steam plant, drying equipment and nuclear reactors
45.	Plumbing, heating and sanitation equipment
46.	Water purification and sewage treatment equipment
47.	Pipe, tubing, hose and fittings
48.	Valves
49.	Maintenance and repair shop equipment
52.	Measuring tools
53.	Hardware and abrasives
54.	Prefabricated structures and scaffolding
55.	Lumber, millwork, plywood and veneer
56.	Construction and building materials
61.	Electric wire and power and distribution equipment
62.	Lighting fixtures and lamps
63.	Alarm and signal systems
65.	Medical, dental and veterinary equipment and supplies
66.	Instruments and laboratory equipment (except 6615: Automatic pilot mechanisms and airborne Gyro components; and 6665: Hazard detecting instruments and apparatus)
67.	Photographic equipment
68.	Chemicals and chemical products
69.	Training aids and devices
70.	General purpose automatic data processing equipment, software, supplies and support equipment (except 7010: Automatic Data Processing Equipment (ADPE) configurations)
71.	Furniture
72.	Household and commercial furnishings and appliances
73.	Food preparation and serving equipment
74.	Office machines, text processing system and visible record equipment
75.	Office supplies and devices
76.	Books, maps and other publications (except 7650: drawings and specifications

Refrigeration and air conditioning equipment

impregnating equipment)

Fire fighting, rescue and safety equipment (except 4220: Marine lifesaving and diving equipment; and 4230: Decontaminating and

- 41. Équipements de réfrigération et de conditionnement d'air
- 42. Équipements de lutte contre l'incendie, de protection et de sauvetage (sauf les sous-classes 4220 Équipement marins de plongée et de sauvetage et 4230 Équipements d'imprégnation et de décontamination)
- 43. Pompes et compresseurs
- 44. Équipements d'installation à vapeur, de séchage et de fours, et réacteurs nucléaires
- 45. Équipements de plomberie, de chauffage et d'hygiène
- 46. Équipements de purification des eaux et de traitement des eaux usées
- 47. Conduites, tubes, tuyaux et agencements
- 48. Soupapes
- 49. Équipements d'ateliers de réparation et d'entretien
- 52. Instruments de mesure
- 53. Quincaillerie et abrasifs
- 54. Construction préfabriquées, structures et échafaudages
- 55. Bois débités, bois de menuiserie, contreplaqués et feuilles de placage
- 56. Matériaux de construction et d'entreprises du bâtiment
- 61. Fils électriques et équipements générateurs et distributeurs d'énergie
- 62. Dispositifs d'éclairage et lampes
- 63. Systèmes d'alarme et de signalisation
- 65. Équipements et approvisionnements médicaux, dentaires et vétérinaires
- équipements de laboratoire et instruments divers (les sous-classes 6615 Mécanismes de pilotes automatiques et composants gyroscopes pour aéronefs et 6665 Instrument et appareils de détection de danger)
- 67. Équipements photographiques
- 68. Produits chimiques
- 69. Équipements et appareils d'instruction et d'entraînement
- 70. Équipements pour le traitement automatique de l'information, à usage général, logic fournitures et équipements de support (la sous-classe 7010 Systèmes de traitement automatique de l'information)
- 71. Mobiliers
- 72. Fournitures et accessoires d'ameublement domestique et commercial
- 73. Équipements pour la préparation et le service des aliments
- 74. Machines de bureau, systèmes de traitement de textes et équipements à classement v
- 75. Fournitures et dispositifs de bureau
- 76. Livres, cartes et autres publications (les sous-classes 7650 Dessins et normes ou spéc

77.	Musical instruments, phonographs and hometype radios
78.	Recreational and athletic equipment
79.	Cleaning equipment and supplies
80.	Brushes, paints, sealers and adhesives
81.	Containers, packaging and packing supplies
85.	Toiletries
87.	Agricultural supplies
88.	Live animals
91.	Fuels, lubricants, oils and waxes
93.	Nonmetallic fabricated materials
94.	Nonmetallic crude materials
96.	Ores, minerals and their primary products
99.	Miscellaneous

Note to Annex Kbis-01.1-3

The General Notes apply to this Annex.

Schedule of Chile:

This Chapter applies to all goods procured by the entities listed in Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2.

77.	Instruments de musique, phonographes et postes de radio familiaux
78.	Équipements de sport et de divertissement
79.	Équipements et produits de nettoyage
80.	Brosses, peintures, produits d'étanchéité et adhésifs

- 81. Emballages, matériaux d'empaquetage et d'emballage
- 85. Produits et articles de toilette
- 87. Approvisionnement agricoles
- 88. Animaux vivants
- 91. Carburants, lubrifiants, huiles et cires
- 93. Matières usinées non métalliques
- 94. Matières brutes non métalliques
- 96. Minerais, minéraux et leurs produits primaires
- 99. Divers

Note à l'annexe Kbis-01.1-3

Les notes générales s'appliquent à la présente annexe.

Liste du Chili:

Le présent chapitre s'applique à tous les produits acquis par les entités figurant à l'annexe K*bis*-01.1-1 et à l'annexe K*bis*-01.1-2.

ANNEX Kbis-01.1-4

Services

Schedule of Canada:

Section A - General Provisions

- 1. Coverage includes all services that are procured by the entities in Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2, subject to paragraph 3 and Section B.
- 2. Services are identified in accordance with the Common Classification System, which may be found at: http://www.sice.oas.org/trade/nafta/chap-105.asp
- 3. Annex Kbis-01.1-5 applies to contracts for construction services.

Section B - Excluded Coverage

Services Exclusions by Major Service Category

PART 1 - Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2

The following services are excluded for entities listed in Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2:

A. Research and Development

All classes

B. Special Studies and Analysis - not R&D

B002 Animal and Fisheries Studies

B003 Grazing and Range Studies

B400 Aeronautic/Space Studies

B503 Medical and Health Studies

B507 Legal Studies (Except Advisory Services on Foreign Law)

ANNEXE Kbis-01.1-4

Services

Liste du Canada:

Section A - Dispositions générales

- 1. Le champ d'application comprend tous les services acquis par les entités figurant à l'annexe K*bis*-01.1-1 et à l'annexe K*bis*-01.1-2, sous réserve du paragraphe 3 et de la section B.
- 2. Les services sont identifiés conformément au Système commun de classification, qui peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.sice.oas.org/trade/nafta/chap-105.asp
- 3. L'annexe K*bis*-01.1-5 s'applique aux marchés de services de construction.

Section B - Services exclus

Services exclus par catégorie principale de services

PARTIE 1 - Annexe Kbis-01.1-1 et annexe Kbis-01.1-2

Les services suivants sont exclus pour les entités figurant à l'annexe Kbis-01.1-1 et à l'annexe Kbis-01.1-2 :

A. Recherche et développement

Toutes les catégories

B. Études et analyses spéciales - autres que la RD

- B002 Études sur les animaux et sur les pêches
- B003 Études sur les prairies et sur les pâturages
- B400 Études aéronautiques et spatiales
- B503 Études médicales et sanitaires
- B507 Études juridiques (sauf les services de conseils portant sur le droit étranger)

C	Architecture and	Engineering	Services
L.	Architecture and	Engineering	Der Lices

- C112 Airfield, Communication and Missile Facilities
- C216 Marine Architect and Engineering Services
- D. Information Processing and Related Telecommunications Services
- D304 ADP Telecommunications and Transmission Services, except those classified as "enhanced or value-added services." Enhanced or value added services means those telecommunications services employing computer processing applications that:
 - (a) act on the format, content, code, protocol or similar aspects of a customer's transmitted information;
 - (b) provide a customer with additional, different or restructured information, or
 - (c) involve customer interaction with stored information.

For purposes of this provision, the procurement of "ADP Telecommunications and Transmission services" does not include the ownership or furnishing of facilities for the transmission of voice or data services. This provision only extends to providers of enhanced or value-added services whose underlying telecommunications transmission facilities are leased from providers of public telecommunications transport networks.

- D305 ADP Teleprocessing and Timesharing Services
- F. Natural Resources and Conservation Services
- F004 Land Treatment Practices Services (plowing/clearing, etc)
- F005 Range Seeding Services (ground equipment)
- F006 Crop Services inc. Seed Collection/Production Services

- C. Services d'architecture et d'ingénierie
- C112 Installations d'aérodromes, de communications et de missiles
- C216 Services d'architecture navale et de génie maritime
- D. Services de traitement de l'information et services connexes de télécommunications
- D304 Services électroniques de télécommunications et de transmission, sauf les services classés comme « services améliorés ou services à valeur ajoutée ». Services améliorés ou services à valeur ajoutée s'entend des services de télécommunications faisant appel à des applications de traitement informatique :
 - qui interviennent au niveau de la structure, du contenu, du code, du protocole ou d'aspects semblables des informations transmises pour le compte d'un client,
 - b) qui fournissent aux clients des informations supplémentaires, différentes ou restructurées, ou
 - qui permettent aux clients de consulter en mode interactif les informations stockées.

Aux fins de la présente disposition, les marchés de services électroniques de télécommunications et de transmission excluent la propriété ou la fourniture d'installations pour la transmission de la voix ou des données. La présente disposition s'applique seulement aux fournisseurs de services améliorés ou à valeur ajoutée dont les installations de transmission sont louées de fournisseurs de réseaux publics de transport des télécommunications.

- D305 Services de télétraitement et de traitement en temps partagé
- F. Services afférents à la conservation et aux ressources naturelles
- F004 Services de traitement des terres (labourage, défrichage, etc.)
- F005 Services d'ensemencement de prairie (matériel terrestre)
- F006 Services de culture, y compris les services de cueillette et de production de semences

F011	Pesticides/Insecticides Support Services (except forestry and logging)
F021	Veterinary/Animal Care Services (inc. livestock services)
F029	Other Animal Care/Control Services
F030	Fisheries Resources Management Services
F031	Fish Hatchery Services
F050	Recreation Site Maintenance Services (non-construction)
F059	Other Natural Resource and Conservation Services
G.	Health and Social Services
	All classes

H. Quality Control, Testing and Inspection and Technical Representative Services

Services for the departments and functions listed in Annex Kbis-01.1-6 – General Notes, Note 1 (e) to this schedule respecting FSC 36 – (Special Industry Machinery), FSC 70 – (Automatic Data Processing Equipment, software supplies and support equipment) and FSC 74 – (Office machines, text processing systems and visible record equipment)

FSC 58 (Communications, Detection, and Coherent Radiation Equipment)

Services with reference to transportation equipment

F011	Services d'épandage de pesticides et d'insecticides (sauf les sylvicultures et l'exploitation forestière)
F021	Services vétérinaires et services de soin des animaux (y compris les services d'élevage de bétail)
F029	Autres services de soin et d'entretien des animaux
F030	Services de gestion des ressources halieutiques
F031	Services de pisciculture
F050	Services d'entretien d'aires de récréation (sauf construction)
F059	Autres services afférents à la conservation et aux ressources naturelles

G. Services de santé et services sociaux

Toutes les catégories

H. Services de contrôle de la qualité, services d'essai et d'inspection et services de représentation technique

Services aux ministères et fonctions énumérés à l'annexe Kbis-01.1-6 Notes générales, Note 1 e) à la présente liste en ce qui concerne la FSC 36 – (Machines pour industries spéciales), la FSC 70 – (Équipements pour le traitement automatique de l'information, à usage général, logiciels, fournitures et équipements de support) et la FSC 74-(Machines de bureau, systèmes de traitement de textes et équipements à classement visible)

FSC 58 (Équipements de télécommunications, de détection et de rayonnement cohérent)

Services afférents aux équipements de transport

J. Maintenance, Repair, Modification, Rebuilding and Installation of Equipment

Services for the departments and functions listed in Annex Kbis-01.1-6 – General Notes, Note 1 (e) to this schedule respecting FSC 36 – (Special Industry Machinery), FSC 70 – (Automatic Data Processing Equipment, software supplies and support equipment) and FSC 74 – (Office machines, text processing systems and visible record equipment)

FSC 58 (Communications, Detection, and Coherent Radiation Equipment)

Services with reference to transportation equipment

- J019 Maintenance, Repair, Modification, Rebuilding and Installation of Equipment related to Ships
- J998 Non-nuclear Ship Repair
- K. Custodial Operations and Related Services
- K0 Personal Care Services
- K105 Guard Services
- K109 Surveillance Services
- K115 Preparation and Disposal of Excess and Surplus Property
- L. Financial and Related Services

All classes

M. Operation of Government Owned Facilities

All facilities operated by: The Department of National Defence The Department of Transport The Department of Natural Resources

and for all Departments: M180 and M140

J. Entretien, réparation, modification, reconstruction et installation d'équipements

Services aux ministères et fonctions énumérés à l'annexe Kbis-01.1-6 — Notes générales, Note 1 e) à la présente liste en ce qui concerne la FSC 36 — (Machines pour industries spéciales), la FSC 70 — (Équipements pour le traitement automatique de l'information, à usage général, logiciels, fournitures et équipements de support) et la FSC 74 — (Machines de bureau, systèmes de traitement de textes et équipements à classement visible)

FSC 58 (Équipements de télécommunications, de détection et de rayonnement cohérent)

Services afférents aux équipements de transport

- J019 Entretien, réparation, modification, reconstruction et installation d'équipements afférents aux navires
- J998 Réparation de navires non nucléaires
- K. Services de gardiennage et services connexes
- K0 Services de soins personnels
- K105 Services de gardes
- K109 Services de surveillance
- K115 Préparation et aliénation de biens excédentaires
- L. Services financiers et services connexes

Toutes les catégories

M. Exploitation d'installations gouvernementales

Toutes les installations exploitées par : Le ministère de la Défense nationale Le ministère des Transports Le ministère des Ressources naturelles

et pour tous les ministères : M180 et M140

R.	Professional, Administrative and Management Support Services
R003	Legal Services (Except Advisory Services on Foreign Law)
R004	Certifications and accreditations for products and institutions other than Educational Institutions
R007	Systems Engineering Services ¹
R012	Patent and Trade Mark Services
R101	Expert Witness
R102	Weather Reporting/Observation Services
R104	Transcription Services
R106	Post Office Services
R109	Translation and Interpreting Services (inc. sign language)
R114	Logistics Support Services ²
R116	Court Reporting Services
R117	Paper Shredding Services
R201	Civilian Personnel Recruitment (inc. Services of Employment Agencies)
S.	Utilities
	All classes
Т.	Communications, Photographic, Mapping, Printing and Publications Services
	All classes

¹ with reference to transportation systems
2 with respect to transportation and defence

R.	Services professionnels, services administratifs et services de soutien de la gestion
R003	Services juridiques (sauf les services de conseils portant sur le droit étranger)
R004	Homologation de produits et accréditation et d'établissements autres que les établissements d'enseignement
R007	Services d'ingénierie des systèmes ¹
R012	Services de brevets et de marques de commerce
R101	Témoignages d'experts
R102	Services d'information et d'observation météorologiques
R104	Services de transcription
R106	Services postaux
R109	Services de traduction et d'interprétation (y compris l'interprétation gestuelle)
R114	Services de soutien logistique ²
R116	Services de sténographie judiciaire
R117	Services de déchiquetage du papier
R201	Recrutement du personnel civil (y compris les services des agences de placement)
S.	Services publics
	Toutes les catégories
T.	Services de communication, de photographie, de cartographie, d'impression et de publication
	Toutes les catégories

en ce qui concerne les systèmes de transport en ce qui concerne les transports et la défense

U. Education and Training Services

U010 Certifications and accreditations for Educational Institutions

V. Transportation, Travel and Relocation Services

All classes (except V502 Hotel and similar accommodation services only and V503 Travel Agent Services (not including Tour Guides))

W. Lease or Rental of Equipment

Services for the departments and functions listed in Annex Kbis-01.16 – General Notes, Note 1 (e) to this schedule respecting FSC 36 – (Special Industry Machinery), FSC 70 – (Automatic Data Processing Equipment, software supplies and support equipment) and FSC 74 – (Office machines, text processing systems and visible record equipment)

FSC 58 (Communications, Detection, and Coherent Radiation Equipment)

Services with reference to transportation equipment

PART 2 - Annex Kbis-01.1-2

The following services are excluded for entities listed in Annex Kbis-01.1-2 only:

D. Information Processing and Related Telecommunications Services

- D309 Information and Data Broadcasting or Data Distribution Services
- D316 Telecommunications Network Management Services
- D317 Automated News Service, Data Services, or Other Information Services. Buying data, the electronic equivalent of books, periodicals, newspapers, etc.

- U. Services d'éducation et de formation
- U010 Homologation et accréditation des institutions d'enseignement
- V. Services de transport, d'agences de voyages et de déménagement

Toutes les catégories (sauf V502 : Services d'hôtellerie et services d'hébergement analogues seulement et V503 : Services d'agences de voyage (à l'exclusion des services de guides touristiques))

W. Location d'équipements

Services aux ministères et fonctions énumérés à l'annexe Kbis-01.1-6 – Notes générales, Note 1 e) à la présente liste en ce qui concerne la FSC 36 – (Machines pour industries spéciales), la FSC 70 – (Équipements pour le traitement automatique de l'information, à usage général, logiciels, fournitures et équipements de support) et la FSC 74 – (Machines de bureau, systèmes de traitement de textes et équipements à classement visible)

FSC 58 (équipements de télécommunications, de détection et de rayonnement cohérent)

Services afférents aux équipements de transport

PARTIE 2 - Annexe Kbis-01.1-2

Les services suivants sont exclus seulement pour les entités énumérées à l'annexe Kbis-01.1-2:

- D. Services de traitement de l'information et services connexes de télécommunications
- D309 Services de radiodiffusion de l'information et de distribution des données
- D316 Services de gestion des réseaux de télécommunications
- D317 Services automatisés de nouvelles, services de données ou autres services d'information. Achats de données, l'équivalent électronique des livres, périodiques, journaux, etc.

_	
F.	Natural Resources and Conservation Service

F007 Seedling Production/Transplanting Services

F010 Other Range/Forest Improvements Services

R. Professional, Administrative and Management Support Services

R113 Data Collection Services

V. Transportation, Travel and Relocation Services

V502 Hotel and similar accommodation services only

Notes to Annex Kbis-01.1-4

- 1. All services, with reference to those goods purchased by the Department of National Defence, the Royal Canadian Mounted Police and the Canadian Coast Guard which are not identified as subject to coverage by this Chapter (Annex Kbis-01.1-3), will be exempt from the disciplines of the Chapter.
- 2. All services purchased in support of military forces located overseas will be exempt from coverage by this Chapter.
- 3. The General Notes apply to this Annex.

Schedule of Chile

This Chapter applies to all services procured by the entities listed in Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2, except the following:

Financial Services

All classes

- D399 Autres services informatiques et de télécommunications
- F. Services afférents à la conservation et aux ressources naturelles
- F007 Services de production et de transplantation des jeunes plants
- F010 Autres services d'aménagement des prairies et des forêts
- R. Services professionnels, services administratifs et services de soutien de la gestion
- R113 Services de collecte des données
- V. Services de transport, d'agences de voyage et de déménagement
- V502 Services d'hôtellerie et services d'hébergement analogues seulement

Notes à l'annexe Kbis-01.1-4

- 1. En ce qui concerne les produits qui sont achetés par le ministère de la Défense nationale, la Gendarmerie Royale du Canada et la Garde côtière canadienne et qui ne sont pas visés par le présent chapitre (Annexe Kbis-01.1-3), tous les services seront soustraits aux règles du chapitre.
- 2. Tous les services achetés à l'intention des forces militaires stationnées à l'étranger seront soustraits à l'application du présent chapitre.
- Les notes générales s'appliquent à cette annexe.

Liste du Chili

Le présent chapitre s'applique à tous les services acquis par les entités figurant aux annexes Kbis-01.1-1 et Kbis-01.1-2, excepté les services suivants :

Services financiers

Toutes les catégories

ANNEX Kbis-01.1-5

Construction Services

Schedule of Canada:

Section A - General Provisions

- 1. Coverage includes all construction services set out in the Common Classification System, except those listed in Section B, that are procured by the entities listed in Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2.
- 2. The Common Classification System can be found at:

http://www.sice.oas.org/trade/nafta/chap-106.asp#An1001.1b-3

Section B - Excluded Coverage

Services Exclusions by Major Service Category

The following services contracts are excluded:

- 1. Dredging
- Construction contracts tendered by or on behalf of the Department of Transport
- For CPC 5115 mining of oil and gas which is classified under CCS F042

Note to Annex Kbis-01.1-5

The General Notes apply to this Annex.

Schedule of Chile:

This Chapter applies to all construction services procured by the entities listed in Annex Kbis-01.1-1 and Annex Kbis-01.1-2.

ANNEXE Kbis-01.1-5

Services de construction

Liste du Canada:

Section A - Dispositions générales

- 1. Sont compris tous les services de construction figurant dans le Système commun de classification, sauf les services indiqués à la section B, qui sont acquis par les entités figurant aux annexes Kbis-01.1-1 et Kbis-01.1-2.
- 2. On peut trouver le Système commun de classification à l'adresse suivante :

http://www.sice.oas.org/trade/nafta_f/CHAP10H.asp#Appendice%201001.1b-3-A

Section B - Services exclus

Services exclus par catégorie principale de services

Les marchés de services suivants sont exclus :

- 1. Marchés de dragage
- 2. Marchés de construction passés par ou pour le ministère des Transports
- 3. En ce qui concerne la CPC 5115, l'exploitation pétrolière et gazière classifiée sous SCC F042

Note à l'annexe Kbis-01.1-5

Les notes générales s'appliquent à cette annexe.

Liste du Chili:

Le présent chapitre s'applique à tous les services de construction acquis par les entités figurant aux annexes Kbis-01.1-1 et Kbis-01.1-2.

ANNEX Kbis-01.1-6

General Notes

Schedule of Canada:

- 1. This Chapter does not apply to procurements in respect of:
 - (a) shipbuilding and repair;
 - urban rail and urban transportation equipment, systems, components and materials incorporated therein as well as all project related materials of iron or steel;
 - (c) contracts respecting FSC 58 (communications, detection and coherent radiation equipment);
 - (d) set-asides for small and minority businesses;
 - (e) (i) the Department of Transport;
 - (ii) the Department of Fisheries and Oceans;
 - (iii) the Canadian Food Inspection Agency in respect of the administration and enforcement of the Fish Inspection Act;
 - (iv) the Department of Canadian Heritage in respect of those functions that were formerly the responsibility of the Department of Communications;
 - (v) the Department of Industry in respect of telecommunications, except in relation to (a) the planning and coordination of telecommunication services for departments, boards and agencies of the Government of Canada, and (b) broadcasting, other than in relation to spectrum management and the technical aspects of broadcasting; and

ANNEXE Kbis-01.1-6

Notes générales

Liste du Canada:

- Le présent chapitre ne s'applique pas aux marchés concernant :
 - a) la construction et la réparation des navires;
 - le matériel et les systèmes de transport ferroviaire urbain et de transport en commun urbain, les éléments et matériaux servant à leur fabrication, ainsi que tous les matériaux de fer ou d'acier reliés à ces projets;
 - c) les contrats relevant de la catégorie FSC 58 (matériel de communications, de détection et de rayonnement cohérent);
 - d) les commandes réservées aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires;
 - e) (i) le ministère des Transports;
 - (ii) le ministère des Pêches et des Océans;
 - (iii) l'Agence canadienne d'inspection des aliments en ce qui concerne l'administration et l'application de la Loi sur l'inspection des poissons;
 - (iv) le ministère du Patrimoine canadien en ce qui concerne les fonctions qui étaient anciennement la responsabilité du ministère des Communications;
 - (v) le ministère de l'Industrie en ce qui concerne les télécommunications, sauf en ce qui a trait : a) à la planification et la coordination des services de télécommunications à l'intention des ministères et organismes fédéraux, et b) à la radiodiffusion, à l'exception de la gestion du spectre et des aspects techniques de la radiodiffusion;

 (vi) the Department of Public Works and Government Services in respect of the Government Telecommunications Agency;

respecting Federal Supply Classification (FSC) 70 (automatic data processing equipment, software supplies and support equipment), FSC 74 (office machines, text processing systems and visible record equipment) and FSC 36 (special industry machinery); and

- (f) agricultural products made in furtherance of agricultural support programs or human feeding programs.
- 2. This Chapter does not apply to the procurement of transportation services that form a part of, or are incidental to, a procurement contract.
- 3. Pursuant to Article Kbis-16, national security exceptions include oil purchases related to any strategic reserve requirements.
- 4. National security exceptions include procurements made in support of safeguarding nuclear materials or technology.
- The procurement process is the process that begins after an entity has
 decided on its requirement and continues through to and including contract
 award.

Schedule of Chile:

This Chapter does not apply to procurements in respect of financial services.

(vi) le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux en ce qui concerne l'Agence des télécommunications gouvernementales;

en ce qui concerne la Classification fédérale des approvisionnements (FSC) 70 (Équipements pour le traitement automatique de l'information, à usage général, logiciels, fournitures et équipements de support), la FSC 74 (Machines de bureau, systèmes de traitement de textes et équipements à classement visible) et la FSC 36 (Machines pour industries spéciales);

- f) les produits agricoles effectués dans le cadre de programmes de soutien à l'agriculture ou de programmes d'aide alimentaire.
- 2. Le présent chapitre ne s'applique pas aux marchés portant sur les services de transport qui forment une partie d'un marché d'approvisionnement ou y sont rattachés.
- 3. Aux termes de l'article Kbis-16, les exceptions au titre de la sécurité nationale comprennent les achats de pétrole liés aux exigences en matière de réserve stratégique.
- 4. Les exceptions au titre de la sécurité nationale comprennent les marchés passés pour protéger les matières ou la technologie nucléaires.
- 5. Le processus des marchés commence après qu'une entité a décidé quelles sont ses exigences et il se poursuit jusqu'à l'octroi du marché inclusivement.

Liste du Chili:

Le présent chapitre ne s'applique pas aux services financiers.

ANNEX Kbis-01.1-7

Threshold Adjustment Formulas

- 1. The thresholds referred to in Annexes Kbis-01.1-1, Kbis-01.1-2 and Kbis-01.1-8, except the threshold for construction services in Annex Kbis-01.1-1, shall be adjusted in accordance with Annex 1001.1c of the North American Free Trade Agreement.
- 2. The threshold for construction services in Annex Kbis-01.1-1 shall be adjusted;
 - (a) for Canada, in accordance with the formula in the World
 Trade Organization Agreement on Government Procurement,
 GPA/1, Annex 3; and
 - (b) for Chile, in accordance with the formula in Chapter 9, Section G, paragraph 3 of the U.S.-Chile Free Trade Agreement.
- 3. The Parties agree that the thresholds shall be fixed for two calendar years and the first threshold adjustment will take place effective 1 January, 2008.
- 4. Where a major change in a national currency of either Party during a year were to create a significant problem with regard to the application of the Chapter, the Parties shall consult as to whether an interim adjustment is appropriate.
- 5. In the event that:
 - (a) Canada withdraws from the North American Free Trade
 Agreement pursuant to Article 2205 of that Agreement, or the
 World Trade Organization Agreement on Government
 Procurement pursuant to Article XXIV of that Agreement; or
 - (b) Chile withdraws from the U.S.-Chile Free Trade Agreement pursuant to Article 24.4 of that Agreement; or
 - (c) the North American Free Trade Agreement, or the World
 Trade Organization Agreement on Government Procurement,
 or the U.S.-Chile Free Trade Agreement are terminated; or

ANNEXE Kbis-01.1-7

Formules d'ajustement de seuil

- 1. Les seuils cités aux annexes Kbis-01.1-1, Kbis-01.1-2 et Kbis-01.1-8, sauf le seuil pour les services de construction visés à l'annexe Kbis-01.1-1, seront ajustés conformément à l'annexe 1001.1c de l'Accord de libre-échange nord-américain.
- 2. Le seuil pour les services de construction visés à l'annexe K*bis*-01.1-1 sera ajusté :
 - a) pour le Canada, selon la formule prévue à l'Accord sur les Marchés Publics de l'Organisation mondiale du commerce, AMP/1, annexe 3; et
 - pour le Chili, selon la formule prévue au chapitre 9, Section G, alinéa 3 de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Chili.
- 3. Les Parties conviennent que les seuils sont fixés pour deux années civiles et que le premier ajustement de seuil entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008.
- 4. Lorsqu'un changement important dans une devise nationale de l'une ou l'autre Partie au cours d'une année donnée devait créer un problème majeur en ce qui concerne l'application du chapitre, les Parties doivent se consulter sur la pertinence d'un ajustement provisoire.

5. Advenant que:

- a) le Canada se retire de l'Accord de libre-échange nord-américain conformément à l'article 2205 de cet accord, ou se retire de l'Accord sur les Marchés Publics de l'Organisation mondiale du commerce conformément à l'article XXIV de cet accord, ou
- b) le Chili se retire de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Chili conformément à l'article 24.4 de cet accord, ou
- c) l'Accord de libre-échange nord-américain, l'Accord sur les Marchés Publics de l'Organisation mondiale du commerce ou l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Chili est résilié, ou

(d) a threshold adjustment formula referenced in paragraphs 1 or 2 is altered;

the Committee on Procurement shall agree on a suitable alternate threshold adjustment formula.

6. The Committee shall recommend to the Commission any modification of, or addition to Annex K*bis*-01.1-7.

d) une formule d'ajustement de seuil mentionnée au paragraphe 1 ou 2 est modifiée,

le Comité des marchés publics conviendra d'une autre formule d'ajustement de seuil qui soit acceptable.

6. Le Comité recommandera à la Commission toute modification de l'annexe K*bis*-01.1-7 ou ajout à celle-ci.

ANNEX Kbis-01.1-8

Extended Transparency Commitments

The provisions of Article Kbis-03; Article Kbis-04; the first sentence of Article Kbis-05(1); Article Kbis-06(1) and (3); Article Kbis-08(1), (2)(b), and (5); Article Kbis-10(1) and (2); Article Kbis-15 and Article Kbis-16 apply where:

- (a) the entity uses an open tendering process; and
- (b) the procurement is for goods, services and construction services in excess of CDN \$124,000 for Canada and CLP \$ 54,902,025 for Chile, for entities listed in Annex Kbis-01.1-1 and is otherwise excluded by Annexes Kbis-01.1-3 (Goods), Kbis-01.1-4 (Services), and Kbis-01.1-5 (Construction Services).

ANNEXE Kbis-01.1-8

Engagements de transparence supplémentaires

La première phrase du paragraphe Kbis-05(1) et les dispositions de l'article Kbis-03, de l'article Kbis-04, des paragraphes Kbis-06(1) et (3), du paragraphe Kbis-08(1), de l'alinéa (2)(b) et du paragraphe (5), des paragraphes Kbis-10(1) et (2), article Kbis-15 et de l'article Kbis-16 s'appliquent lorsque :

- a) l'entité a recours à des procédures d'appel d'offres ouvertes; et
- b) que le marché vise des produits, des services et des services de construction pour un montant en excédent de 124 000 \$ CAN pour le Canada et de 54 902 025 CLP pour le Chili et ce, pour des entités figurant à l'annexe Kbis-01.1-1, et qu'il est autrement exclu par les annexes Kbis-01.1-3 (produits), Kbis-01.1-4 (services) et Kbis-01.1-5 (services de construction).

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

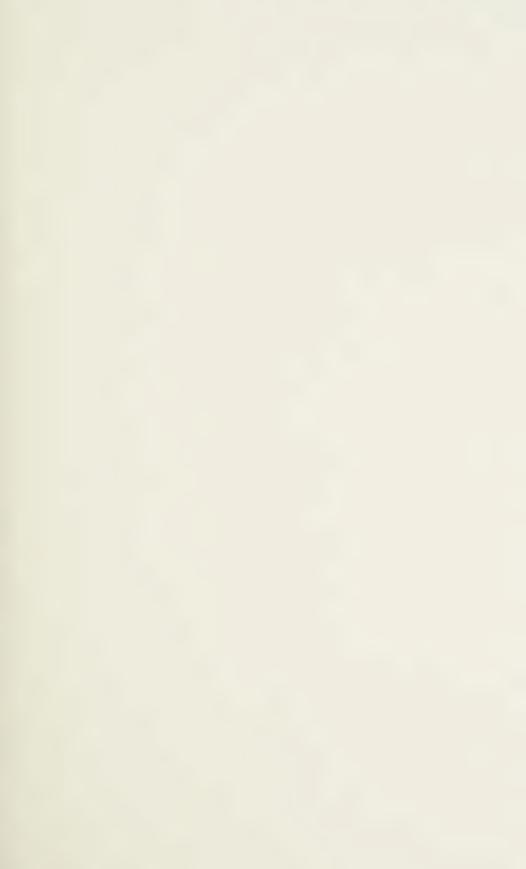
Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 Fax: (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/15 978-0-660-65298-6 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa, Canada K1A 0S5

> Téléphone : (613) 941-5995 Télécopieur : (613) 954-5779 Commandes seulement : 1-800-635-7943 No de catalogue : FR4-2008/15 978-0-660-65298-6









CANADA

TREATY SERIES 2008/16 RECUEIL DES TRAITÉS

TERRORISM

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Japan constituting an Agreement on Special Measures concerning Supply Assistance Activities in Support of Counter-Terrorism Maritime Interdiction Activities

Tokyo, 7 March 2008

In Force 7 March 2008

TERRORISME

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Japon constituant un Accord portant sur des mesures spéciales concernant des activités d'assistance à l'approvisionnement au soutien d'activités d'interdiction maritime antiterroristes

Tokyo, le 7 mars 2008

En vigueur le 7 mars 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/16 RECUEIL DES TRAITÉS

TERRORISM

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Japan constituting an Agreement on Special Measures concerning Supply Assistance Activities in Support of Counter-Terrorism Maritime Interdiction Activities

Tokyo, 7 March 2008

In Force 7 March 2008

TERRORISME

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Japon constituant un Accord portant sur des mesures spéciales concernant des activités d'assistance à l'approvisionnement au soutien d'activités d'interdiction maritime antiterroristes

Tokyo, le 7 mars 2008

En vigueur le 7 mars 2008



I

The Minister of Foreign Affairs of Japan to the Ambassador of Canada

(Translation)

Tokyo, 7 March 2008

Excellency,

I have the honour to refer to Japan's Law Regarding Special Measures Concerning Supply Assistance Activities in Support of Counter-Terrorism Maritime Interdiction Activities (Law No.1 of 2008, hereinafter referred to as "the Law").

The purpose of the Law is to continue active and voluntary contributions to efforts by the international community for the prevention and eradication of international terrorism, and thereby contribute to ensuring peace and security of the international community including Japan, through activities related to the provision of supplies and services of the Self-Defense Forces of Japan (limited to activities that provide fuel for vessels or rotary wing aircraft carried on vessels and water) to vessels of the armed forces or other similar entities of foreign countries which are engaged in duties related to activities that contribute to the achievement of the purposes of the Charter of the United Nations by making efforts to eradicate the threat caused by the terrorist attacks in the United States of America on September 11, 2001, and to take such necessary measures as the inspection and verification of vessels sailing the Indian Ocean with a view to interdicting and deterring the movements of terrorists, weapons or other material under international cooperation (hereinafter referred to as "counter-terrorism maritime interdiction activities"), in order to assist in the smooth and effective implementation of counter-terrorism maritime interdiction activities.

I have further the honour to refer to the discussions that have taken place between our two Governments concerning supplies and services in the field of logistic support (hereinafter referred to as "the logistic support, supplies, and services") contributed to the armed forces or other similar entities of Canada in accordance with the Law and to propose on behalf of the Government of Japan the following arrangements as a result of those discussions:

His Excellency Mr. Joseph Peter Caron Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Canada I

Le ministre des Affaires étrangères du Japon à l'ambassadeur du Canada

(Traduction)

Tokyo, le 7 mars 2008

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la Loi japonaise portant sur les dispositions spéciales concernant les activités d'aide de ravitaillement en soutien aux activités d'interdiction maritime d'antiterrorisme (Loi n°1 de 2008, ci-après dénommée « la Loi »).

Le but de la Loi est de continuer la contribution active et volontaire aux efforts de la communauté internationale pour la prévention et l'éradication du terrorisme international et, ainsi, contribuer à assurer la paix et la sécurité de la communauté internationale, y compris le Japon, au moyen d'activités liées à l'approvisionnement en fournitures et services des Forces d'Auto-Défense du Japon (limité aux activités qui fournissent du carburant pour les vaisseaux ou pour les avions à ailes rotatives transportés sur les vaisseaux ainsi que de l'eau) des vaisseaux des forces armées ou autres entités analogues de pays étrangers qui s'engagent dans les obligations liées aux activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Charte des Nations Unies en faisant des efforts pour éradiquer la menace causée par les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique, et portant sur des mesures nécessaires, telles que l'inspection et la vérification de vaisseaux navigant dans l'océan Indien, en vue d'interdire et dissuader les mouvements de terroristes, d'armes et d'autres matériels par la coopération internationale (ci-après dénommées « les activités d'interdiction maritime d'antiterrorisme »), afin d'aider à la mise en œuvre en douceur et effective des activités d'interdiction maritime d'antiterrorisme

J'ai aussi l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements relativement aux fournitures et aux services dans le domaine du soutien logistique (ci-après dénommé « soutien logistique, fournitures et services ») mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada conformément à la Loi ainsi que de proposer, au nom du gouvernement du Japon, les arrangements suivants découlant de ces discussions :

Son Excellence Monsieur Joseph Peter Caron Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada

- 1. The use of logistic support, supplies and services contributed to and accepted by the armed forces or other similar entities of Canada in accordance with the Law shall be consistent with the Charter of the United Nations.
- 2. The logistic support, supplies and services contributed to and accepted by the armed forces or other similar entities of Canada in accordance with the Law shall not be transferred, either temporarily or permanently, by any means to persons outside of the armed forces or other similar entities of Canada, without the prior consent of the Government of Japan.
- 3. The Government of Japan and the Government of Canada will consult with each other for the purpose of effective implementation of the present arrangements.

I have further the honour to propose that, if the proposals set out above are acceptable to the Government of Canada, this Note and Your Excellency's reply to that effect on behalf of the Government of Canada shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter, which shall enter into force on the date of Your Excellency's reply.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Masahiko Koumura Minister for Foreign Affairs of Japan

- 1. L'utilisation du soutien logistique, des fournitures et des services mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada conformément à la Loi, et acceptés par celles-ci, doit être conforme à la Charte des Nations Unies.
- 2. Le soutien logistique, les fournitures et les services mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada conformément à la Loi, et acceptés par celles-ci, ne doivent pas être transférés, temporairement ou de façon permanente, par quelque moyen que ce soit aux personnes n'appartenant pas aux forces armées ou autres entités analogues du Canada sans le consentement préalable du gouvernement du Japon.
- 3. Le gouvernement du Japon et le gouvernement du Canada se consulteront en vue de la mise en œuvre effective des présents arrangements.

J'ai en outre l'honneur de proposer que, si les modalités ci-dessus agréent au gouvernement du Canada, la présente Note et la réponse à celle-ci de la part de Votre Excellence à cet effet au nom du gouvernement du Canada constituent en l'occurrence entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

Je désire profiter de cette occasion qui m'est donnée de réitérer à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

Masahiko Koumura Ministre des Affaires étrangères du Japon

The Ambassador of Canada to the Minister of Foreign Affairs of Japan

Tokyo, 7 March 2008

His Excellency Mr. Masahiko Koumura Minister of Foreign Affairs Tokyo

Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date concerning the discussions that have taken place between our two Governments concerning the logistic support, supplies and services contributed to the armed forces or other similar entities of Canada, which reads as follows:

"Excellency,

I have the honour to refer to Japan 's Law Regarding Special Measures Concerning Supply Assistance Activities in Support of Counter-Terrorism Maritime Interdiction Activities (Law No.1 of 2008, hereinafter referred to as "the Law").

The purpose of the Law is to continue active and voluntary contributions to efforts by the international community for the prevention and eradication of international terrorism, and thereby contribute to ensuring peace and security of the international community including Japan, through activities related to the provision of supplies and services of the Self-Defense Forces of Japan (limited to activities that provide fuel for vessels or rotary wing aircraft carried on vessels and water) to vessels of the armed forces or other similar entities of foreign countries which are engaged in duties related to activities that contribute to the achievement of the purposes of the Charter of the United Nations by making efforts to eradicate the threat caused by the terrorist attacks in the United States of America on September 11, 2001, and to take such necessary measures as the inspection and verification of vessels sailing the Indian Ocean with a view to interdicting and deterring the movements of terrorists, weapons or other material under international cooperation (hereinafter referred to as "counter-terrorism maritime interdiction activities"), in order to assist in the smooth and effective implementation of counter-terrorism maritime interdiction activities.

L'ambassadeur du Canada au ministre des Affaires étrangères du Japon

Tokyo, le 7 mars 2008

Son Excellence Monsieur Masahiko Koumura Ministre des Affaires étrangères Tokyo

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence en date de ce jour concernant les discussions qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements relativement au soutien logistique, aux fournitures et aux services mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada, et qui se lit comme suit :

« Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la Loi japonaise portant sur les dispositions spéciales concernant les activités d'aide de ravitaillement en soutien aux activités d'interdiction maritime d'antiterrorisme (Loi n°1 de 2008, ci-après dénommée « la Loi »).

Le but de la Loi est de continuer la contribution active et volontaire aux efforts de la communauté internationale pour la prévention et l'éradication du terrorisme international et, ainsi, contribuer à assurer la paix et la sécurité de la communauté internationale, y compris le Japon, au moyen d'activités liées à l'approvisionnement en fournitures et services des Forces d'Auto-Défense du Japon (limité aux activités qui fournissent du carburant pour les vaisseaux ou pour les avions à ailes rotatives transportés sur les vaisseaux ainsi que de l'eau) des vaisseaux des forces armées ou autres entités analogues de pays étrangers qui s'engagent dans les obligations liées aux activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Charte des Nations Unies en faisant des efforts pour éradiquer la menace causée par les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique, et portant sur des mesures nécessaires, telles que l'inspection et la vérification de vaisseaux navigant dans l'océan Indien, en vue d'interdire et dissuader les mouvements de terroristes, d'armes et d'autres matériels par la coopération internationale (ci-après dénommées « les activités d'interdiction maritime d'antiterrorisme »), afin d'aider à la mise en

I have further the honour to refer to the discussions that have taken place between our two Governments concerning supplies and services in the field of logistic support (hereinafter referred to as "the logistic support, supplies, and services") contributed to the armed forces or other similar entities of Canada in accordance with the Law and to propose on behalf of the Government of Japan the following arrangements as a result of those discussions:

- 1. The use of logistic support, supplies and services contributed to and accepted by the armed forces or other similar entities of Canada in accordance with the Law shall be consistent with the Charter of the United Nations.
- 2. The logistic support, supplies and services contributed to and accepted by the armed forces or other similar entities of Canada in accordance with the Law shall not be transferred, either temporarily or permanently, by any means to persons outside of the armed forces or other similar entities of Canada, without the prior consent of the Government of Japan.
- 3. The Government of Japan and the Government of Canada will consult with each other for the purpose of effective implementation of the present arrangements.

I have further the honour to propose that, if the proposals set out above are acceptable to the Government of Canada, this Note and Your Excellency's reply to that effect on behalf of the Government of Canada shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments in this matter, which shall enter into force on the date of Your Excellency's reply.

J'ai aussi l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements relativement aux fournitures et aux services dans le domaine du soutien logistique (ci-après dénommé « soutien logistique, fournitures et services ») mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada conformément à la Loi ainsi que de proposer, au nom du gouvernement du Japon, les arrangements suivants découlant de ces discussions :

- 1. L'utilisation du soutien logistique, des fournitures et des services mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada conformément à la Loi, et acceptés par celles-ci, doit être conforme à la Charte des Nations Unies.
- 2. Le soutien logistique, les fournitures et les services mis à la disposition des forces armées ou autres entités analogues du Canada conformément à la Loi, et acceptés par celles-ci, ne doivent pas être transférés, temporairement ou de façon permanente, par quelque moyen que ce soit aux personnes n'appartenant pas aux forces armées ou autres entités analogues du Canada sans le consentement préalable du gouvernement du Japon.
- 3. Le gouvernement du Japon et le gouvernement du Canada se consulteront en vue de la mise en œuvre effective des présents arrangements.

J'ai en outre l'honneur de proposer que, si les modalités ci-dessus agréent au gouvernement du Canada, la présente Note et la réponse à celle-ci de la part de Votre Excellence à cet effet au nom du gouvernement du Canada constituent en l'occurrence entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration."

I have further the honour to confirm on behalf of the Government of Canada that the proposals set out in Your Excellency's Note are acceptable to the Government of Canada and that Your Excellency's Note and this reply, which is equally authentic in English and French, shall be regarded as constituting an agreement between the two Governments, which shall enter into force on the date of this reply.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Joseph Caron Ambassador Je désire profiter de cette occasion qui m'est donnée de réitérer à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération. »

J'ai en outre l'honneur de confirmer, au nom du gouvernement du Canada, que les propositions énoncées dans la Note de Votre Excellence agréent au gouvernement du Canada, et que la Note de Votre Excellence ainsi que la présente réponse, dont les versions française et anglaise font également foi, constituent entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de cette réponse.

Je désire profiter de cette occasion qui m'est donnée de réitérer à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

L'Ambassadeur,

Joseph Caron

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone : (613) 941-5995 Fax : (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/16 978-0-660-65750-9 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa, Canada K1A 0S5

> Téléphone : (613) 941-5995 Télécopieur : (613) 954-5779 Commandes seulement : 1-800-635-7943 No de catalogue : FR4-2008/16 978-0-660-65750-9









CANADA

TREATY SERIES 2008/17 RECUEIL DES TRAITÉS

WAR

Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III)

Geneva, 8 December 2005

Ratified by Canada 26 November 2007

In Force for Canada 26 May 2008

GUERRE

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III)

Genève, le 8 décembre 2005

Ratifié par le Canada le 26 novembre 2007

En vigueur pour le Canada le 26 mai 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/17 RECUEIL DES TRAITÉS

WAR

Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III)

Geneva, 8 December 2005

Ratified by Canada 26 November 2007

In Force for Canada 26 May 2008

GUERRE

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III)

Genève, le 8 décembre 2005

Ratifié par le Canada le 26 novembre 2007

En vigueur pour le Canada le 26 mai 2008



Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem

(Protocol III)

Preamble

The High Contracting Parties,

- (PP1) Reaffirming the provisions of the Geneva Conventions of 12 August 1949 (in particular Articles 26, 38, 42 and 44 of the First Geneva Convention) and, where applicable, their Additional Protocols of 8 June 1977 (in particular Articles 18 and 38 of Additional Protocol I and Article 12 of Additional Protocol II), concerning the use of distinctive emblems,
- (PP2) Desiring to supplement the aforementioned provisions so as to enhance their protective value and universal character,
- (PP3) *Noting* that this Protocol is without prejudice to the recognized right of High Contracting Parties to continue to use the emblems they are using in conformity with their obligations under the Geneva Conventions and, where applicable, the Protocols additional thereto,
- (PP4) Recalling that the obligation to respect persons and objects protected by the Geneva Conventions and the Protocols additional thereto derives from their protected status under international law and is not dependent on use of the distinctive emblems, signs or signals,
- (PP5) Stressing that the distinctive emblems are not intended to have any religious, ethnic, racial, regional or political significance,
- (PP6) *Emphasizing* the importance of ensuring full respect for the obligations relating to the distinctive emblems recognized in the Geneva Conventions, and, where applicable, the Protocols additional thereto,
- (PP7) Recalling that Article 44 of the First Geneva Convention makes the distinction between the protective use and the indicative use of the distinctive emblems,
- (PP8) Recalling further that National Societies undertaking activities on the territory of another State must ensure that the emblems they intend to use within the framework of such activities may be used in the country where the activity takes place and in the country or countries of transit,

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel

(Protocole III)

Préambule

Les Hautes Parties contractantes,

- (PP1) *Réaffirmant* les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 (en particulier les articles 26, 38, 42 et 44 de la I^{re} Convention de Genève) et, le cas échéant, de leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977 (en particulier les articles 18 et 38 du Protocole additionnel I et l'article 12 du Protocole additionnel II), concernant l'utilisation des signes distinctifs;
- (PP2) *Souhaitant* compléter les dispositions mentionnées ci-dessus afin de renforcer leur valeur protectrice et leur caractère universel;
- (PP3) *Notant* que le présent Protocole ne porte pas atteinte au droit reconnu des Hautes Parties contractantes de continuer à utiliser les emblèmes qu'elles utilisent conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des Conventions de Genève et, le cas échéant, de leurs Protocoles additionnels;
- (PP4) Rappelant que l'obligation de respecter les personnes et les biens protégés par les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels découle de la protection que leur accorde le droit international et ne dépend pas de l'utilisation des emblèmes, des signes ou des signaux distinctifs;
- (PP5) Soulignant que les signes distinctifs ne sont pas censés avoir de signification religieuse, ethnique, raciale, régionale ou politique;
- (PP6) *Insistant* sur la nécessité de garantir le plein respect des obligations liées aux signes distinctifs reconnus dans les Conventions de Genève et, le cas échéant, dans leurs Protocoles additionnels;
- (PP7) Rappelant que l'article 44 de la I^{re} Convention de Genève établit la distinction entre l'usage protecteur et l'usage indicatif des signes distinctifs;
- (PP8) Rappelant en outre que les Sociétés nationales qui entreprennent des activités sur le territoire d'un autre État doivent s'assurer que les emblèmes qu'elles prévoient d'utiliser dans le cadre de ces activités peuvent être utilisés dans le pays où se déroulent ces activités ainsi que dans le ou les pays de transit;

- (PP9) Recognizing the difficulties that certain States and National Societies may have with the use of the existing distinctive emblems,
- (PP10) *Noting* the determination of the International Committee of the Red Cross, the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies and the International Red Cross and Red Crescent Movement to retain their current names and emblems,

Have agreed on the following:

Article 1 Respect for and scope of application of this Protocol

- 1. The High Contracting Parties undertake to respect and to ensure respect for this Protocol in all circumstances.
- 2. This Protocol reaffirms and supplements the provisions of the four Geneva Conventions of 12 August 1949 ("the Geneva Conventions") and, where applicable, of their two Additional Protocols of 8 June 1977 ("the 1977 Additional Protocols") relating to the distinctive emblems, namely the red cross, the red crescent and the red lion and sun, and shall apply in the same situations as those referred to in these provisions.

Article 2 Distinctive emblems

- 1. This Protocol recognizes an additional distinctive emblem in addition to, and for the same purposes as, the distinctive emblems of the Geneva Conventions. The distinctive emblems shall enjoy equal status.
- 2. This additional distinctive emblem, composed of a red frame in the shape of a square on edge on a white ground, shall conform to the illustration in the Annex to this Protocol. This distinctive emblem is referred to in this Protocol as the "third Protocol emblem".
- 3. The conditions for use of and respect for the third Protocol emblem are identical to those for the distinctive emblems established by the Geneva Conventions and, where applicable, the 1977 Additional Protocols.
- 4. The medical services and religious personnel of armed forces of High Contracting Parties may, without prejudice to their current emblems, make temporary use of any distinctive emblem referred to in paragraph 1 of this Article where this may enhance protection.

- (PP9) Reconnaissant les difficultés que l'utilisation des signes distinctifs existants peut poser à certains États et à certaines Sociétés nationales;
- (PP10) *Notant* la détermination du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de conserver leurs noms et leurs signes distinctifs actuels;

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier Respect et champ d'application du présent Protocole

- 1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter le présent Protocole en toutes circonstances.
- 2. Le présent Protocole réaffirme et complète les dispositions des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (ci-après « les Conventions de Genève ») et, le cas échéant, de leurs deux Protocoles additionnels du 8 juin 1977 (ci-après « les Protocoles additionnels de 1977 ») relatives aux signes distinctifs, à savoir la croix rouge, le croissant rouge et le lion et soleil rouge, et s'applique dans les mêmes situations que celles auxquelles il est fait référence dans ces dispositions.

Article 2 Signes distinctifs

- 1. Le présent Protocole reconnaît un signe distinctif additionnel en plus des signes distinctifs des Conventions de Genève et aux mêmes fins. Les signes distinctifs ont le même statut.
- 2. Ce signe distinctif additionnel, composé d'un cadre rouge, ayant la forme d'un carré posé sur la pointe, sur fond blanc, est conforme à l'illustration figurant dans l'annexe au présent Protocole. Dans ce Protocole, il est fait référence à ce signe distinctif en tant qu' « emblème du troisième Protocole ».
- 3. Les conditions d'utilisation et de respect de l'emblème du troisième Protocole sont identiques à celles établies pour les signes distinctifs par les Conventions de Genève et, le cas échéant, par leurs Protocoles additionnels de 1977.
- 4. Les services sanitaires et le personnel religieux des forces armées des Hautes Parties contractantes pourront, sans porter atteinte à leurs emblèmes actuels, utiliser à titre temporaire tout signe distinctif mentionné dans le paragraphe 1 du présent article, si cette utilisation est susceptible de renforcer leur protection.

Article 3 Indicative use of the third Protocol emblem

- 1. National Societies of those High Contracting Parties which decide to use the third Protocol emblem may, in using the emblem in conformity with relevant national legislation, choose to incorporate within it, for indicative purposes:
 - a) a distinctive emblem recognized by the Geneva Conventions or a combination of these emblems; or
 - b) another emblem which has been in effective use by a High Contracting Party and was the subject of a communication to the other High Contracting Parties and the International Committee of the Red Cross through the depositary prior to the adoption of this Protocol.

Incorporation shall conform to the illustration in the Annex to this Protocol.

- 2. A National Society which chooses to incorporate within the third Protocol emblem another emblem in accordance with paragraph 1 above, may, in conformity with national legislation, use the designation of that emblem and display it within its national territory.
- 3. National Societies may, in accordance with national legislation and in exceptional circumstances and to facilitate their work, make temporary use of the distinctive emblem referred to in Article 2 of this Protocol.
- 4. This Article does not affect the legal status of the distinctive emblems recognized in the Geneva Conventions and in this Protocol, nor does it affect the legal status of any particular emblem when incorporated for indicative purposes in accordance with paragraph 1 of this Article.

Article 4

International Committee of the Red Cross and International Federation of Red
Cross and Red Crescent Societies

The International Committee of the Red Cross and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, and their duly authorized personnel, may use, in exceptional circumstances and to facilitate their work, the distinctive emblem referred to in Article 2 of this Protocol.

Article 3 Usage indicatif de l'emblème du troisième Protocole

- 1. Les Sociétés nationales des Hautes Parties contractantes qui décideront d'utiliser l'emblème du troisième Protocole pourront, lorsqu'elles utiliseront cet emblème conformément à la législation nationale pertinente, choisir d'y incorporer, à titre indicatif :
 - a) un signe distinctif reconnu par les Conventions de Genève ou une combinaison de ces emblèmes, ou
 - b) un autre emblème qu'une Haute Partie contractante a effectivement utilisé et qui a fait l'objet d'une communication aux autres Hautes Parties contractantes et au Comité international de la Croix-Rouge par l'intermédiaire du dépositaire avant l'adoption du présent Protocole.

L'incorporation devra être réalisée conformément à l'illustration présentée dans l'annexe au présent Protocole.

- 2. Une Société nationale qui choisit d'incorporer à l'intérieur de l'emblème du troisième Protocole un autre emblème, conformément au paragraphe 1 du présent article, peut, en conformité avec la législation nationale, utiliser la dénomination de cet emblème et arborer cet emblème sur son territoire national.
- 3. Les Sociétés nationales peuvent, en conformité avec leur législation nationale et dans des circonstances exceptionnelles, et pour faciliter leur travail, utiliser à titre temporaire le signe distinctif mentionné à l'article 2 du présent Protocole.
- 4. Le présent article n'affecte pas le statut juridique des signes distinctifs reconnus dans les Conventions de Genève et dans le présent Protocole; il n'affecte pas non plus le statut juridique de tout emblème particulier lorsque celui-ci est incorporé à titre indicatif conformément au paragraphe 1 du présent article.

Article 4

Comité international de la Croix-Rouge et Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que leur personnel dûment autorisé, pourront, dans des circonstances exceptionnelles et pour faciliter leur travail, faire usage du signe distinctif mentionné à l'article 2 du présent Protocole.

Article 5 Missions under United Nations auspices

The medical services and religious personnel participating in operations under the auspices of the United Nations may, with the agreement of participating States, use one of the distinctive emblems mentioned in Articles 1 and 2.

Article 6 Prevention and repression of misuse

- 1. The provisions of the Geneva Conventions and, where applicable, the 1977 Additional Protocols, governing prevention and repression of misuse of the distinctive emblems shall apply equally to the third Protocol emblem. In particular, the High Contracting Parties shall take measures necessary for the prevention and repression, at all times, of any misuse of the distinctive emblems mentioned in Articles 1 and 2 and their designations, including the perfidious use and the use of any sign or designation constituting an imitation thereof.
- 2. Notwithstanding paragraph 1 above, High Contracting Parties may permit prior users of the third Protocol emblem, or of any sign constituting an imitation thereof, to continue such use, provided that the said use shall not be such as would appear, in time of armed conflict, to confer the protection of the Geneva Conventions and, where applicable, the 1977 Additional Protocols, and provided that the rights to such use were acquired before the adoption of this Protocol.

Article 7 Dissemination

The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of armed conflict, to disseminate this Protocol as widely as possible in their respective countries and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military instruction and to encourage the study thereof by the civilian population, so that this instrument may become known to the armed forces and to the civilian population.

Article 8 Signature

This Protocol shall be open for signature by the Parties to the Geneva Conventions on the day of its adoption and will remain open for a period of twelve months.

Article 5 Missions placées sous les auspices des Nations Unies

Les services sanitaires et le personnel religieux participant à des opérations placées sous les auspices des Nations Unies peuvent, avec l'accord des États participants, utiliser l'un des signes distinctifs mentionnés aux articles 1^{er} et 2.

Article 6 Prévention et répression des abus

- 1. Les dispositions des Conventions de Genève et, le cas échéant, des Protocoles additionnels de 1977 qui régissent la prévention et la répression des usages abusifs des signes distinctifs s'appliqueront de façon identique à l'emblème du troisième Protocole. En particulier, les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer, en tout temps, tout abus des signes distinctifs mentionnés dans les articles 1^{er} et 2 et de leur dénomination, y compris leur usage perfide et l'utilisation de tout signe ou dénomination qui en constitue une imitation.
- 2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, les Hautes Parties contractantes pourront autoriser les usagers antérieurs de l'emblème du troisième Protocole, ou de tout signe qui en constitue une imitation, à poursuivre un tel usage, pour autant que cet usage ne puisse apparaître, en temps de conflit armé, comme visant à conférer la protection des Conventions de Genève et, le cas échéant, des Protocoles additionnels de 1977, et pour autant que les droits autorisant cet usage aient été acquis avant l'adoption du présent Protocole.

Article 7 Diffusion

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en temps de paix comme en temps de conflit armé, à diffuser le présent Protocole le plus largement possible dans leurs pays respectifs et, en particulier, à en inclure l'étude dans les programmes d'instruction militaire et à en encourager l'étude par la population civile, de sorte que cet instrument puisse être connu des forces armées et de la population civile.

Article 8 Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions de Genève le jour même de son adoption et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 9 Ratification

This Protocol shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be deposited with the Swiss Federal Council, depositary of the Geneva Conventions and the 1977 Additional Protocols.

Article 10 Accession

This Protocol shall be open for accession by any Party to the Geneva Conventions which has not signed it. The instruments of accession shall be deposited with the depositary.

Article 11 Entry into force

- 1. This Protocol shall enter into force six months after two instruments of ratification or accession have been deposited.
- 2. For each Party to the Geneva Conventions thereafter ratifying or acceding to this Protocol, it shall enter into force six months after the deposit by such Party of its instrument of ratification or accession.

Article 12 Treaty relations upon entry into force of this Protocol

- 1. When the Parties to the Geneva Conventions are also Parties to this Protocol, the Conventions shall apply as supplemented by this Protocol.
- 2. When one of the Parties to the conflict is not bound by this Protocol, the Parties to the Protocol shall remain bound by it in their mutual relations. They shall furthermore be bound by this Protocol in relation to each of the Parties which are not bound by it, if the latter accepts and applies the provisions thereof.

Article 9 Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels de 1977.

Article 10 Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions de Genève non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 11 Entrée en vigueur

- 1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
- 2. Pour chacune des Parties aux Conventions de Genève qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 12

Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole

- 1. Lorsque les Parties aux Conventions de Genève sont également Parties au présent Protocole, les Conventions s'appliquent telles qu'elles sont complétées par le présent Protocole.
- 2. Si l'une des Parties au conflit n'est pas liée par le présent Protocole, les Parties au présent Protocole resteront néanmoins liées par celui-ci dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par le présent Protocole envers ladite Partie, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 13 Amendment

- 1. Any High Contracting Party may propose amendments to this Protocol. The text of any proposed amendment shall be communicated to the depositary, which shall decide, after consultation with all the High Contracting Parties, the International Committee of the Red Cross and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, whether a conference should be convened to consider the proposed amendment.
- 2. The depositary shall invite to that conference all the High Contracting Parties as well as the Parties to the Geneva Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol.

Article 14 Denunciation

- 1. In case a High Contracting Party should denounce this Protocol, the denunciation shall only take effect one year after receipt of the instrument of denunciation. If, however, on the expiry of that year the denouncing Party is engaged in a situation of armed conflict or occupation, the denunciation shall not take effect before the end of the armed conflict or occupation.
- 2. The denunciation shall be notified in writing to the depositary, which shall transmit it to all the High Contracting Parties.
- 3. The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Party.
- 4. Any denunciation under paragraph 1 shall not affect the obligations already incurred, by reason of the armed conflict or occupation, under this Protocol by such denouncing Party in respect of any act committed before this denunciation becomes effective.

Article 15 Notifications

The depositary shall inform the High Contracting Parties as well as the Parties to the Geneva Conventions, whether or not they are signatories of this Protocol, of:

a) signatures affixed to this Protocol and the deposit of instruments of ratification and accession under Articles 8, 9 and 10;

Article 13 Amendement

- 1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.
- 2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions de Genève, signataires ou non du présent Protocole.

Article 14 Dénonciation

- 1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets qu'une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve dans une situation de conflit armé ou d'occupation, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin du conflit armé ou de l'occupation.
- 2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire, qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.
- 3. La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de la Partie dénonçante.
- 4. Aucune dénonciation notifiée aux termes du paragraphe 1 n'aura d'effet sur les obligations déjà contractées du fait du conflit armé ou de l'occupation au titre du présent Protocole par la Partie dénonçante pour tout acte commis avant que ladite dénonciation devienne effective.

Article 15 Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions de Genève, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 8, 9 et 10;

- b) the date of entry into force of this Protocol under Article 11 within ten days of said entry into force;
- c) communications received under Article 13;
- d) denunciations under Article 14.

Article 16 Registration

- 1. After its entry into force, this Protocol shall be transmitted by the depositary to the Secretariat of the United Nations for registration and publication, in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.
- 2. The depositary shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to this Protocol.

Article 17 Authentic texts

The original of this Protocol, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the depositary, which shall transmit certified true copies thereof to all the Parties to the Geneva Conventions.

- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 11, dans les 10 jours suivant l'entrée en vigueur;
- c) des communications reçues conformément à l'article 13;
- d) des dénonciations notifiées conformément à l'article 14.

Article 16 Enregistrement

- 1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
- 2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 17 Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire, qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions de Genève.

ANNEX

THIRD PROTOCOL EMBLEM

(Article 2, paragraph 2 and Article 3, paragraph 1 of the Protocol)

Article 1 - Distinctive emblem



Article 2 - Indicative use of the third Protocol emblem





Incorporation in accordance with Art. 3

ANNEXE

EMBLÈME DU TROISIÈME PROTOCOLE

(Article 2, paragraphe 2, et article 3, paragraphe 1, du Protocole)

Article premier – Signe distinctif



Article 2 – Usage indicatif de l'emblème du troisième Protocole





Incorporation selon l'art. 3

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone : (613) 941-5995 Fax : (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/17 978-0-660-65751-6 © Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 Télécopieur : (613) 954-5779 Commandes seulement : 1-800-635-7943

No de catalogue : FR4-2008/17 978-0-660-65751-6















CANADA

TREATY SERIES 2008/18 RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Protocol of 1996 to Amend the Convention on Limitation of Liability for Maritime Claims, 1976

London, 2 May 1996

Ratification by Canada 9 May 2008

In Force for Canada 7 August 2008

NAVIGATION

Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes

Londres, le 2 mai 1996

Ratification par le Canda le 9 mai 2008

En vigueur pour le Canada le 7 août 2008





CANADA

TREATY SERIES 2008/18 RECUEIL DES TRAITÉS

NAVIGATION

Protocol of 1996 to Amend the Convention on Limitation of Liability for Maritime Claims, 1976

London, 2 May 1996

Ratification by Canada 9 May 2008

In Force for Canada 7 August 2008

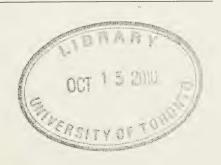
NAVIGATION

Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes

Londres, le 2 mai 1996

Ratification par le Canda le 9 mai 2008

En vigueur pour le Canada le 7 août 2008



PROTOCOL OF 1996 TO AMEND THE CONVENTION ON LIMITATION OF LIABILITY FOR MARITIME CLAIMS, 1976

THE PARTIES TO THE PRESENT PROTOCOL,

CONSIDERING that it is desirable to amend the Convention on Limitation of Liability for Maritime Claims, done at London on 19 November 1976, to provide for enhanced compensation and to establish a simplified procedure for updating the limitation amounts,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

For the purposes of this Protocol:

- 1. "Convention" means the Convention on Limitation of Liability for Maritime Claims, 1976.
- 2. "Organization" means the International Maritime Organization.
- 3. "Secretary-General" means the Secretary-General of the Organization.

Article 2

Article 3, subparagraph (a) of the Convention is replaced by the following text:

 claims for salvage, including, if applicable, any claim for special compensation under article 14 of the International Convention on Salvage 1989, as amended, or contribution in general average;

PROTOCOLE DE 1996 MODIFIANT LA CONVENTION DE 1976 SUR LA LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE CRÉANCES MARITIMES

LES PARTIES AU PRÉSENT PROTOCOLE,

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable de modifier la Convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, faite à Londres le 19 novembre 1976, afin d'offrir une indemnisation accrue et d'établir une procédure simplifiée pour la mise à jour des montants de limitation,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article 1

Au sens du présent Protocole,

- 1. "Convention" signifie la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes.
- 2. "Organisation" signifie l'Organisation maritime internationale.
- 3. "Secrétaire général" signifie le Secrétaire général de l'Organisation.

Article 2

L'alinéa a) de l'article 3 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

 a) aux créances du chef d'assistance ou de sauvetage, y compris, dans les cas applicables, toute créance pour une indemnité spéciale en vertu de l'article 14 de la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, telle que modifiée, ou aux créances du chef de contribution en avarie commune;

Article 6, paragraph 1 of the Convention is replaced by the following text:

- 1. The limits of liability for claims other than those mentioned in article 7, arising on any distinct occasion, shall be calculated as follows:
 - (a) in respect of claims for loss of life or personal injury,
 - (i) 2 million Units of Account for a ship with a tonnage not exceeding 2,000 tons,
 - (ii) for a ship with a tonnage in excess thereof, the following amount in addition to that mentioned in (i):

for each ton from 2,001 to 30,000 tons, 800 Units of Account;

for each ton from 30,001 to 70,000 tons, 600 Units of Account; and

for each ton in excess of 70,000 tons, 400 Units of Account,

- (b) in respect of any other claims,
 - (i) 1 million Units of Account for a ship with a tonnage not exceeding 2,000 tons,
 - (ii) for a ship with a tonnage in excess thereof, the following amount in addition to that mentioned in (i):

for each ton from 2,001 to 30,000 tons, 400 Units of Account;

for each ton from 30,001 to 70,000 tons, 300 Units of Account; and

for each ton in excess of 70,000 tons, 200 Units of Account.

Le paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

- 1. Les limites de la responsabilité à l'égard des créances autres que celles mentionnées à l'article 7, nées d'un même événement, sont fixées comme suit :
 - a) s'agissant des créances pour mort ou lésions corporelles;
 - à 2 millions d'unités de compte pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;
 - ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :

pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 800 unités de compte;

pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 600 unités de compte; et

pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 400 unités de compte,

- b) s'agissant de toutes les autres créances;
 - à 1 million d'unités de compte pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;
 - ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :

pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 400 unités de compte;

pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 300 unités de compte; et

pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 200 unités de compte.

Article 7, paragraph 1 of the Convention is replaced by the following text:

1. In respect of claims arising on any distinct occasion for loss of life or personal injury to passengers of a ship, the limit of liability of the shipowner thereof shall be an amount of 175,000 Units of Account multiplied by the number of passengers which the ship is authorized to carry according to the ship's certificate.

Article 5

Article 8, paragraph 2 of the Convention is replaced by the following text:

- 2. Nevertheless, those States which are not members of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of paragraph 1 may, at the time of signature without reservation as to ratification, acceptance or approval or at the time of ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, declare that the limits of liability provided for in this Convention to be applied in their territories shall be fixed as follows:
 - (a) in respect of article 6, paragraph 1(a), at an amount of:
 - (i) 30 million monetary units for a ship with a tonnage not exceeding 2,000 tons;
 - (ii) for a ship with a tonnage in excess thereof, the following amount in addition to that mentioned in (i):

for each ton from 2,001 to 30,000 tons, 12,000 monetary units;

for each ton from 30,001 to 70,000 tons, 9,000 monetary units; and

for each ton in excess of 70,000 tons, 6,000 monetary units; and

- (b) in respect of article 6, paragraph 1(b), at an amount of:
 - (i) 15 million monetary units for a ship with a tonnage not exceeding 2,000 tons;

Le paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention est remplacé par le texte ci après :

1. Dans le cas de créances résultant de la mort ou de lésions corporelles des passagers d'un navire et nées d'un même événement, la limite de la responsabilité du propriétaire du navire est fixée à un montant de 175 000 unités de compte multiplié par le nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter conformément à son certificat.

Article 5

Le paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

- 2. Toutefois, les États qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions du paragraphe 1 peuvent, au moment de la signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou encore à tout moment par la suite, déclarer que les limites de la responsabilité prévues dans la présente Convention et applicables sur leur territoire sont fixées comme suit :
 - a) en ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 6 :
 - à 30 millions d'unités monétaires pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;
 - ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :

pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 12 000 unités monétaires;

pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 9 000 unités monétaires; et

pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 6 000 unités monétaires; et

- b) en ce qui concerne l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 6 :
 - à 15 millions d'unités monétaires pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;

(ii) for a ship with a tonnage in excess thereof, the following amount in addition to that mentioned in (i):

for each ton from 2,001 to 30,000 tons, 6,000 monetary units;

for each ton from 30,001 to 70,000 tons, 4,500 monetary units; and

for each ton in excess of 70,000 tons, 3,000 monetary units; and

(c) in respect of article 7, paragraph 1, at an amount of 2,625,000 monetary units multiplied by the number of passengers which the ship is authorized to carry according to its certificate.

Paragraphs 2 and 3 of Article 6 apply correspondingly to subparagraphs (a) and (b) of this paragraph.

Article 6

The following text is added as paragraph 3bis in article 15 of the Convention:

3bis Notwithstanding the limit of liability prescribed in paragraph 1 of article 7, a State Party may regulate by specific provisions of national law the system of liability to be applied to claims for loss of life or personal injury to passengers of a ship, provided that the limit of liability is not lower than that prescribed in paragraph 1 of article 7. A State Party which makes use of the option provided for in this paragraph shall inform the Secretary-General of the limits of liability adopted or of the fact that there are none.

Article 7

Article 18, paragraph 1 of the Convention is replaced by the following text:

- 1. Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, or at any time thereafter, reserve the right:
 - (a) to exclude the application of article 2, paragraphs 1(d) and (e);

ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :

pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 6 000 unités monétaires;

pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 4 500 unités monétaires; et

pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 3 000 unités monétaires; et

c) en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 7, à un montant de 2 625 000 unités monétaires multiplié par le nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter conformément à son certificat.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 s'appliquent en conséquence aux alinéas a) et b) du présent paragraphe.

Article 6

Le texte suivant est ajouté en tant que paragraphe 3bis à l'article 15 de la Convention :

3bis Nonobstant la limite de la responsabilité prescrite au paragraphe 1 de l'article 7, un État Partie peut stipuler aux termes de dispositions expresses de sa législation nationale quel régime de responsabilité s'applique aux créances pour mort ou lésions corporelles des passagers d'un navire, sous réserve que la limite de la responsabilité ne soit pas inférieure à celle prescrite au paragraphe 1 de l'article 7. Un État Partie qui fait usage de la faculté prévue au présent paragraphe notifie au Secrétaire général les limites de la responsabilité adoptées ou le fait que de telles limites ne sont pas prévues.

Article 7

Le paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention est remplacé par ce qui suit :

- 1. Tout État peut, lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, se réserver le droit :
 - a) d'exclure l'application des alinéas d) et e) du paragraphe 1 de l'article 2,

(b) to exclude claims for damage within the meaning of the International Convention on Liability and Compensation for Damage in Connection with the Carriage of Hazardous and Noxious Substances by Sea, 1996 or of any amendment or protocol thereto.

No other reservations shall be admissible to the substantive provisions of this Convention.

Article 8

Amendment of limits

- 1. Upon the request of at least one half, but in no case less than six, of the States Parties to this Protocol, any proposal to amend the limits specified in article 6, paragraph 1, article 7, paragraph 1 and article 8, paragraph 2 of the Convention as amended by this Protocol shall be circulated by the Secretary-General to all Members of the Organization and to all Contracting States.
- 2. Any amendment proposed and circulated as above shall be submitted to the Legal Committee of the Organization (the Legal Committee) for consideration at a date at least six months after the date of its circulation.
- 3. All Contracting States to the Convention as amended by this Protocol, whether or not Members of the Organization, shall be entitled to participate in the proceedings of the Legal Committee for the consideration and adoption of amendments.
- 4. Amendments shall be adopted by a two-thirds majority of the Contracting States to the Convention as amended by this Protocol present and voting in the Legal Committee expanded as provided for in paragraph 3, on condition that at least one half of the Contracting States to the Convention as amended by this Protocol shall be present at the time of voting.
- 5. When acting on a proposal to amend the limits, the Legal Committee shall take into account the experience of incidents and, in particular, the amount of damage resulting therefrom, changes in the monetary values and the effect of the proposed amendment on the cost of insurance.
- 6. (a) No amendment of the limits under this Article may be considered less than five years from the date on which this Protocol was opened for signature nor less than five years from the date of entry into force of a previous amendment under this article.

b) d'exclure les créances pour dommages au sens de la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses ou de tout amendement ou protocole y relatif.

Aucune autre réserve portant sur une question de fond de la présente Convention n'est recevable.

Article 8

Modification des limites

- 1. À la demande d'au moins la moitié et, en tout cas, d'un minimum de six des États Parties au présent Protocole, toute proposition visant à modifier les limites prévues au paragraphe 1 de l'article 6, au paragraphe 1 de l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention telle que modifiée par le présent Protocole, est diffusée par le Secrétaire général à tous les Membres de l'Organisation et à tous les États contractants.
- 2. Tout amendement proposé et diffusé suivant la procédure ci-dessus est soumis au Comité juridique de l'Organisation (le Comité juridique) pour que ce dernier l'examine six mois au moins après la date à laquelle il a été diffusé.
- 3. Tous les États contractants à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisés à participer aux délibérations du Comité juridique en vue d'examiner et d'adopter les amendements.
- 4. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des États contractants à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole, présents et votants au sein du Comité juridique, élargi conformément au paragraphe 3, à condition que la moitié au moins des États contractants à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole soient présents au moment du vote.
- 5. Lorsqu'il se prononce sur une proposition visant à modifier les limites, le Comité juridique tient compte de l'expérience acquise en matière d'événements et, en particulier, du montant des dommages qui en résultent, des fluctuations de la valeur des monnaies et de l'incidence de l'amendement proposé sur le coût des assurances.
- 6. a) Aucun amendement visant à modifier les limites en vertu du présent article ne peut être examiné avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole a été ouvert à la signature, ni d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur d'un amendement antérieur adopté en vertu du présent article.

- (b) No limit may be increased so as to exceed an amount which corresponds to the limit laid down in the Convention as amended by this Protocol increased by six per cent per year calculated on a compound basis from the date on which this Protocol was opened for signature.
- (c) No limit may be increased so as to exceed an amount which corresponds to the limit laid down in the Convention as amended by this Protocol multiplied by three.
- 7. Any amendment adopted in accordance with paragraph 4 shall be notified by the Organization to all Contracting States. The amendment shall be deemed to have been accepted at the end of a period of eighteen months after the date of notification, unless within that period not less than one-fourth of the States that were Contracting States at the time of the adoption of the amendment have communicated to the Secretary-General that they do not accept the amendment, in which case the amendment is rejected and shall have no effect.
- 8. An amendment deemed to have been accepted in accordance with paragraph 7 shall enter into force eighteen months after its acceptance.
- 9. All Contracting States shall be bound by the amendment, unless they denounce this Protocol in accordance with paragraphs 1 and 2 of article 12 at least six months before the amendment enters into force. Such denunciation shall take effect when the amendment enters into force.
- 10. When an amendment has been adopted but the eighteen-month period for its acceptance has not yet expired, a State which becomes a Contracting State during that period shall be bound by the amendment if it enters into force. A State which becomes a Contracting State after that period shall be bound by an amendment which has been accepted in accordance with paragraph 7. In the cases referred to in this paragraph, a State becomes bound by an amendment when that amendment enters into force, or when this Protocol enters into force for that State, if later.

- 1. The Convention and this Protocol shall, as between the Parties to this Protocol, be read and interpreted together as one single instrument.
- 2. A State which is Party to this Protocol but not a Party to the Convention shall be bound by the provisions of the Convention as amended by this Protocol in relation to other States Parties hereto, but shall not be bound by the provisions of the Convention in relation to States Parties only to the Convention.

- b) Aucune limite ne peut être relevée au point de dépasser un montant correspondant à la limite fixée dans la Convention telle que modifiée par le présent Protocole majorée de six pour cent par an, en intérêt composé, à compter de la date à laquelle le présent Protocole a été ouvert à la signature.
- c) Aucune limite ne peut être relevée au point de dépasser un montant correspondant au triple de la limite fixée dans la Convention telle que modifiée par le présent Protocole.
- 7. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 4 est notifié par l'Organisation à tous les États contractants. L'amendement est réputé avoir été accepté à l'expiration d'un délai de dix-huit mois après la date de sa notification, à moins que, durant cette période, un quart au moins des États qui étaient des États contractants au moment de l'adoption de l'amendement ne fassent savoir au Secrétaire général qu'ils ne l'acceptent pas, auquel cas l'amendement est rejeté et n'a pas d'effet.
- 8. Un amendement réputé avoir été accepté conformément au paragraphe 7 entre en vigueur dix-huit mois après son acceptation.
- 9. Tous les États contractants sont liés par l'amendement, à moins qu'ils ne dénoncent le présent Protocole, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de cet amendement. Cette dénonciation prend effet lorsque l'amendement entre en vigueur.
- 10. Lorsqu'un amendement a été adopté mais que le délai d'acceptation de dix-huit mois n'a pas encore expiré, tout État devenant État contractant durant cette période est lié par l'amendement si celui-ci entre en vigueur. Un État qui devient État contractant après expiration de ce délai est lié par tout amendement qui a été accepté conformément au paragraphe 7. Dans les cas visés par le présent paragraphe, un État est lié par un amendement à compter de la date d'entrée en vigueur de l'amendement ou de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet État, si cette dernière date est postérieure.

- 1. La Convention et le présent Protocole sont, entre les Parties au présent Protocole, considérés et interprétés comme formant un seul instrument.
- 2. Un État qui est Partie au présent Protocole mais n'est pas Partie à la Convention est lié par les dispositions de la Convention telle que modifiée par le présent Protocole à l'égard des autres États Parties au Protocole, mais n'est pas lié par les dispositions de la Convention à l'égard des États Parties uniquement à la Convention.

- 3. The Convention as amended by this Protocol shall apply only to claims arising out of occurrences which take place after the entry into force for each State of this Protocol.
- 4. Nothing in this Protocol shall affect the obligations of a State which is a Party both to the Convention and to this Protocol with respect to a State which is a Party to the Convention but not a Party to this Protocol.

FINAL CLAUSES

Article 10

Signature, ratification, acceptance, approval and accession

- 1. This Protocol shall be open for signature at the Headquarters of the Organization from 1 October 1996 to 30 September 1997 by all States.
- 2. Any State may express its consent to be bound by this Protocol by:
 - (a) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or
 - (b) signature subject to ratification, acceptance or approval followed by ratification, acceptance or approval; or
 - (c) accession.
- 3. Ratification, acceptance, approval or accession shall be effected by the deposit of an instrument to that effect with the Secretary-General.
- 4. Any instrument of ratification, acceptance, approval or accession deposited after the entry into force of an amendment to the Convention as amended by this Protocol shall be deemed to apply to the Convention so amended, as modified by such amendment.

Article 11

Entry into force

1. This Protocol shall enter into force ninety days following the date on which ten States have expressed their consent to be bound by it.

- 3. La Convention telle que modifiée par le présent Protocole ne s'applique qu'aux créances nées d'événements postérieurs à l'entrée en vigueur, pour chaque État, du présent Protocole.
- 4. Aucune des dispositions du présent Protocole ne porte atteinte aux obligations qu'a un État Partie à la fois à la Convention et au présent Protocole à l'égard d'un État qui est Partie à la Convention mais qui n'est pas Partie au présent Protocole.

CLAUSES FINALES

Article 10

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

- 1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation du 1er octobre 1996 au 30 septembre 1997.
- 2. Tout État peut exprimer son consentement à être lié par le présent Protocole par :
 - a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
 - b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - c) adhésion.
- 3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.
- 4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole est réputé s'appliquer à la Convention ainsi modifiée et telle que modifiée par ledit amendement.

Article 11

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle dix États ont exprimé leur consentement à être liés par lui.

2. For any State which expresses its consent to be bound by this Protocol after the conditions in paragraph 1 for entry into force have been met, this Protocol shall enter into force ninety days following the date of expression of such consent.

Article 12

Denunciation

- 1. This Protocol may be denounced by any State Party at any time after the date on which it enters into force for that State Party.
- 2. Denunciation shall be effected by the deposit of an instrument of denunciation with the Secretary-General.
- 3. A denunciation shall take effect twelve months, or such longer period as may be specified in the instrument of denunciation, after its deposit with the Secretary-General.
- 4. As between the States Parties to this Protocol, denunciation by any of them of the Convention in accordance with article 19 thereof shall not be construed in any way as a denunciation of the Convention as amended by this Protocol.

Article 13

Revision and amendment

- 1. A conference for the purpose of revising or amending this Protocol may be convened by the Organization.
- 2. The Organization shall convene a conference of Contracting States to this Protocol for revising or amending it at the request of not less than one-third of the Contracting States.

Article 14

Depositary

1. This Protocol and any amendments adopted under article 8 shall be deposited with the Secretary General.

2. Pour tout État qui exprime son consentement à être lié par le présent Protocole après que les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ont été remplies, le présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle ce consentement a été exprimé.

Article 12

Dénonciation

- 1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'un quelconque des États Parties à tout moment à compter de la date à laquelle il entre en vigueur à l'égard de cet État Partie.
- 2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.
- 3. La dénonciation prend effet douze mois après la date du dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.
- 4. Entre les États Parties au présent Protocole, la dénonciation par l'un quelconque d'entre eux de la Convention en vertu de l'article 19 de ladite convention n'est en aucun cas interprétée comme une dénonciation de la Convention, telle que modifiée par le présent Protocole.

Article 13

Révision et modification

- 1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou de modifier le présent Protocole.
- 2. L'Organisation convoque une conférence des États contractants au présent Protocole, ayant pour objet de le réviser ou de le modifier, à la demande du tiers au moins des États contractants.

Article 14

Dépositaire

1. Le présent Protocole et tous les amendements adoptés en vertu de l'article 8 sont déposés auprès du Secrétaire général.

- 2. The Secretary-General shall:
 - (a) inform all States which have signed or acceded to this Protocol of:
 - (i) each new signature or deposit of an instrument together with the date thereof;
 - (ii) each declaration and communication under article 8, paragraph 2 of the Convention as amended by this Protocol, and article 8, paragraph 4 of the Convention;
 - (iii) the date of entry into force of this Protocol;
 - (iv) any proposal to amend limits which has been made in accordance with article 8, paragraph 1;
 - (v) any amendment which has been adopted in accordance with article 8, paragraph 4;
 - (vi) any amendment deemed to have been accepted under article 8, paragraph 7, together with the date on which that amendment shall enter into force in accordance with paragraphs 8 and 9 of that article;
 - (vii) the deposit of any instrument of denunciation of this Protocol together with the date of the deposit and the date on which it takes effect;
 - (b) transmit certified true copies of this Protocol to all Signatory States and to all States which accede to this Protocol.
- 3. As soon as this Protocol enters into force, the text shall be transmitted by the Secretary-General to the Secretariat of the United Nations for registration and publication in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

2. Le Secrétaire général :

- a) informe tous les États qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré :
 - de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument, et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;
 - ii) de toute déclaration et communication effectuées en vertu du paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention telle que modifiée par le présent Protocole et en vertu du paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention;
 - iii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iv) de toute proposition visant à modifier les limites qui a été présentée conformément au paragraphe 1 de l'article 8;
 - v) de tout amendement qui a été adopté conformément au paragraphe 4 de l'article 8;
 - vi) de tout amendement qui est réputé avoir été accepté en vertu du paragraphe 7 de l'article 8, ainsi que de la date à laquelle cet amendement entre en vigueur, conformément aux paragraphes 8 et 9 de cet article;
 - vii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
- b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les États signataires et à tous les États qui y adhèrent.
- 3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général en transmet le texte au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Languages

This Protocol is established in a single original in the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish languages, each text being equally authentic

DONE AT LONDON this second day of May one thousand nine hundred and ninety-six.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized by their respective Governments for that purpose, have signed this Protocol.

Langues

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi.

FAIT À LONDRES ce deux mai mil neuf cent quatre-vingt seize.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

Available in Canada through your local bookseller or by mail from Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 Fax: (613) 954-5779 Orders only: 1-800-635-7943 Catalogue No: FR4-2008/18 978-0-660-65752-3

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2010

En Vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 Télécopieur: (613) 954-5779 Commandes seulement: 1-800-635-7943

No de catalogue : FR4-2008/18

978-0-660-65752-3











